



NATIONS UNIES  
ASSEMBLEE  
GENERALE



Distr.  
GENERALE  
A/3579  
E/2961  
16 mai 1957  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

RAPPORT FINAL DU COMITE "AD HOC" CHARGE D'ETUDIER LA QUESTION DE LA  
CREATION D'UN FONDS SPECIAL DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT  
ECONOMIQUE, ETABLI EN APPLICATION DE LA RESOLUTION 923 (X) DE  
L'ASSEMBLEE GENERALE

TABLE DES MATIERES

|   | <u>Pages</u> |
|---|--------------|
| <u>Introduction</u> .....   | 1            |
| <u>Première partie</u>  |              |
| <u>Résumé des observations des gouvernements sur la création, le rôle, la structure et les opérations d'un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique</u> ..... | 7            |
| A. Résumé des avis exprimés au sujet de la création d'un Fonds spécial .....  | 8            |
| B. Résumé des réponses aux questions qui figurent dans l'Annexe à la résolution 923 (X) de l'Assemblée générale .....   | 22           |
| 1. Rôle du Fonds spécial .....  | 22           |
| 2. Nature des contributions au budget d'exécution du Fonds spécial .....  | 35           |
| 3. Capital initial à réunir avant que le Fonds spécial ne commence ses opérations .....   | 47           |
| 4. Dons et prêts; conditions et modalités .....   | 55           |
| 5. Relations entre le Fonds spécial, l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées .....  | 70           |
| 6. Structure du Fonds spécial .....   | 81           |
| 7. Méthodes et procédure à suivre pour l'évaluation des projets .....   | 94           |
| <u>Deuxième partie</u>  |              |
| <u>Analyse des observations présentées par les gouvernements</u> .....  | 101          |
| A. Analyse des avis exprimés au sujet de la création d'un Fonds spécial .....   | 102          |
| B. Analyse des réponses aux questions qui figurent dans l'Annexe à la résolution 923 (X) de l'Assemblée générale .....  | 103          |
| 1. Rôle du Fonds spécial .....  | 103          |
| 2. Nature des contributions au budget d'exécution du Fonds spécial .....  | 104          |
| 3. Capital initial à réunir avant que le Fonds spécial ne commence ses opérations .....   | 106          |
| 4. Dons et prêts; conditions et modalités .....   | 107          |

TABLE DES MATIERES (suite)

|  | <u>Pages</u> |
|--|--------------|
| 5. Relations entre le Fonds spécial, l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ..... | 109          |
| 6. Structure du Fonds spécial .....  | 110          |
| 7. Méthodes et procédure à suivre pour l'évaluation des projets .....  | 111          |
| <u>Troisième partie</u>  |              |
| <u>Conclusions</u> .....   | 113          |

Annexe

Texte de la résolution 923 (X) de l'Assemblée générale relative à la question de la création d'un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique

## INTRODUCTION

1. Dans sa résolution 923 (X), du 9 décembre 1955<sup>1/</sup>, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général "d'inviter les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées dont l'action s'exerce dans les domaines économique et social, à lui faire connaître, aussi précisément que possible, le 31 mars 1956 au plus tard, leur avis sur la création, le rôle, la structure et les opérations d'un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, en tenant compte tout particulièrement des questions qui figurent dans l'annexe à [ladite] résolution, afin que leurs avis et leurs réponses puissent fournir des éléments qui serviront à rédiger les statuts du Fonds, lorsqu'il aura été décidé de le créer".
2. Par la même résolution, l'Assemblée générale a créé un Comité ad hoc, composé des représentants de seize gouvernements, qu'elle a chargé d'analyser les réponses et les observations des gouvernements afin de présenter au Conseil économique et social, à sa vingt-deuxième session, puis à l'Assemblée générale, à sa onzième session, le rapport intérimaire qu'il aura pu établir et de remettre un rapport final au Conseil à sa vingt-troisième session<sup>2/</sup>, étant entendu que, ce faisant, le Comité ad hoc n'engagerait aucun Etat Membre.
3. A la 553ème séance plénière de l'Assemblée générale, le 9 décembre 1955<sup>3/</sup>, le Président de l'Assemblée générale a proposé, et l'Assemblée générale a approuvé, la nomination comme membres du Comité ad hoc des Etats Membres suivants : Canada, Chili, Colombie, Cuba, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Indonésie, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie.

---

<sup>1/</sup> Cette résolution est reproduite à la fin du présent rapport.

<sup>2/</sup> Dans sa résolution 1030 (XI) du 26 février 1957, l'Assemblée générale a prié le Comité ad hoc de présenter son rapport final au Conseil économique et social, à sa vingt-quatrième session.

<sup>3/</sup> Assemblée générale, Documents officiels de la dixième session, 553ème séance plénière, par. 55.

4. Dans sa résolution 1031 (XI) du 26 février 1957, l'Assemblée générale, notant que, depuis la création du Comité ad hoc, le nombre des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies a sensiblement augmenté et considérant que la composition du Comité ad hoc doit refléter plus fidèlement la composition actuelle de l'Organisation des Nations Unies, a décidé de porter de seize à dix-neuf le nombre des membres du Comité ad hoc. A sa 661ème séance plénière, le 26 février 1957<sup>4/</sup>, l'Assemblée générale, sur la proposition du Président, a nommé l'Italie, le Japon et la Tunisie comme nouveaux membres du Comité.

5. Le Comité ad hoc a consacré ses deux premières sessions, du 7 mai au 6 juin 1956, et du 11 et 12 mars 1957, à préparer les rapports visés dans la résolution 923 (X) de l'Assemblée générale<sup>5/</sup>. Les représentants dont les noms suivent ont participé à cette session<sup>6/</sup>:

|                         |   |
|-------------------------|---|
| Canada :                | M. A.F.W. Plumptre, représentant<br>M. J.G. Hadwen, suppléant<br>N. Denis Hudon, suppléant (deuxième session)   |
| Chili :                 | M. Rudecindo Ortega, représentant<br>M. Miguel Bravo, suppléant   |
| Colombie :              | M. Misael Pastrana, représentant (première session)<br>M. Jesus Zarate, représentant (deuxième session)   |
| Cuba :                  | M. Rafael Garcia Navarro, représentant (première session)<br>Mme Ana-Maria Perera, suppléante (première session)<br>M. Manuel Secades, représentant (deuxième session)  |
| Egypte :                | M. M.A. Anis, représentant  |
| Etats-Unis d'Amérique : | M. Nat B. King, représentant (première session)<br>M. William J. Stibravy, conseiller (première session)<br>M. William H. Wynne, conseiller<br>M. William J. Stibravy, représentant (deuxième session)<br>M. Seymour M. Finger, conseiller (deuxième session) |

---

<sup>4/</sup> Assemblée générale, Documents officiels de la onzième session, compte rendu sténographique provisoire de la 661ème séance plénière, document A/PV.661, p. 109.

<sup>5/</sup> Le Comité a tenu une troisième session afin de préparer le rapport complémentaire A/3580-E/2999 que lui a demandé l'Assemblée générale dans sa résolution 1030 (XI) du 26 février 1957.

<sup>6/</sup> Sauf indication contraire, ces représentants ont assisté aux deux sessions du Comité. Les représentants des nouveaux membres du Comité (Italie, Japon, Tunisie) n'ont assisté qu'à la deuxième session. /...

France : M. Barthélemy Epinat, représentant  
M. Jean Turpin, suppléant

Inde : M. Ali Yavar Jung, représentant (première session)  
M. Arthur S. Lall, suppléant (première session)  
M. G.R. Kemat, suppléant (première session)  
M. P.N. Kaul, conseiller (première session)  
M. Gopala Menon, représentant (deuxième session)  
M. M.N. Sivaraman, conseiller (deuxième session)

Indonésie : M. Soetikno Slamet, représentant  
M. Sujono Surjotjondro, suppléant (première session)  
M. Nuradi, suppléant (première session)  
M. August F. Ompi, suppléant (deuxième session)

Italie : M. Luciano Giretti, représentant  
M. Angelo Macchia, suppléant

Japon : M. Motoo Ogiso, représentant

Norvège : M. Hans Engen, représentant  
M. Olaf Solli, suppléant (première session)  
M. C. Berg-Nielsen, suppléant (deuxième session)

Pakistan : M. Mohammed Mir Khan, représentant  
M. S.A. Karim, conseiller

Pays-Bas : M. Jan Tinbergen, représentant  
M. J. Kaufmann, suppléant  
M. A.E. van Braam Houckgeest, suppléant (première session)  
Mlle J.D. Pelt, suppléante (deuxième session)

Pologne : M. Henryk Bireski, représentant (première session)  
M. Julian Forys, conseiller (première session)  
M. Rafael Kowalczyk, conseiller (première session)  
M. Jerzy Michalowski, représentant (deuxième session)  
M. Antoni Czarkowski, suppléant (deuxième session)

Royaume-Uni : Sir Alec Randall, représentant (première session)  
M. R.C. Barnes, suppléant (première session)  
M. D.N. Brinson, suppléant (première session)  
M. R.C. Barnes, représentant (deuxième session)

Tunisie : M. Ali Hedda, représentant

Union des Républiques

socialistes soviétiques : M. Aleksei Ivanovitch Roslov, représentant,  
M. Ivan M. Romanov, conseiller (première session)  
M. V.A. Grucha, conseiller (deuxième session)

Yougoslavie :

M. Joza Brilej, représentant  
M. Janes Stanovnik, suppléant (première session)  
M. Janvid Flere, suppléant  
M. Bora Jeftic, suppléant (deuxième session)

Les institutions spécialisées ci-après s'étaient fait représenter par des observateurs :

Organisation internationale du Travail  
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et  
l'agriculture  
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science  
et la culture  
Organisation de l'aviation civile internationale  
Banque internationale pour la reconstruction et le  
développement  
Fonds monétaire international  
Organisation mondiale de la santé

6. Le Comité a élu le bureau suivant :

Président : M. Ali Yavar Jung (Inde)  
Vice-Président : M. Rudecindo Ortega (Chili)  
Rapporteur : M. Johan Kaufmann (Pays-Bas)

M. Ali Yavar Jung n'a pu ouvrir la deuxième session du Comité. Sur une motion du représentant du Pakistan, M. Gopala Menon (Inde) a été élu Président.

7. A sa première session, le Comité a tenu une séance publique<sup>7/</sup> et vingt et une séances privées. En outre, un Groupe de travail, composé des représentants des pays suivants : Canada, Chili, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Indonésie, Pakistan, Royaume-Uni, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie, a tenu dix séances privées. A sa seconde session, le Comité a tenu deux séances privées.

8. A sa première session, le Comité était saisi des réponses adressées au Secrétaire général conformément à la résolution 923 (X), par les gouvernements

---

<sup>7/</sup> Compte rendu analytique A/AC.83/SR.1 du 9 mai 1956

des quarante-six Etats suivants<sup>8/</sup> : Afghanistan, Allemagne (République fédérale d'), Arabie Saoudite, Autriche, Birmanie, Brésil, Cambodge, Canada, Ceylan, Chili, Chine, Colombie, Corée (République de), Costa-Rica, Cuba, Danemark, Equateur, Ethiopie, Finlande, France, Grèce, Haïti, Inde, Indonésie, Iran, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Laos, Libye, Népal, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Union Sud-Africaine, Viet-Nam (République du) et Yougoslavie. Sur la base de ces réponses, le Comité a préparé un rapport intérimaire (A/3134 - E/2896 du 8 juin 1956) qu'il a présenté au Conseil économique et social, à sa vingt-deuxième session, puis à l'Assemblée générale, à sa onzième session.

9. A sa deuxième session, le Comité était saisi des réponses des onze gouvernements ci-après<sup>9/</sup> que le Secrétaire général avait reçues après la date limite du 16 mai 1956 fixée par le Comité, lors de sa première session, pour l'examen des réponses : Australie, Belgique, Bolivie, Egypte, Espagne, Portugal, République Dominicaine, Syrie, Tunisie, Turquie et Union des Républiques socialistes soviétiques. Le Comité a fait figurer dans le présent rapport final les renseignements fournis dans ces réponses et a révisé ses conclusions en conséquence. Il a décidé que les réponses reçues après la clôture de sa deuxième session seraient distribuées sous la forme d'additifs au présent rapport.

10. Le Groupe de travail officieux chargé par la Deuxième Commission de l'Assemblée générale de rédiger le texte de la résolution 923 (X) avait proposé - et la Deuxième Commission avait accepté dans son rapport - que, pour reprendre les termes employés par le Président du Groupe<sup>10/</sup>, "le Comité spécial [ait] pour tâche :

- a) De résumer les avis communiqués par les gouvernements en réponse à l'invitation formulée au paragraphe 2;
- b) D'analyser ces avis, c'est-à-dire de les présenter sous une forme qui en facilite l'examen par le Conseil économique et social et l'Assemblée générale;

---

<sup>8/</sup> Reproduites sous les cotes A/AC.83/L.1 et Add.1 à 10.

<sup>9/</sup> Reproduites sous les cotes A/AC.83/L.1/Add.11 à 20.

<sup>10/</sup> Assemblée générale, dixième session, Rapport de la Deuxième Commission, document A/3065, par. 10.



c) De formuler les conclusions qui découleront de l'analyse en question." Conformément à la résolution 923 (X), et compte tenu de la déclaration ci-dessus, le Comité soumet le présent rapport intérimaire, qui se compose des parties suivantes : Première partie "Résumé des observations des gouvernements sur la création, le rôle, la structure et les opérations d'un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique", Deuxième partie "Analyse des observations présentées par les gouvernements", Troisième partie "Conclusion". Le Comité a adopté le rapport à l'unanimité.

11. Enfin, le Comité tient à signaler qu'il a vivement apprécié les services de son Rapporteur et des membres du Secrétariat, dont le zèle et la compétence lui ont si grandement facilité la tâche.

PREMIERE PARTIE

RESUME DES OBSERVATIONS DES GOUVERNEMENTS SUR LA CREATION,  
LE ROLE, LA STRUCTURE ET LES OPERATIONS D'UN FONDS SPECIAL  
DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

A. Résumé des avis exprimés au sujet de la création d'un Fonds spécial

1. Plusieurs gouvernements<sup>1/</sup> ont fait observer qu'aux termes du paragraphe 2 du dispositif de la résolution 923 (X), l'Assemblée générale avait prié le Secrétaire général d'inviter les Etats Membres à lui faire connaître leur avis notamment sur la création d'un Fonds spécial; en conséquence, ils ont consacré à cette question un avant-propos ou une section de leur réponse, ou bien ils ont exposé brièvement leurs vues dans des communications adressées au Secrétaire général, tandis que d'autres<sup>2/</sup> ont fait connaître leur avis à propos de certaines des questions énumérées dans l'annexe à la résolution 923 (X). De nombreux gouvernements n'ont pas présenté d'observations particulières sur cette question<sup>3/</sup>. On se rappellera que, si les gouvernements ont été invités à exprimer leur avis sur la création d'un Fonds spécial, aucune question particulière n'a été énoncée à ce sujet dans la résolution 923 (X) et que certains gouvernements avait déjà indiqué leur position sur la création d'un Fonds spécial. Il ne sera pas tenu compte dans le présent rapport des déclarations antérieures de cette nature.

Avis exprimés dans une section spéciale ou dans un avant-propos

2. Le Gouvernement de l'Afghanistan souhaite vivement que le Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique soit créé prochainement. A son avis, le financement du développement économique des pays sous-développés est un problème financier d'ordre international et par conséquent, il accueille favorablement la création d'institutions financières internationales dans le cadre des Nations Unies. Ayant pris conscience des problèmes économiques auxquels le pays doit faire face et de la nécessité d'exploiter ses ressources naturelles et ses possibilités économiques, le Gouvernement afghan a élaboré un plan quinquennal de

<sup>1/</sup> Afghanistan, Allemagne (République fédérale d'), Birmanie, Bolivie, Canada, Ceylan, Danemark, France, Grèce, Italie, Jordanie, Libye, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, Suisse, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Viet-Nam (République du), Yougoslavie.

<sup>2/</sup> Cambodge, Chili, Colombie, Corée (République de), Equateur, Espagne, Ethiopie, Haïti, Inde, Indonésie, Iran, Israël, Népal, République Dominicaine, Syrie, Tchécoslovaquie, Tunisie.

<sup>3/</sup> Arabie Saoudite, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Chine, Costa-Rica, Cuba, Egypte, Japon, Laos, Norvège, Pakistan, Thaïlande. Dans ses observations, le Gouvernement de l'Australie déclare qu'en répondant aux questions énoncées dans l'annexe à la résolution 923 (X) de l'Assemblée générale, il n'entend prendre aucun engagement quant à sa participation financière éventuelle.

développement économique dont l'exécution sera entreprise dans un proche avenir. Pour la réalisation de ce plan, il lui faudra obtenir une assistance financière en plus de l'assistance technique déjà fournie par l'Organisation des Nations Unies et d'autres institutions.

3. Le Gouvernement de la Bolivie rappelle les observations<sup>4/</sup> qu'il a déjà présentées en application de la résolution 724 B (VIII) de l'Assemblée générale et dans lesquelles il faisait savoir qu'il étudiait les moyens de diversifier la production nationale. Le Gouvernement bolivien estime que la création du Fonds spécial ne doit pas être liée au problème du désarmement car il juge illogique de faire dépendre l'existence du Fonds des économies réalisées à la faveur du désarmement.

4. Le Gouvernement de la Birmanie rappelle qu'à plusieurs sessions de l'Assemblée générale, le représentant de la Birmanie a exposé la position générale de son gouvernement à l'égard de la création d'un Fonds spécial et a approuvé sans réserve cette création.

5. Le Gouvernement du Canada rappelle que, dans le passé, il a appuyé le principe d'un Fonds spécial, mais s'est élevé contre sa création immédiate. Avant de se prononcer définitivement au sujet d'un Fonds du type actuellement envisagé, il voudra savoir surtout si les dispositions relatives à l'organisation et à la gestion du Fonds seront de nature à permettre une activité efficace du Fonds et à lui assurer un appui assez large pour qu'il puisse fonctionner de façon satisfaisante.

6. Le Gouvernement de Ceylan est heureux que l'on ait proposé de créer un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, afin de donner aux pays sous-développés les moyens financiers nécessaires pour établir une infrastructure economico-sociale sur laquelle reposera l'appareil de production proprement dit et qui ne peut être financée ni par le capital privé, ni par la Banque internationale, ni par d'autres institutions de crédit.

7. Le Gouvernement du Danemark rappelle que dans le mémoire<sup>5/</sup> qu'il a adressé au Secrétaire général le 13 avril 1954, il a souligné l'importance que présente la

---

<sup>4/</sup> Observations des gouvernements sur le rapport du Comité des Neuf, communiquées en application de la résolution 724 B (VIII) de l'Assemblée générale, document A/2646, du 7 mai 1954, p. 29.

<sup>5/</sup> Ibid., p. 42.

création prochaine du Fonds spécial envisagé, en faisant observer que des efforts accrus de la part de l'Organisation des Nations Unies pour favoriser le développement économique des régions sous-développées représenteraient une contribution importante aux tentatives faites pour détendre la situation internationale. De l'avis du Gouvernement danois, il n'est ni nécessaire ni souhaitable d'attendre, pour créer le Fonds spécial, qu'un accord intervienne sur un programme de désarmement universel sous contrôle international.

Conformément à sa politique générale, le Gouvernement danois, dans une lettre qu'il a adressée le 3 juin 1950 à M. Raymond Scheyven, Président du Groupe spécial d'experts pour un Fonds spécial des Nations Unies, a déclaré que, dès que les grands pays industriels se seraient déclarés prêts à participer à la création du Fonds spécial, il serait disposé à demander au Parlement danois de voter un crédit pour une contribution qui correspondrait à la situation économique du pays et à l'importance des contributions versées par les autres pays. Si le capital initial du Fonds spécial est fixé à environ 250 millions de dollars, le Gouvernement danois estime qu'une contribution d'environ 2 millions de dollars conviendrait.

8. Le Gouvernement de la France rappelle que la France a toujours témoigné, tant à l'Assemblée générale qu'au Conseil économique et social, du vif intérêt qu'elle porte à la création du Fonds spécial.

Seule l'association du plus grand nombre possible de pays, quel que soit le stade de leur développement économique, permettrait de dégager les ressources qui sont nécessaires pour assurer le développement harmonieux des pays sous-développés.

Cette coopération internationale devrait s'exprimer par la création du Fonds spécial, qui servirait d'instrument pour les transferts de capitaux entre les pays les plus avancés et les pays économiquement sous-développés.

Le rôle essentiel du Fonds spécial devrait être d'aider, à l'échelon national ou régional, à la constitution de l'infrastructure économique-sociale qui est indispensable au développement économique et dont le financement ne peut être assuré par des sources traditionnelles, nationales ou internationales.

Il est évident que les ressources du Fonds spécial devront être en rapport avec les besoins, qui sont considérables. A cet égard, on aura fait un pas décisif en avant lorsqu'un accord sur le désarmement permettra de consacrer au développement économique une partie des économies réalisées.

Le Gouvernement français est d'avis que la nécessité de promouvoir le développement économique est trop impérieuse pour pouvoir attendre la conclusion d'un accord sur le désarmement. Il est donc en faveur de la mise sur pied, à une date prochaine, d'un dispositif de coopération qui serait de nature à contribuer au développement de relations amicales entre les peuples et qui utiliserait les moyens dès à présent disponibles.

En conséquence, le Gouvernement français déclare à nouveau qu'il approuve l'idée de créer un Fonds spécial pour le développement économique. Dans le cas probable où le Comité ad hoc créé en vertu de la résolution de l'Assemblée générale du 9 décembre 1955 constaterait qu'en majorité, les réponses au questionnaire sont favorables à la création du Fonds spécial, le Gouvernement français n'aurait, pour sa part, aucune objection à ce que des mesures soient prises en vue de rédiger un projet de statuts du Fonds spécial. Cette question pourrait être examinée à la vingt-deuxième session du Conseil économique et social.

9. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne déclare qu'il a examiné à nouveau l'idée de créer un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique. Comme l'indique sa participation aux activités de la Banque internationale, au programme d'assistance technique des Nations Unies et sa récente adhésion à la Société financière internationale, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne s'intéresse au développement économique des pays qui peuvent se développer. Si l'on doit maintenant créer un nouvel organisme, le SUNFED, qui s'ajouterait aux institutions déjà existantes ou en voie de création (SFI), il conviendrait d'examiner attentivement si ces institutions ne pourraient pas s'acquitter des tâches que l'on pense assigner au Fonds spécial. D'après les renseignements déjà recueillis, cela ne serait possible que si l'on modifiait les statuts des organismes en question. Cette modification pourrait soulever des difficultés considérables, mais il ne serait peut-être pas impossible de demander à ces organismes, par exemple à la Banque internationale, de jouer le rôle d'agents qui fourniraient les suppléments de fonds nécessaires, notamment sous la forme de dons accordés par des gouvernements amis pour la mise en oeuvre d'importants projets de développement. De cette façon, on pourrait établir un lien avec les programmes actuels d'aide aux pays, sans qu'il soit nécessaire de créer un nouvel organisme dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies. En outre, le Fonds

spécial ne devrait être créé que s'il est assuré de la participation des pays dont le commerce international est le plus important, notamment des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni et de la France.

10. Le Gouvernement de la Grèce affirme qu'il porte le plus vif intérêt à la création d'un Fonds spécial qui assurerait le financement des projets de développement dans les pays sous-développés. Il déclare ensuite que la participation des pays les plus développés au point de vue économique, qui sont en mesure de fournir la plus grande partie des fonds nécessaires, est une condition indispensable de la création du Fonds spécial.

11. Le Gouvernement de l'Italie déclare qu'étant donné le but et le rôle que l'on propose d'assigner au Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, il est, en principe, favorable à la création de ce Fonds. Toutefois, il considère qu'il ne lui est pas possible à l'heure actuelle de prendre des engagements fermes à ce sujet, l'attitude de certains pays n'étant pas encore parfaitement connue. De ce fait, il n'est pas encore possible d'évaluer l'importance de l'appui international qui sera apporté au Fonds spécial. De même, il reste à déterminer exactement l'ampleur des charges financières que chaque pays devra supporter. Le Gouvernement italien n'est donc pas en mesure de dire à l'heure actuelle si les obligations que les pays participants devront assumer seront compatibles avec les ressources financières de l'Italie. Un des éléments dont il conviendrait de tenir compte pour déterminer s'il est souhaitable de créer le Fonds spécial est, semble-t-il, la capacité intrinsèque du Fonds spécial vis-à-vis des tâches qui lui seront assignées, c'est-à-dire l'importance des moyens dont il disposera et la mesure dans laquelle il pourra s'acquitter de son rôle. Le Gouvernement italien estime donc que toute discussion détaillée sur l'organisation technique et le fonctionnement du Fonds spécial devrait être précédée d'un accord complet sur les problèmes d'ordre général que posent les tâches et les activités principales de ce Fonds.

12. Le Gouvernement de la Jordanie fait savoir qu'il appuie la création du Fonds spécial, dans lequel il voit surtout un moyen de venir en aide aux pays qui ont besoin de capitaux.

13. Le Gouvernement de la Libye estime que la question de la création d'un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique est d'une importance capitale pour ce pays étant donné la recommandation que l'Assemblée générale a maintes fois formulée et qu'elle a reprise récemment dans sa résolution 924 (X) en demandant "... que l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, lorsque de nouvelles ressources deviendront disponibles pour l'aide à apporter au financement du développement des régions sous-développées, prennent dûment en considération les besoins particuliers de la Libye en fait de développement".

En l'absence de toute autre proposition concernant le financement du développement économique des pays sous-développés, le Gouvernement libyen présume que, si le Fonds spécial est créé, il ne manquera pas de mettre en oeuvre cette recommandation spéciale en faveur du développement de la Libye.

Le Gouvernement libyen est donc prêt à formuler des propositions précises de projets de développement économique et à présenter un exposé d'ensemble de ses ressources financières et de ses besoins en matière de développement économique pour une période de cinq ans, afin que les services compétents du Fonds spécial puissent les examiner au moment de sa création.

14. Le Gouvernement des Pays-Bas rappelle que, ces dernières années, la délégation néerlandaise a exposé à diverses reprises, devant l'Assemblée générale et le Conseil économique et social, sa position quant à la création d'un Fonds spécial, et qu'elle s'est déclarée disposée à y participer activement (voir aussi le paragraphe 35 ci-dessous).

15. Le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande, après avoir attiré l'attention sur une communication antérieure<sup>6/</sup> dans laquelle il définissait sa position quant à sa participation au Fonds spécial, déclare qu'il se rend parfaitement compte des difficultés auxquelles les pays sous-développés se heurtent dans l'action qu'ils mènent pour développer leur économie et élever le niveau de vie de leur population. Il fait observer que la Nouvelle-Zélande appuie déjà cette action en

---

<sup>6/</sup> Observations des gouvernements sur le rapport du Comité des Neuf,  
document A/2646, p. 51.



contribuant au Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies, de même qu'au Plan de Colombo pour l'exécution duquel elle fournit des fonds aussi bien que de l'assistance technique. Cette aide est importante eu égard aux ressources du pays, qui a lui-même entrepris un effort de développement intense pour pouvoir faire face, notamment, aux besoins d'une population qui s'accroît rapidement. Pour ces raisons, le Gouvernement néo-zélandais ne peut s'engager à verser des contributions au Fonds spécial, au cas où ce Fonds serait créé.

16. Le Gouvernement des Philippines fait savoir qu'il envisage très favorablement la création d'un Fonds spécial et qu'il souscrit aux recommandations du Comité des Neuf<sup>7/</sup>. Il ajoute que les Philippines ont entrepris l'exécution d'un programme visant à assurer rapidement le développement économique du pays et que, vu l'insuffisance des capitaux nationaux, elles ont grand besoin de capitaux étrangers. Le Fonds spécial envisagé pourrait devenir une source importante de capitaux étrangers; aussi le Gouvernement des Philippines appuie-t-il sans réserve la création de cet organisme.

17. Le Gouvernement de la Pologne rappelle que sa position, quant à la création d'un Fonds spécial, a été définie notamment à la dixième session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies et il ajoute que sa délégation a, comme on le sait, voté pour la résolution 923 (X).

18. Le Gouvernement du Portugal ne sera pas en mesure de contribuer au Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique dont la création est envisagée, il lui est donc difficile d'émettre une opinion sur la création du Fonds mais il n'élèvera pas d'objection si la majorité des Etats Membres pensent que le Fonds spécial peut être constitué dans des conditions viables et qu'il aidera à atteindre les buts qu'on se propose.

19. Le Gouvernement de la Suisse rappelle qu'il a déjà exprimé l'avis<sup>8/</sup> que la création d'un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique serait, à l'heure actuelle, prématurée. Il ajoute cependant qu'il est soucieux

---

<sup>7/</sup> Rapport sur un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique. Rapport présenté par un comité d'experts nommé par le Secrétaire général, conformément à la résolution 416 A (XIV) du Conseil économique et social, document E/2381 du 18 mars 1953. Ce rapport est désigné ici sous le nom de "rapport du Comité des Neuf".

<sup>8/</sup> Observations des gouvernements sur le rapport du Comité des Neuf, document A/2646, p. 71.

d'étudier attentivement toutes mesures qui pourront diminuer l'écart entre les niveaux de vie existant actuellement dans les pays industriels et dans les pays économiquement sous-développés.

20. Le Gouvernement de la Turquie estime que, dans les circonstances actuelles, il semble que le Fonds spécial pour le développement économique dont la création est envisagée pourrait difficilement entreprendre des opérations de grande envergure. Néanmoins, le Gouvernement turc serait heureux qu'on le constitue le plus tôt possible et il pense qu'on aurait avantage à le faire car, une fois le désarmement réalisé, les Etats pourront consacrer au Fonds les importantes ressources qu'ils auront économisées.

L'objet principal du Fonds spécial devrait être de combler la lacune qui existe actuellement dans le domaine de l'aide internationale et qui résulte de la politique rigide suivie par la Banque internationale, celle-ci n'accordant une assistance que pour le financement de projets amortissables.

L'écart considérable qui existe actuellement entre le niveau de vie des pays riches et celui des pays pauvres continue de s'accroître. Il est évident que ce déséquilibre est une source d'instabilité internationale. Si donc, les pays industrialisés voulaient regarder vers l'avenir et essayer d'établir un équilibre entre les niveaux de vie, ils ne serviraient pas seulement la cause de la paix, mais aussi leurs propres intérêts.

A cette fin, les principaux pays industrialisés devraient mettre à la disposition du Fonds spécial, à des conditions avantageuses, une partie des capitaux liquides dont ils disposent. De son côté, le Fonds spécial ne se bornerait pas à effectuer avant tout des "opérations profitables", mais procéderait, dans les pays en quête de capitaux, à des investissements qui produiraient plus tard un revenu minimum. Les investissements qui ne produisent pas de revenus élevés dans un laps de temps relativement court ne tentent pas les groupements financiers privés ni la Banque internationale.

21. De l'avis du Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, on ne devrait pas attendre, pour créer le Fonds, qu'un accord soit intervenu à propos du désarmement.

22. Le Gouvernement du Royaume-Uni, tout en approuvant en principe la création d'un Fonds spécial, estime qu'il faudrait attendre, pour constituer le Fonds, que

les trois conditions suivantes soient remplies :

- i) Il faudrait avoir commencé l'exécution d'un programme de désarmement mondial sous contrôle international et sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies. Comme celles de beaucoup d'autres pays industriels, les ressources du Royaume-Uni sont actuellement utilisées à plein et, tant qu'il ne sera pas possible de réaliser des réductions générales et sensibles des dépenses militaires, il est peu probable que l'on puisse réunir les fonds très importants qui seraient nécessaires.
- ii) Le Fonds spécial devrait disposer d'un certain capital avant d'entreprendre quelque opération que ce soit. Il sera en présence de tâches si variées et l'on fera appel à ses ressources à tant de fins que, s'il n'était pas dès le début en mesure de satisfaire une partie assez importante des demandes, il risquerait de décevoir les espoirs de ses promoteurs et partisans et, de ce fait, de tomber dans le discrédit.
- iii) Le Fonds spécial devrait comprendre l'ensemble des Membres de l'Organisation des Nations Unies. Il devrait réunir tant les pays fortement industrialisés que ceux dont l'économie est sous-développée, et tous devraient verser une contribution.

De l'avis du Gouvernement de Sa Majesté, tant que l'on n'entreverra pas la possibilité de remplir les trois conditions ci-dessus, il serait peu judicieux de rédiger des statuts pour le Fonds.

23. Le Gouvernement de la République du Viet-Nam estime que la création du Fonds spécial se révélera extrêmement utile en permettant aux pays sous-développés ne disposant pas de moyens financiers suffisants d'accélérer le développement de leur infrastructure économique-sociale. Il fait observer que le niveau peu élevé du revenu moyen des particuliers dans les pays sous-développés, en particulier dans ceux de l'Asie du Sud-Est, rend difficile la mobilisation de ressources nationales suffisantes pour déclencher un rythme rapide d'expansion économique, d'où la nécessité de faire appel aux capitaux internationaux. La création du Fonds spécial sera extrêmement utile, car elle permettra à ces pays d'accélérer le développement de leur infrastructure économique-sociale, indispensable pour tout accroissement substantiel de la production et pour le bien-être de leurs populations.

/...

24. Le Gouvernement de la Yougoslavie est chaleureusement et résolument favorable à la création d'un Fonds spécial et estime qu'il est très urgent de le constituer. Il est d'avis que les efforts déployés par les peuples des pays économiquement sous-développés pour relever leur niveau de vie et parvenir à l'égalité économique doivent être appuyés par une action internationale. Il considère que la solution du problème que pose le développement économique aura des effets positifs de la plus haute importance sur les relations entre nations, tant dans le domaine politique que dans le domaine économique. En apportant son concours, l'Organisation des Nations Unies rehausserait sensiblement son propre prestige moral et, partant, donnerait beaucoup plus de poids au concept de la sécurité collective. Selon le Gouvernement yougoslave, le Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies a fait la preuve que la coopération internationale dans le domaine du développement économique permet d'obtenir des résultats importants, mais aussi que cette coopération ne peut porter tous ses fruits tant qu'elle se limite à l'échange de connaissances techniques. Il est donc inévitable que cette coopération soit étendue et que le même principe soit appliqué au financement international. La création du Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique permettrait de mettre effectivement en application les dispositions de la Charte - et plus spécialement celles des Articles premier, 2, 13 b, 55 et 56 - et par conséquent de remplir solennellement les obligations contractées. De l'avis du Gouvernement yougoslave, les relations politiques entre Etats sont actuellement telles que l'on peut et que l'on doit prendre immédiatement des mesures pour appliquer dans la pratique une idée qui a pris corps à l'Organisation des Nations Unies au cours de ces dernières années et à laquelle l'Assemblée générale tout entière a donné son appui.

Avis exprimés en ce qui concerne les réponses aux questions qui figurent dans l'annexe à la résolution 923 (X) de l'Assemblée générale

25. Les gouvernements suivants exposent leurs vues sur la création du Fonds spécial dans des observations sur l'intérêt qu'il y aurait à créer le Fonds avant la conclusion d'un accord international sur le désarmement : le Gouvernement du Chili estime que le Fonds spécial doit commencer ses opérations sans délai et

disposer de ressources suffisantes pour que son action soit efficace dès le début. Il espère que le Fonds spécial sera créé immédiatement, sans attendre les économies résultant du désarmement (réponse à la question 3). Le Gouvernement de la Colombie affirme, comme il l'a soutenu à plusieurs reprises, qu'on ne peut subordonner la création du Fonds à la réalisation du désarmement (réponse à la question 7). Le Gouvernement de la Tchécoslovaquie est d'avis que le Fonds spécial devrait commencer ses opérations sans attendre qu'un accord intervienne sur le désarmement (même s'il disposait, au début, d'une somme inférieure au chiffre envisagé de 250 millions de dollars) (réponse à la question 3). Le Gouvernement de l'Ethiopie est fermement convaincu qu'il ne faut pas différer le début des opérations du Fonds jusqu'à la conclusion d'un accord formel de désarmement mondial (réponse à la question 3). Le Gouvernement d'Israël est d'avis que la contribution initiale au Fonds spécial ne devrait pas dépendre des économies réalisées grâce au désarmement, tous les gouvernements participants montrant ainsi qu'ils ont l'intention d'assurer le développement économique des pays sous-développés sans tenir compte des tensions politiques. De l'avis du Gouvernement de la Syrie, les statuts du Fonds spécial doivent être élaborés le plus rapidement possible et indépendamment de toute autre considération relative à la conjoncture politique mondiale, au désarmement ou à la disponibilité du capital de départ ou des contributions (réponse à la question 7). Les Gouvernements de la Bolivie, du Danemark, de la France, de l'Inde, des Pays-Bas et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques dont les vues générales sont exposées ailleurs pensent qu'il convient de créer le Fonds spécial sans attendre la conclusion d'un accord de désarmement. Le Gouvernement de l'Inde rappelle la position qu'il a exposée à diverses occasions et insiste pour que l'on n'attende pas, pour créer le Fonds spécial, que des progrès suffisants aient été réalisés dans la voie d'un désarmement sous contrôle international (réponse à la question 8).

26. Le Gouvernement du Cambodge, en réponse à la question 8, déclare que la création d'un Fonds spécial pouvant consentir des dons et servant de caisse d'équipement des institutions spécialisées serait tout à fait opportune.

27. Le Gouvernement de la République Dominicaine estime que la question de la création du Fonds spécial a déjà fait l'objet d'une étude préliminaire

satisfaisante et que le moment est venu de procéder à une analyse plus approfondie du projet. Le Gouvernement de la République Dominicaine ne voit donc aucune objection à ce que l'on prépare un projet de statuts; cela permettrait aux gouvernements de poursuivre la discussion dans des conditions plus réalistes et plus concrètes (réponse à la question 8). Dans sa réponse à la question 1, le Gouvernement de la République Dominicaine déclare que s'il estime fort louable la création du Fonds spécial, à son avis les problèmes que pose le développement ne tiennent pas exclusivement à l'absence d'organismes internationaux capables de prêter une assistance financière. Il faut absolument tenir compte de l'influence qu'exercent, dans les pays exportateurs de produits primaires, les fluctuations de prix et les variations dans le volume des échanges internationaux. C'est pourquoi la République Dominicaine voit, dans le Fonds spécial, un moyen d'action complémentaire qui n'éliminerait nullement la nécessité d'étudier la structure et le bon fonctionnement des marchés afin de renforcer la collaboration internationale et, ainsi, de faciliter et d'améliorer les échanges internationaux de produits de base.

28. Le Gouvernement de l'Equateur émet l'opinion, dans sa réponses à la question 3, que dès le moment où l'on pourra espérer voir d'autres Etats adhérer au Fonds spécial et accroître ainsi ses ressources, il faudra créer cet organisme, même si la faiblesse relative de ses moyens ne lui permet d'avoir qu'une activité modeste, se limitant aux projets les plus urgents.

29. Le Gouvernement d'Haïti déclare, dans sa réponse à la question 1, que le Fonds spécial jouerait un rôle extrêmement important dans le développement économique de ce pays. Il cite, en l'approuvant, un passage de la déclaration que M. Raymond Scheyven a faite devant la Deuxième Commission, à la dixième session de l'Assemblée générale<sup>9/</sup>, où il a dit notamment que, dans les pays sous-développés, les ressources fiscales sont minimales et l'épargne modeste.

30. Le Gouvernement de l'Inde, dans sa réponse à la question 1, fait observer que l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ont jusqu'ici contribué à accélérer le courant des capitaux internationaux vers les pays sous-développés, mais qu'il n'existe aucun organisme international pour l'octroi de

dons permettant de financer l'édification d'une structure économique et sociale, ces dons n'étant fournis actuellement que par voie d'accords bilatéraux ou à tel ou tel pays. Le Gouvernement de l'Inde est résolument partisan d'une initiative des Nations Unies en ce domaine. Rappelant les Articles 55 et 56 de la Charte des Nations Unies, le Gouvernement indien déclare que l'Organisation des Nations Unies a un rôle important à jouer dans le développement économique et social de tous les pays et qu'elle doit faire en sorte que tous agissent "tant conjointement que séparément" à cette fin. Il signale en outre plusieurs considérations d'ordre pratique qui militent en faveur d'une initiative de ce genre de la part de l'Organisation. L'assistance fournie par l'intermédiaire des Nations Unies ne prêterait pas aux critiques politiques que soulève parfois l'aide libatérale; de ce fait, les pays feront appel en plus grand nombre à cette assistance, qui contribuera à la bonne entente et à la compréhension entre les nations. De même, il sera plus facile aux pays qui ne disposent que de ressources limitées, mais qui veulent et peuvent apporter leur aide à d'autres pays, de le faire par l'intermédiaire d'une organisation internationale. L'expérience a montré que quelques pays sous-développés sont disposés à prêter une assistance à d'autres pays dans certains domaines et sont en mesure de le faire. Les pays ne possèdent pas tous la structure administrative nécessaire pour fournir une assistance fondée sur un accord bilatéral. Il est donc nécessaire de créer un Fonds des Nations Unies qui accorde des dons, sans préjudice des accords bilatéraux d'assistance déjà conclus.

31. Le Gouvernement de l'Indonésie déclare, dans sa réponse à la question 3, que la somme assez modeste de 250 millions de dollars proposée comme capital initial du Fonds est hors de proportion avec les besoins actuels globaux des pays sous-développés. Cependant, la question du montant exact du capital initial doit passer après la question plus urgente de la création même du Fonds.

32. Le Gouvernement de l'Iran déclare, en réponse à la question 1, qu'il a établi de vastes programmes de développement économique et qu'il accueillerait avec satisfaction la création du Fonds spécial des Nations Unies.

33. Le Gouvernement de la République de Corée, dans sa réponse à la question 1, appuie sans réserve la création du Fonds spécial et estime pouvoir compter qu'une fois établi, le Fonds spécial fournira une assistance appréciable à la République

de Corée, qui non seulement est un pays économiquement sous-développé, mais encore a été dévasté par la guerre entre 1950 et 1953 et a actuellement le plus grand besoin de capitaux étrangers, tant pour sa reconstruction que pour la mise sur pied d'une économie autonome.

34. Le Gouvernement du Népal, dans sa réponse à la question 8, exprime l'avis que la création du Fonds spécial fournirait un excellent moyen de faire participer tous les Etats Membres plus activement et de façon plus concrète à l'oeuvre de l'Organisation des Nations Unies. Dégagé des particularismes nationaux, le Fonds spécial permettrait d'accélérer considérablement le développement économique des pays sous-développés.

35. Le Gouvernement des Pays-Bas, dans sa réponse à la question 3, rappelle qu'il a maintes fois déclaré que la création d'un Fonds spécial ne devrait pas être subordonnée à la réalisation d'économies résultant d'un désarmement mondial sous contrôle international. Il faut s'efforcer de créer le Fonds à une date prochaine, même si certains contributeurs éventuels ne s'estiment pas prêts à y participer. Il vaut mieux commencer les opérations le plus tôt possible, même si l'activité initiale du Fonds doit être relativement modeste, qu'attendre l'assentiment unanime de tous les participants éventuels.

36. Dans sa réponse à la question 1, le Gouvernement de l'Espagne attire l'attention sur le fait que le revenu national par habitant en Espagne est très faible. Pour accroître le revenu national de 3 pour 100 par an pendant les cinq prochaines années, l'Espagne aura besoin d'une aide extérieure, notamment de capitaux publics et privés, d'environ 200 millions de dollars par an. A cet égard, l'aide que l'Espagne pourrait obtenir du Fonds spécial jouerait un rôle important.

37. Dans sa réponse à la question 1, le Gouvernement de la Tunisie fait état de son vaste programme de redressement économique et de mise en valeur des régions entièrement déshéritées du pays; pour exécuter ce programme, le Gouvernement tunisien compte sur des ressources provenant du budget national, d'accords bilatéraux, d'aide extérieure et de fonds internationaux tels que le Fonds spécial dont la création répond maintenant à un besoin pressant. Dans sa réponse à la question 8, le Gouvernement tunisien exprime le ferme espoir que le Fonds spécial sera créé et commencera à fonctionner le plus tôt possible.



38. Les Gouvernements de Ceylan, du Chili, de l'Ethiopie, de l'Inde, d'Israël, et des Pays-Bas ne pensent pas, comme le suggère dans son rapport le Groupe spécial d'experts, présidé par M. Raymond Scheyven<sup>10/</sup>, que le Fonds spécial pourrait être créé pour une période initiale de cinq ans. Ils sont opposés à cette suggestion parce qu'ils estiment que toute limitation de cet ordre entraverait l'activité du Fonds spécial et pourrait même rendre impossible toute action à long terme. Le Gouvernement de l'Inde souligne que l'idée d'un Fonds spécial pour le développement économique s'inspire de certains des principes les plus élevés énoncés dans la Charte des Nations Unies; on ne saurait, en commençant à donner corps à cette idée, faire montre d'hésitation et d'indécision. Ces gouvernements accepteraient cependant une disposition prévoyant qu'après une période de cinq ans, par exemple, on revoie les méthodes de travail et la structure du Fonds spécial à la lumière de l'expérience acquise, afin de leur apporter les modifications qui se révéleraient nécessaires. De même, le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande estime que, si le Fonds est créé, il conviendrait de passer son activité en revue après une période de cinq ans. Le Gouvernement de l'Equateur, au contraire, est d'avis que l'on pourrait créer le Fonds spécial pour une période d'essai de cinq ans (voir le paragraphe 61 ci-après).

B. Résumé des réponses aux questions qui figurent dans l'Annexe à la résolution 923 (X) de l'Assemblée générale

1. Rôle du Fonds spécial

Cinquante et un gouvernements ont présenté des observations sur cette question.

Financement des travaux d'infrastructure économique et sociale

39. Les gouvernements suivants font ressortir avec plus ou moins d'insistance, expressément ou implicitement, que le Fonds spécial devrait surtout s'attacher à

---

<sup>10/</sup> Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique. Rapport établi en application de la résolution 822 (IX) de l'Assemblée générale. Documents officiels de l'Assemblée générale, dixième session, Supplément No 17 (A/2906). Ce rapport est dénommé ici "rapport du Groupe spécial d'experts".

financer le développement de l'infrastructure des pays sous-développés : Afghanistan, Belgique<sup>11/</sup>, Birmanie, Ceylan, Chili, Chine, Corée (République de), Costa-Rica, Cuba, Equateur, Espagne, Ethiopie, Finlande, France<sup>12/</sup>, Haïti, Inde, Indonésie, Israël, Japon, Népal, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, République Dominicaine, Syrie, Thaïlande, Tunisie<sup>13/</sup>, Turquie<sup>14/</sup>, Viet-Nam (République du) et Yougoslavie. Deux gouvernements, celui d'Haïti et celui des Pays-Bas, ont approuvé la définition que le Groupe spécial d'experts présidé par M. Raymond Scheyven avait donnée de l'infrastructure économique-sociale "sur laquelle repose l'appareil de production proprement dit", c'est-à-dire "un ensemble de réalisations fondamentales qui sont indispensables pour assurer une production effective; elle consiste notamment en un minimum de routes, de centrales électriques, d'écoles, d'hôpitaux, d'habitations et d'édifices publics" qui permettent à la production de se développer harmonieusement et à l'initiative privée de jouer entièrement son rôle<sup>15/</sup>.

40. Les entreprises que les gouvernements ont énumérées à ce sujet sont les suivantes :

Enseignement<sup>16/</sup> (construction d'écoles, d'établissements de formation technique et d'universités, production de matériel scolaire et même formation de personnel technique); santé publique<sup>17/</sup> (amélioration sanitaire, construction d'hôpitaux); transports et communications<sup>18/</sup> (amélioration et développement du réseau routier, notamment des routes de raccordement qui ouvrent l'accès à l'arrière-pays, construction de voies ferrées et de canaux, organisation des transports maritimes, aménagement des ports);

---

<sup>11/</sup> En réponse à la question 4.

<sup>12/</sup> Voir cette réponse dans la section intitulée "Résumé des avis exprimés au sujet de la création d'un Fonds spécial".

<sup>13/</sup> En réponse à la question 4.

<sup>14/</sup> En réponse à la question 7.

<sup>15/</sup> Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, document A/2906, par. 12.

<sup>16/</sup> Afghanistan, Ceylan, Chili, Costa-Rica, Ethiopie, Inde, Israël, Népal, Pakistan, Pays-Bas, Thaïlande, Tunisie, Yougoslavie.

<sup>17/</sup> Afghanistan, Ceylan, Chili, Costa-Rica, Finlande, Inde, Israël, Népal, Pakistan, Pays-Bas, Thaïlande, Tunisie, Yougoslavie.

<sup>18/</sup> Ceylan, Chili, Chine, Ethiopie, Inde, Népal, Pakistan, Pays-Bas, Thaïlande, Viet-Nam (République du), Yougoslavie. /...

travaux publics<sup>19/</sup>; production d'énergie<sup>20/</sup> (construction de centrales électriques, électrification des campagnes); développement de l'agriculture et aménagement des forêts<sup>21/</sup> (mise en valeur des terres, équipement agricole et forestier, entreposage, développement des marchés, conservation forestière et réinstallation des cultivateurs sans terres); irrigation et conservation des eaux<sup>22/</sup> (certains travaux d'irrigation liés à la lutte contre les inondations, construction de barrages et de réservoirs pour la conservation et la distribution des précipitations saisonnières); prospection des ressources naturelles<sup>23/</sup> (développement des enquêtes destinées à déterminer les ressources agricoles, forestières et minières et, le cas échéant, investissements à fonds perdus à la suite de ces enquêtes); création de laboratoires de chimie industrielle pour étudier et analyser les matières premières et les articles manufacturés locaux<sup>24/</sup>, développement des services publics<sup>25/</sup>; mesures destinées à augmenter les possibilités d'emploi<sup>26/</sup>; immigration pour le peuplement des colonies agricoles<sup>27/</sup>; construction d'édifices publics et de logements<sup>28/</sup>.

41. Les gouvernements suivants ne se bornent pas à énumérer les entreprises qui, à leur avis, sont de nature à développer l'infrastructure économique et sociale; ils ont cité des exemples précis pour montrer à quel genre de problèmes ils ont à faire face. Le Gouvernement de l'Inde rappelle les objectifs de son deuxième plan quinquennal en ce qui concerne l'enseignement. Il souligne que, malgré tous

---

<sup>19/</sup> Turquie, en réponse à la question 7.

<sup>20/</sup> Ethiopie, Inde, Népal, Pays-Bas, Viet-Nam (République du), Yougoslavie.

<sup>21/</sup> Ceylan, Chili, Espagne, Finlande, Inde, Libye, Népal, Pakistan, Thaïlande, Viet-Nam (République du), Yougoslavie.

<sup>22/</sup> Ceylan, Chine, Espagne, Ethiopie, Inde, Israël, Libye, Népal, Pakistan.

<sup>23/</sup> Grèce, Israël, Népal.

<sup>24/</sup> Ethiopie.

<sup>25/</sup> Yougoslavie.

<sup>26/</sup> Grèce.

<sup>27/</sup> Chili.

<sup>28/</sup> Ceylan, Chili, Inde, Israël, Pays-Bas, Yougoslavie.

les efforts déployés pour mobiliser les ressources nationales, ce plan ne permettra d'avoir dans les écoles, en mars 1961, que 60 pour 100 environ des enfants de six à onze ans et 19 pour 100 des enfants de onze à quatorze ans. De même, le Gouvernement de l'Ethiopie déclare que "le pays a grand besoin de bâtiments, de matériel et de personnel qualifié pour pouvoir développer l'enseignement supérieur et l'enseignement technique". Le Gouvernement du Chili signale que son programme de développement économique comprend de nombreux projets concernant l'infrastructure économique dont la réalisation a dû être différée par suite de l'insuffisance des ressources. Il ajoute qu'il fera connaître en temps utile les projets de cet ordre qu'il a élaborés. Le Gouvernement de la Libye précise qu'il a préparé un certain nombre de projets, en ce qui concerne notamment la construction de centrales électriques et la distribution de l'énergie électrique, pour lesquels il demanderait immédiatement une assistance si le Fonds spécial était créé.

#### Projets directement rentables

42. Les gouvernements ci-après se déclarent favorables à une assistance au financement d'entreprises directement rentables (autres que certains des projets agricoles mentionnés au paragraphe 40 ci-dessus) : le Gouvernement de l'Afghanistan pense que le Fonds spécial pourrait consentir des prêts pour couvrir les dépenses en devises nécessaires à la mise en oeuvre des projets productifs à court terme qui entrent dans le cadre des plans de développement nationaux; le Gouvernement de Ceylan estime que certaines industries qui sont indispensables à la réalisation des projets d'infrastructure, comme les entreprises de fabrication de matériaux de construction, la production d'engrais et la fabrication de matériel de transport, devraient bénéficier de l'assistance du Fonds spécial; le Gouvernement d'Israël considère que le Fonds spécial pourrait fournir des capitaux pour les projets qui ne porteront tous leurs fruits au point de vue des rentrées de devises et ne permettront de rémunérer le capital qu'après une période plus longue, et il cite expressément à ce propos la mise en valeur des ressources minérales; le Gouvernement de l'Italie mentionne, lui aussi, la possibilité d'une assistance du Fonds pour des projets de développement qui ne deviennent rentables qu'après une longue période; le Gouvernement du Népal envisage la fourniture éventuelle de

capitaux limités pour le financement d'entreprises nouvelles comportant des risques, que l'on mettrait en route à la suite d'enquêtes sur les ressources; le Gouvernement de l'Espagne souligne la nécessité de favoriser l'industrialisation du pays et d'augmenter la productivité en général, et celle de l'agriculture en particulier. Selon le Gouvernement de la Turquie, le Fonds spécial devrait financer à la fois l'exécution de projets de développement de l'infrastructure économique et sociale et l'exécution de projets d'investissements productifs et amortissables - agriculture et industrie - qui auront des incidences favorables sur la balance des paiements du pays bénéficiaire (réponses aux questions 4 et 7). Le Gouvernement de la République du Viet-Nam ajoute à la liste des entreprises d'infrastructure qui mériteraient l'assistance du Fonds "l'industrialisation" et les "industries agricoles"; le Gouvernement de la Yougoslavie souligne que, si on la conçoit dans un sens plus large, la catégorie des entreprises d'infrastructure comprend certains projets de base dans le domaine de l'énergie et de l'industrie; le Gouvernement de la Tchécoslovaquie<sup>29/</sup> parle de projets qui favorisent le développement des secteurs-clés de l'économie, c'est-à-dire l'industrialisation et l'agriculture; le Gouvernement de la Pologne<sup>30/</sup> déclare d'une façon plus générale qu'à son avis, le Fonds devrait financer tout d'abord des entreprises productives qui favoriseraient l'expansion de l'économie du pays bénéficiaire. Il ajoute cependant qu'il n'est pas judicieux de faire une distinction nette entre les investissements productifs et les investissements improductifs (ni entre les entreprises rentables et les entreprises non rentables). De l'avis du Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, le rôle principal du Fonds spécial devrait être d'aider les pays sous-développés à développer leur économie nationale.

#### Intégration de l'aide du Fonds spécial aux plans de développement économique

43. Les Gouvernements de l'Afghanistan, de la Bolivie, du Chili, de l'Egypte, de l'Inde, de l'Iran, de la Libye, de la Tunisie et de la Turquie soulignent le rôle que le Fonds spécial pourrait être appelé à jouer dans la réalisation des

---

<sup>29/</sup> En réponse à la question 7.

<sup>30/</sup> En réponse à la question 7.

programmes d'ensemble de développement économique ou dans le cadre d'un développement économique intégré. Le Gouvernement de l'Egypte déclare que le Fonds spécial devrait aider à financer et à exécuter des plans de développement dans les pays sous-développés, et notamment financer des projets de développement rationnels, intégrés dans un plan d'ensemble (réponse à la question 4). Le Fonds spécial pourrait fournir aux pays membres des experts et des techniciens, qui aideraient à élaborer et à mettre en oeuvre les programmes nationaux de développement. Les Gouvernements de l'Afghanistan, de la Bolivie, du Chili, de l'Inde, de l'Iran, de la Libye, de la Tunisie et de la Turquie mentionnent leurs programmes actuels de développement et, dans quelques cas, expliquent même comment le Fonds spécial pourrait faciliter l'exécution de ces programmes. C'est ainsi que l'Inde donne des précisions au sujet de son deuxième plan quinquennal et indique la portée de l'assistance que le Fonds spécial pourrait lui prêter. Le Gouvernement indien ajoute que le rôle essentiel du Fonds spécial ne doit pas être de financer certaines catégories d'entreprises, mais bien d'apporter aux pays sous-développés une forme nouvelle d'assistance qui leur permette d'entreprendre des programmes de développement plus vastes et mieux équilibrés. Le Gouvernement de la Turquie déclare qu'il fait de grands efforts pour mener à bien un vaste programme de développement économique, mais il a des difficultés à emprunter à long terme les capitaux qui l'aideraient à réaliser ce programme. Pour cette raison, il ne peut entreprendre l'exécution de nombreux projets essentiels. Le Gouvernement de la Tunisie propose d'intégrer directement les allocations du Fonds spécial dans les programmes d'investissements des pays sous-développés (en réponse à la question 4).

44. Les Gouvernements de l'Equateur et de Ceylan insistent sur la conception plus large du rôle du Fonds spécial, qui est celle du Groupe spécial d'experts présidé par M. Scheyven. Selon le Groupe, en effet, "... le Fonds spécial sera appelé à financer dans les pays sous-développés tout investissement, qu'il soit d'ordre social ou économique, qui relève d'un programme cohérent dont l'exécution est de nature à augmenter au maximum le revenu national, et qui ne peut être entièrement financé ni par le capital privé, ni par la Banque internationale ou autres institutions de crédit"<sup>31/</sup>. En revanche, le Gouvernement des Pays-Bas, tout en acceptant

---

<sup>31/</sup> Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, document A/2906, par. 13, in fine.

cette définition plus large du rôle que le Fonds spécial serait appelé à jouer, émet l'avis qu'il serait un peu trop ambitieux de vouloir financer d'autres investissements en dehors des projets d'infrastructure; il fait observer que cela pourrait susciter des espoirs auxquels il ne serait pas possible de répondre dans des délais prévisibles, et qu'il semblerait donc souhaitable que, pendant les premières années au moins, le Fonds spécial se borne à financer les investissements qui concernent l'infrastructure proprement dite.

45. Les Gouvernements de l'Arabie Saoudite<sup>32/</sup>, de la Colombie, de l'Indonésie, de la Norvège<sup>32/</sup>, du Royaume-Uni et de la Yougoslavie se déclarent, eux aussi, explicitement en faveur de l'intégration de l'assistance du Fonds spécial aux programmes de développement existants. Cette solution est considérée comme particulièrement souhaitable parce que, assure-t-on, elle permettrait de donner plus de souplesse aux opérations du Fonds. Le Gouvernement indonésien voudrait qu'il soit bien précisé dans les statuts du Fonds spécial que cet organisme devrait avoir pour objectif fondamental de faciliter la mise en oeuvre des programmes nationaux de développement général, même si, au début, il devait s'attacher à financer le développement de l'infrastructure économique et sociale. Le Gouvernement yougoslave a fait observer que, dans l'ensemble, les entreprises qui concernent l'infrastructure économique et sociale sont adaptées à chaque pays et à chaque programme national; leur portée et leur importance peuvent varier suivant le cas. Par conséquent, en définissant le rôle du Fonds spécial, il ne faut pas fixer à l'avance un champ d'action limité ou étroit; au contraire, le Fonds spécial devrait jouir d'une latitude suffisante pour pouvoir atteindre le but fixé : contribuer activement au développement économique des nations. Le Gouvernement colombien estime qu'il serait bien plus avantageux pour les pays intéressés que le Fonds spécial leur accorde son aide pendant une période assez longue, de façon qu'ils puissent élaborer des programmes de longue haleine.

---

<sup>32/</sup> En réponse à la question 7.

Projets rentables et projets non rentables

46. L'opinion du Groupe spécial d'experts, selon laquelle l'assistance du Fonds spécial ne devrait pas se limiter aux projets non rentables<sup>33/</sup> est partagée explicitement par les pays suivants : Ceylan, Colombie, Equateur, Pays-Bas et Turquie (en réponse aux questions 4 et 7) et implicitement par les pays suivants : Afghanistan, Israël, Italie et Yougoslavie. De l'avis du Gouvernement des Pays-Bas, l'infrastructure économique et sociale peut normalement comprendre des entreprises rentables, comme les centrales électriques, dont le financement ne pourrait être assuré ni par le capital privé ni par des crédits commerciaux, notamment en raison des difficultés ultérieures de transfert que ces méthodes de financement peuvent entraîner. Le Gouvernement de l'Equateur exprime un avis analogue. Selon le Gouvernement colombien, le Fonds spécial devrait donner la préférence aux entreprises non rentables; cependant, si un projet rentable ne peut être exécuté faute de ressources nationales ou de financement international, il devrait aussi recevoir l'aide du Fonds spécial s'il apparaît que sa réalisation peut profiter à l'économie générale du pays.

47. En revanche, le Gouvernement du Pakistan attache une importance particulière au rôle que le Fonds spécial peut jouer dans le financement des programmes de développement de base qui ne sont pas rentables, et il fait observer que les moyens de financement concernant d'autres secteurs du développement économique ne font généralement pas défaut si les projets présentent un intérêt véritable et paraissent économiquement sains. Le Gouvernement du Brésil mentionne uniquement les entreprises non rentables qui accéléreraient le développement des secteurs de base de l'économie. Le Gouvernement du Costa-Rica voit dans le Fonds spécial un organisme capable de financer les projets non rentables, ce qui permettrait à l'épargne nationale de s'investir dans les entreprises directement productives. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne estime que les ressources du Fonds spécial devraient servir à financer des entreprises non rentables, nécessaires à un développement économique sain. Selon le Gouvernement de l'Australie (réponse à la question 4), le Fonds spécial devrait fournir son assistance principalement sous la forme de dons ne devant être accordés que pour l'exécution de projets qui ne produisent aucun revenu identifiable ou qui n'en

<sup>33/</sup> Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, document E/2906, par. 13.



produisent que très lentement. Dans sa réponse à la question 4, le Gouvernement de l'Egypte suppose lui aussi que la plupart des projets que le Fonds spécial financerait seraient non amortissables et produiraient un faible revenu. Le Gouvernement de la Tunisie note également dans sa réponse à la question 4 que les ouvrages qui bénéficieraient d'une aide ne seraient pas rentables.

48. A propos de ces distinctions, plusieurs pays déclarent que le Fonds spécial ne financerait que les entreprises pour lesquelles font défaut les capitaux privés ou les ressources financières internationales, notamment celles qu'offrirait la Banque internationale. Cette opinion est exprimée par les pays suivants : Belgique<sup>34/</sup>, Chili, Colombie, Corée (République de), Equateur, Haïti, Inde, Indonésie, Israël, Norvège, Pakistan, Pays-Bas et République Dominicaine et elle est sous-entendue dans la réponse du Gouvernement de la Thaïlande. Le Gouvernement de la République Dominicaine souligne en outre que le Fonds spécial aurait le grand avantage de favoriser l'investissement de capitaux privés par l'intermédiaire de la Société financière internationale récemment créée. Le Gouvernement de la Belgique est d'avis que l'octroi de l'assistance du Fonds spécial devrait être subordonné à l'engagement, de la part de l'Etat bénéficiaire, d'assurer un traitement équitable aux capitaux à investir ou précédemment investis dans le pays, de les garantir contre l'expropriation ou la réquisition et de permettre le rapatriement des intérêts produits.

#### Financement des dépenses locales et des dépenses indirectes en devises

49. Les Gouvernements de l'Equateur, de l'Inde, du Népal et de la Thaïlande déclarent dans leur réponse que le Fonds spécial devrait financer aussi les dépenses locales et les dépenses indirectes en devises qu'entraîneront les entreprises de développement. Le Gouvernement équatorien fait observer que le rapport du Groupe spécial d'experts ne mentionne pas les genres de dépenses concernant les projets que le Fonds spécial sera autorisé à financer. De l'avis de ce gouvernement, le Fonds devrait pouvoir contribuer, dans l'exécution des projets, à payer non seulement les dépenses en monnaies étrangères, mais aussi les dépenses locales, à condition que la nature des projets et leur intégration aux plans de développement d'ensemble soient telles que l'on puisse raisonnablement compter que l'investissement n'aura pas d'effets perturbateurs. De même, le Gouvernement

thaïlandais fait allusion aux dépenses locales et aux dépenses indirectes en monnaies étrangères en comprenant dans les entreprises que le Fonds spécial financerait celles dont le financement est assuré en partie par la Banque internationale ou d'autres sources extérieures de capitaux; on pourrait alors faire appel au Fonds spécial pour couvrir la partie des dépenses que le gouvernement ne peut payer sans provoquer une inflation grave ou un important déficit de la balance des paiements. D'après le Gouvernement du Népal, on pourrait peut-être également utiliser le Fonds spécial pour assurer le financement d'importations de produits de base, dont la "contrepartie" en monnaie locale pourrait servir à financer les travaux urgents de développement pour lesquels les ressources nationales seraient insuffisantes. Il faudrait cependant assortir de garanties appropriées cette utilisation des ressources du Fonds, de peur que le Fonds ne devienne une "béquille" sur laquelle les pays membres du Fonds seraient tentés de s'appuyer au lieu de chercher à assurer le plus possible par eux-mêmes leur développement économique. Dans sa réponse, le Gouvernement indien part également de l'hypothèse que le Fonds spécial répondrait aux besoins indirects en devises : il déclare que le Fonds spécial devrait financer des entreprises qui ne réunissent pas toujours les conditions voulues pour bénéficier de prêts des institutions existantes, lesquelles prennent pour critère la mesure dans laquelle un crédit se justifie et ont surtout pour rôle de payer le coût en devises d'entreprises particulières.

Droit des pays contributeurs de désigner les régions qu'ils souhaitent voir bénéficier d'une aide

50. Le Gouvernement de la Belgique estime (en réponse à la question 4) que les Etats qui seront appelés à alimenter le Fonds devraient pouvoir se réserver le droit de désigner les régions qu'ils souhaitent voir profiter de leur contribution ou tout au moins d'une partie de leur contribution. Une telle disposition serait certainement propre à attirer des capitaux importants qui préfèrent s'investir actuellement dans des programmes bilatéraux. Elle ne porterait d'ailleurs pas atteinte au principe reconnu jusqu'ici par tous les programmes d'assistance, et selon lequel les pays intéressés demeurent libres de solliciter, d'accepter ou de refuser, à leur gré, l'aide technique ou financière que l'ONU peut leur offrir.

#### Rôle du Fonds spécial vis-à-vis des migrations

51. Trois gouvernements font état du rôle que le Fonds spécial pourrait jouer en ce qui concerne les migrations. Le Gouvernement du Chili mentionne, au nombre des entreprises que le Fonds spécial pourrait financer les projets d'immigration aux fins de colonisation agricole. Le Gouvernement de l'Italie rappelle l'idée, émise dans le rapport du Groupe spécial d'experts<sup>35/</sup> : le Fonds devrait contribuer à accroître la mobilité internationale de la main-d'oeuvre. Le Gouvernement italien exprime ensuite l'avis que le Fonds spécial pourrait contribuer à résoudre un des problèmes économiques qui se posent à l'Italie en aidant à créer, dans d'autres pays, des conditions favorables à l'installation d'émigrants italiens. Le Gouvernement d'Israël<sup>36/</sup> estime que le Fonds spécial pourrait financer les migrations lorsqu'un tel investissement serait rentable par les avantages qu'en tireraient les migrants et les pays qui les accueilleraient.

#### Rôle du Fonds spécial dans la coordination des programmes d'assistance

52. Les Gouvernements du Cambodge et du Canada ont émis l'avis que le Fonds spécial pourrait, en plus de ses fonctions financières, aider à coordonner les programmes d'assistance des autres institutions. De l'avis du Gouvernement cambodgien, une concentration des efforts de ces diverses sociétés de financement apparaît indispensable. Un assouplissement de leurs méthodes et une simplification de leur administration sont également nécessaires. Le Gouvernement canadien émet expressément l'avis que le Fonds spécial pourrait, sur la demande des pays intéressés, contribuer de plusieurs façons à l'exécution de programmes d'aide bilatérale, notamment en aidant les pays qui ont des programmes d'aide bilatérale à choisir les projets ou à administrer leurs programmes. Le Fonds pourrait en outre faciliter la coordination des programmes d'aide en recueillant et en diffusant des renseignements, notamment en publiant tous les ans des rapports sur l'aide fournie par chacun de ses membres, qu'ils aient fourni cette aide en vertu

---

<sup>35/</sup> Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, document A/2906, p. 3, note 7.

<sup>36/</sup> En réponse à la question 4.

d'accords bilatéraux, par l'intermédiaire d'une autre organisation internationale ou par celui du Fonds spécial.

#### Rôle indirect du Fonds spécial dans le développement du commerce international

53. Les Gouvernements de l'Autriche, du Danemark, du Japon et de la Pologne insistent sur les avantages indirects qu'ils attendent d'un développement du commerce international favorisé par l'assistance du Fonds spécial aux pays sous-développés. Pour le Gouvernement autrichien, les effets que les opérations du Fonds spécial dont on envisage la création auraient sur l'économie autrichienne dépendraient de l'importance des contributions du pays, ainsi que de la nature et de la forme de l'assistance que le Fonds prêterait aux régions sous-développées. La question de savoir si les industries autrichiennes d'exportation joueraient un rôle dans cette assistance mériterait d'être examinée, si, par exemple, les membres du Fonds pouvaient fournir des biens d'équipement aux pays sous-développés dans des conditions concurrentielles. Le Gouvernement danois pense que l'expansion de l'activité économique des régions sous-développées qui résultera de l'aide du Fonds spécial ouvrira au Danemark de nouvelles possibilités d'échanges avec ces régions. Le Gouvernement japonais est persuadé que le relèvement des niveaux de vie des pays sous-développés favorisé par l'assistance du Fonds spécial aura des conséquences favorables sur son économie par suite de l'intensification du commerce avec ces régions. Il lui semble donc souhaitable que le Fonds spécial accorde son assistance à des projets indispensables pour le développement économique international plutôt que pour le développement économique de tel ou tel pays. Pendant les premières opérations du Fonds, les entreprises communes de caractère international devraient être les premières à bénéficier de l'assistance de cet organisme. Le Gouvernement polonais espère que les opérations du Fonds spécial contribueront au développement des échanges internationaux et exerceront ainsi une influence indirecte sur l'exécution de ses propres plans de développement.

#### Rôle du Fonds spécial en tant qu'agent stabilisateur de l'économie mondiale

54. Dans sa réponse à la question 8, le Gouvernement de l'Espagne exprime l'opinion que, dans certaines circonstances, le Fonds spécial constituerait également un instrument efficace pour renforcer la stabilité de l'économie mondiale. Beaucoup de pays développés disposent aujourd'hui d'institutions diverses pour prévenir une crise économique sur leur territoire, mais il n'existe aucun

organisme international qui puisse jouer le même rôle sur le plan mondial en coordonnant les efforts des différents pays. Si le Fonds spécial pouvait recevoir des dons spéciaux des pays développés, lorsque l'activité économique mondiale diminue, sa capacité de financement des pays sous-développés s'en trouverait singulièrement renforcée. Etant donné l'effet multiplicateur, il s'ensuivrait que le revenu national augmenterait sensiblement tant dans le pays donateur que dans le pays bénéficiaire, ce qui se traduirait en fin de compte, par un regain de l'activité économique mondiale. Cette formule n'exige aucune modification fondamentale des statuts envisagés pour le Fonds spécial; elle suppose simplement que le Fonds soit autorisé à recevoir des dons extraordinaires des Etats membres. Comme le Fonds ne disposera pas, selon toute probabilité, de moyens financiers suffisants pour exécuter tous les programmes qui lui seront soumis, il aura en réserve des programmes soigneusement mis au point, en faveur desquels il pourra mobiliser rapidement de vastes projets complémentaires d'investissement. En d'autres termes, il pourra investir sans délai les dons extraordinaires que les pays les plus développés décideraient de lui faire. En conséquence, si l'Assemblée générale de l'ONU acceptait que les ressources et les possibilités du Fonds spécial soient affectées à la mise en oeuvre d'une politique anticyclique à l'échelle mondiale, beaucoup de pays se hâteraient d'établir des plans complémentaires de leurs programmes de développement, pour être prêts à les appliquer en cas de dépression mondiale puisqu'ils recevraient alors du Fonds spécial des dons que celui-ci ne serait normalement pas en mesure de leur accorder. Le Fonds spécial aurait ainsi en réserve une série de projets susceptibles d'une application rapide pour appuyer les politiques anticycliques nationales et assurer à l'économie mondiale une stabilité plus grande.

## 2. Nature des contributions au budget d'exécution du Fonds spécial

Cinquante gouvernements ont présenté des observations sur cette question.

### Engagements renouvelables ou versements en capital

55. Les gouvernements suivants recommandent ou envisagent que les contributions au Fonds spécial prennent la forme d'engagements que les gouvernements renouveleraient annuellement ou périodiquement : Belgique, Birmanie, Chili, Chine, Colombie, Corée (République de), Equateur, Ethiopie, Haïti, Inde, Indonésie, Israël, Norvège<sup>37/</sup>, Pakistan, Pays-Bas, Suisse, Tunisie, Turquie<sup>38/</sup> et Yougoslavie. Cependant, quelques-uns de ces gouvernements, ceux du Chili, de la Chine, de la Colombie, de l'Equateur, de l'Inde, des Pays-Bas et de la Suisse, se préoccupent de l'élément d'incertitude que comporterait un système de ce genre. C'est pourquoi ces gouvernements (ainsi que ceux de Ceylan, de Cuba, de la Nouvelle-Zélande et du Pakistan) suggèrent que les gouvernements contributeurs s'efforcent d'annoncer des contributions pour une longue période ou de prendre des engagements à long terme. Les Gouvernements de la Chine et de la Colombie approuvent la recommandation du rapport du groupe spécial d'experts<sup>39/</sup>, selon laquelle il conviendrait d'obtenir des gouvernements des engagements à long terme sous réserve de l'approbation annuelle des Parlements. Le Gouvernement colombien pense que les engagements des gouvernements devraient porter sur une période de trois ans au minimum. De même, le Gouvernement cubain a fait observer que, vu l'expérience acquise dans l'application du Programme élargi d'assistance technique, il serait très souhaitable que les membres du Fonds, si leur législation le permet, prennent des engagements pour une période de plus d'un an. Selon le Gouvernement pakistanais, les membres du Fonds devraient prendre des engagements pour deux ans, au bout desquels ils renouvelleraient leur engagement pour deux ans ou plus, selon les exigences de la situation. De l'avis du Gouvernement éthiopien, les Etats contributeurs devraient s'engager à effectuer, à titre de contribution au capital

---

<sup>37/</sup> En réponse à la question 3.

<sup>38/</sup> En réponse à la question 3.

<sup>39/</sup> Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, document A/2906, par. 17.

initial du Fonds, des versements annuels ou spéciaux d'un montant qui serait fixé de concert avec le Fonds spécial, et devraient en outre, dans la mesure du possible, s'engager à verser de nouvelles contributions dans l'avenir afin de réapprovisionner le Fonds en cas de besoin. Le Gouvernement indien estime que, si les versements au Fonds peuvent être annuels, les pays devraient donner une indication sur l'ordre de grandeur des contributions qu'ils envisagent de verser pendant une période de cinq ans, par exemple. Le Gouvernement néerlandais est d'avis qu'il convient d'inviter les gouvernements à prendre, dès le début, des engagements à long terme. Le Gouvernement tunisien pense que les Etats participants devraient s'engager à verser des contributions régulières et soutenues pendant un certain nombre d'années afin d'assurer la stabilité du budget du Fonds et lui permettre ainsi d'exercer une action aussi efficace que possible; en particulier, le montant des contributions ne devrait en aucune manière être réduit pendant les années qui suivront la constitution du Fonds spécial de façon qu'il puisse financer des investissements à long terme.

56. Selon le Gouvernement de la République du Viet-Nam, le Fonds spécial devrait être un organisme bancaire dont le capital serait constitué par les souscriptions des Etats membres qui achèteraient des parts. Le capital souscrit se répartirait comme suit : un pour 100 en dollars des Etats-Unis; 19 pour 100 en monnaies des Etats membres qui ne pourraient être prêtées qu'avec le consentement de ces derniers; 80 pour cent non versés, qui constitueraient un fonds de garantie. Ce gouvernement précise que, comme la Banque internationale, le Fonds spécial ferait des opérations à la fois d'emprunt et de prêt. Le Gouvernement de la Chine estime que, si les fonds destinés aux dons doivent provenir exclusivement de contributions (qui pourraient être des contributions périodiques), les fonds destinés aux prêts pourraient provenir, soit de contributions périodiques, soit de versements en capital, soit même d'émissions d'obligations sur le marché libre. Le Gouvernement de la Grèce a déclaré, lui aussi, qu'il faudrait s'efforcer d'accroître les ressources du Fonds spécial en faisant appel au marché des capitaux. Le Gouvernement de la République de Corée est partisan d'un système de versements en capital combiné avec des contributions annuelles.

57. En ce qui concerne la possibilité de recourir à des sources non gouvernementales, le Gouvernement d'Haïti fait observer qu'il ne faudrait pas exclure les

/...

dons privés ou les dons d'institutions philanthropiques. Le Gouvernement de la Yougoslavie s'est prononcé également en faveur de contributions provenant d'organisations non gouvernementales, sous réserve que leur versement ne donne pas à ces organisations le droit de participer à l'adoption des décisions relatives à la gestion du Fonds spécial. De son côté, le Gouvernement de la Syrie déclare qu'il est opposé aux souscriptions provenant d'organisations non gouvernementales ou privées. Le Gouvernement du Népal est d'avis que les contributions pourraient être complétées, dans certains cas, grâce à des accords d'assistance mutuelle conclus entre les pays assistés.

#### Calcul des contributions

58. Se prononcent expressément en faveur de contributions volontaires les gouvernements des pays suivants : Australie, Autriche, Belgique, Birmanie, Bolivie, Canada, Chine, Colombie, Equateur, Ethiopie, France, Haïti, Inde, Indonésie, Iran, Japon, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pologne, Royaume-Uni, Suisse, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie. En revanche, le Gouvernement de la Grèce pense que le capital du Fonds devrait être constitué essentiellement par des contributions obligatoires des Etats membres. Le Gouvernement de l'Espagne suggère un système qui combinerait les contributions obligatoires et les contributions volontaires; en principe, il conviendrait que les contributions au Fonds spécial soient obligatoires, afin que l'on puisse établir des prévisions de dépenses en connaissance de cause; d'un autre côté, en faisant à l'occasion des dons bénévoles, les Etats Membres permettraient au Fonds spécial de jouer le rôle de régulateur anticyclique que le Gouvernement espagnol envisage pour cet organisme. Les Gouvernements de Ceylan et des Pays-Bas font observer qu'un système de contributions déterminées selon un barème fixe serait préférable à un système de contributions volontaires, et le Gouvernement d'Israël est également d'avis que le paiement des contributions devrait s'effectuer selon un système de quotes-parts annuelles convenues afin d'assurer aux prévisions budgétaires une assez grande stabilité. Le Gouvernement du Chili est lui aussi favorable à l'établissement d'un barème approprié de contributions, mais le Gouvernement du Danemark estime que les premiers capitaux du Fonds devraient provenir de

/...



contributions faites suivant un barème fondé sur des principes généraux. Le Gouvernement de la Thaïlande suggère que les contributions au Fonds spécial soient réparties entre les membres selon certaines formules. Le Gouvernement du Canada estime que les pays qui envisagent de contribuer devraient s'entendre pour que le Fonds dispose au départ d'un capital initial suffisant pour fonctionner, après quoi les contributions seraient volontaires. En ce qui concerne les apports supplémentaires qui pourraient résulter des économies réalisées grâce au désarmement<sup>40/</sup>, le Gouvernement de la Yougoslavie croit qu'il faudra probablement modifier leur caractère volontaire et les conditions de leur convertibilité; toutefois, c'est la Conférence générale qui aurait à trancher cette question en temps opportun. Le Gouvernement d'Israël propose qu'une fraction des économies réalisées grâce au désarmement, qui pourrait être par exemple de 20 pour 100 de leur montant, soit automatiquement versée au Fonds spécial; le montant de ces contributions diminuerait chaque année d'un pour cent, de sorte que le versement des sommes ainsi prélevées sur les économies de chaque pays prendrait fin à l'expiration d'une période de vingt ans.

59. Pour ce qui est des critères dont les pays s'inspireraient pour déterminer leur contribution, on suggère les suivants : puissance économique, déterminée d'après des éléments tels que le revenu national, le revenu par habitant, la population; moyens financiers, dépenses budgétaires ordinaires, dépenses d'armement, ressources en devises, place du pays dans l'ensemble de l'économie mondiale, contributions des autres pays, contributions versées à l'Organisation des Nations Unies, au Programme élargi d'assistance technique, aux institutions spécialisées, notamment à la Banque internationale, au Fonds monétaire international et à la Société financière internationale; économies réalisées grâce à la réduction des dépenses d'armement. Le Gouvernement de l'Autriche propose que les contributions dépendent des possibilités financières des pays intéressés. Le Gouvernement de la Yougoslavie précise qu'il appuie les suggestions contenues dans le rapport du Comité des Neuf<sup>41/</sup> (puissance et ressources économiques, revenu

<sup>40/</sup> Voir le résumé des réponses à la question 3, par. 80.

<sup>41/</sup> Rapport sur un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, document E/2381, par. 38, 39, 41 et 42.

national par habitant, taux d'investissement et réserves en devises accumulées par rapport aux besoins d'importations). Mentionnent aussi des critères précis les Gouvernements de l'Afghanistan, de la Belgique, de la Birmanie, de la Bolivie, du Cambodge, de Ceylan, du Chili, de la Colombie, de l'Egypte, de l'Equateur, de l'Espagne, d'Haïti, de l'Inde, de l'Indonésie, du Népal, du Pakistan, de la République Dominicaine, de la Suisse, de la Syrie, de la Tunisie et de la Turquie. Le Gouvernement du Japon suggère une réserve : il ne faudrait pas, pour chaque contribuant, fixer une quote-part calculée d'après sa situation commerciale, etc., comme c'est le cas pour la Banque internationale ou pour le Fonds monétaire international. Le Gouvernement de Ceylan fait observer que ce serait imposer une charge trop lourde aux pays sous-développés que de leur demander des contributions aussi élevées qu'on l'a fait dans le cas de la Banque internationale ou du Fonds monétaire international. De l'avis du Gouvernement du Cambodge, la contribution des pays sous-développés devrait être purement symbolique.

60. En ce qui concerne les critères, le Gouvernement de la Yougoslavie est d'avis qu'ils pourraient être définis soit au Comité ad hoc actuel, soit à la Conférence constituante du Fonds spécial. Le Gouvernement de l'Inde propose que l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies et le Fonds spécial fixent, de temps à autre, des critères généraux de capacité de paiement, dont les pays pourraient s'inspirer pour décider du montant de leurs contributions. Le Gouvernement du Pakistan estime que les membres du Fonds devraient convenir de verser au Fonds des contributions proportionnelles à celles qu'ils versent à l'Organisation des Nations Unies. Le Gouvernement de la Pologne ne croit pas judicieux de fixer des règles rigides en ce qui concerne la nature et le montant des contributions; il faudrait laisser aux gouvernements intéressés le soin d'en décider.

#### Nature des contributions : convertibilité en d'autres monnaies

61. Les Gouvernements de l'Afghanistan, de la Birmanie, du Chili, du Costa-Rica, de l'Equateur, de l'Espagne, de l'Ethiopie, de la Finlande, de la France, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Iran, du Japon, de la Norvège, du Royaume-Uni, de la Tchécoslovaquie, de la Tunisie, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de la Yougoslavie sont d'avis que les contributions devraient être versées en

monnaies nationales. Toutefois, le Gouvernement de la Tunisie estime que les Etats participants devraient avoir la faculté de régler leurs contributions en devises étrangères. De l'avis du Gouvernement de l'Australie, ces contributions devraient être autorisées par voie d'accord. Le Gouvernement de la Pologne propose que les gouvernements soient libres de faire des versements en monnaies convertibles ou inconvertibles. Les Gouvernements de la Birmanie, du Chili, de l'Equateur, de l'Ethiopie, de l'Inde, de l'Indonésie, du Japon, de la Norvège, du Royaume-Uni, de la Tunisie et de la Yougoslavie approuvent explicitement ou implicitement les recommandations du Comité des Neuf<sup>42/</sup>, selon lesquelles les monnaies locales ne seraient convertibles que dans la mesure autorisée par l'Etat contribuant en cause. Pour le Gouvernement de l'Equateur, il sera sans doute impossible dans nombre de cas d'utiliser intégralement tous les avoirs du Fonds en monnaies inconvertibles, mais, étant donné la situation de la balance des paiements de nombreux pays sous-développés, la solution envisagée est la seule qui permettrait d'assurer la participation au Fonds d'un nombre suffisant de gouvernements; de toute manière, on pourrait restreindre ultérieurement la latitude laissée au début et fixer alors un certain nombre de monnaies dans lesquelles les contributions seraient acceptées. A cet égard, le Gouvernement équatorien estime, comme le groupe spécial d'experts l'a fait dans son rapport, que l'on pourrait créer le Fonds spécial pour une période d'essai de cinq ans. Selon le Gouvernement de la Norvège, puisqu'il est à supposer que nombre de pays ne seraient pas en mesure de contribuer si le Fonds était habilité en principe à exiger que les contributions soient converties en telle ou telle monnaie, il serait possible d'accepter la réserve suivante : aucune conversion n'aurait lieu sans l'assentiment préalable du pays contribuant; toutefois, les gouvernements intéressés auraient l'obligation de se montrer aussi accommodants que possible de sorte que les contributions puissent être utilisées rationnellement.

---

<sup>42/</sup> Ibid., p. 56, recommandation 9.

62. De l'avis du Gouvernement de la Yougoslavie, pour la continuité des opérations et la souplesse du financement, le Fonds spécial devra disposer de sommes assez importantes en monnaies convertibles. Le Comité ad hoc actuel ou l'Assemblée constituante pourrait donc adresser un appel aux gouvernements des pays dont la position est forte sur les marchés commerciaux et financiers pour leur demander d'autoriser la conversion, soit de la totalité, soit au moins de la majeure partie, de leur contribution. Le Gouvernement yougoslave estime souhaitable, en particulier, que les pays membres de l'Union européenne de paiements autorisent le transfert de leurs contributions dans le cadre de l'UEP, en ce qui concerne à la fois l'utilisation des contributions des pays de l'Europe occidentale et le remboursement d'emprunts à ces pays. Le Gouvernement du Royaume-Uni a fait une déclaration plus générale que l'on peut rapprocher de cette dernière observation, lorsqu'il a dit qu'il ne faudrait pas que les pays qui maintiennent la convertibilité de leur monnaie ou même qui ont des monnaies transférables et dont la position créditrice est forte, imposent au transfert ou à la convertibilité des souscriptions au capital du Fonds des restrictions plus rigoureuses que celles qu'ils appliquent à d'autres transactions courantes.

63. Le Gouvernement de la Tchécoslovaquie considère que le montant et l'utilisation des contributions en monnaies nationales devraient faire l'objet d'un accord mutuel entre le Fonds spécial, le pays contribuant et le pays bénéficiaire. Pour éviter que la convertibilité n'ait à se faire par l'intermédiaire de tierces parties, le Gouvernement de l'Inde estime que le Fonds ne devrait utiliser les sommes en monnaies locales dont il disposerait que pour l'achat des biens et services dont il aurait directement besoin pour assister d'autres pays; l'achat dans un pays de biens et services destinés à être revendus sur le marché d'un tiers pays pour l'obtention d'une autre monnaie irait à l'encontre du principe des contributions en monnaies nationales, à moins que le pays contribuant n'approuve expressément les achats effectués dans ces conditions. Le Gouvernement de la Colombie partage cet avis et estime que les contributions devraient être utilisées pour l'achat de biens et services dans les pays contributeurs. De l'avis du Gouvernement de l'Espagne, dans le cas de monnaies non convertibles, les contributions pourraient servir à acheter dans le pays donateur les biens et les services nécessaires au développement des pays bénéficiaires; cependant si ce mode

de financement du Fonds spécial paraît convenir pour les pays peu développés, il n'en est pas de même dans le cas des pays développés; les contributions versées par les pays développés en monnaies convertibles dans le monde entier ou - comme la livre sterling dans une zone étendue - devraient être mises à la disposition du Fonds spécial sans la condition de les transformer en produits ou marchandises du pays donateur. Le Gouvernement du Japon précise que, lorsque les monnaies locales seraient converties en monnaies étrangères, les contributions ne devraient pas pouvoir être utilisées pour régler des comptes commerciaux ou à des fins militaires.

64. Le Gouvernement du Canada déclare que normalement toutes les contributions devraient être versées en monnaies convertibles. Tel est aussi l'avis des Gouvernements de la République de Corée (afin de permettre au Fonds spécial de fonctionner sans heurts) et de la Thaïlande. Pour le Gouvernement de Cuba, si l'on permet quelques versements en monnaies non convertibles, il faudra qu'ils ne représentent jamais plus de 50 pour 100 de la contribution d'un Etat membre quelconque. Le Gouvernement des Pays-Bas considère que pour assurer au Fonds spécial le maximum d'efficacité, il convient d'imposer aussi peu de restrictions que possible à l'emploi des contributions; il estime donc souhaitable que, dans une forte proportion, les ressources soient convertibles. D'après le Gouvernement de la Turquie, il est souhaitable que les contributions soient versées en monnaies fortes et convertibles; il faudra toutefois tenir compte des difficultés qu'éprouvent les pays sous-développés en ce qui concerne leur balance des paiements et permettre à ces pays de verser leur contribution en monnaie nationale.

65. Cinq autres gouvernements présentent des observations sur la nécessité d'une certaine convertibilité. Le Gouvernement de la Colombie approuve la recommandation du Comité des Neuf selon laquelle les contributions devraient être payables en monnaie locale; cependant, il ne devrait pas s'agir d'une règle absolue, car il pourrait être souhaitable de décider qu'une certaine proportion des contributions devra être versée en monnaies fortes, ce qui faciliterait grandement le fonctionnement du Fonds. Selon le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, les contributions ne devraient être versées qu'en monnaies convertibles ou à convertibilité limitée (sterling transférable ou DM à convertibilité limitée). De l'avis du Gouvernement du Danemark, les contributions des pays qui n'ont pas de difficultés de paiements devraient, en règle générale, être convertibles. Le

Gouvernement de la Nouvelle-Zélande approuve en général les recommandations relatives aux contributions en monnaie locale, mais estime que les opérations du Fonds gagneraient en souplesse si une certaine partie de chaque contribution était versée automatiquement en monnaies convertibles. Le Gouvernement de la République du Viet-Nam, qui approuve la thèse suivant laquelle le Fonds spécial devrait être une institution bancaire, suggère un barème de versements en capital qui comporterait un pourcentage fixe de monnaies convertibles.

Nature des contributions : convertibilité en biens et services nécessaires

66. Le Gouvernement des Pays-Bas, estimant qu'il faut laisser au Fonds la plus grande latitude en ce qui concerne l'emploi des contributions, pense qu'il ne faut pas limiter cet emploi à l'achat de biens et services déterminés. Telle est également l'opinion du Gouvernement de la Birmanie, qui estime qu'en employant les contributions de cette manière, on nuirait beaucoup à l'efficacité des opérations du Fonds spécial. Selon le Gouvernement de la Suisse, les pays participants devraient pouvoir spécifier l'emploi qui serait fait de leurs contributions, en ce qui concerne notamment l'achat de matériel dont ils sont producteurs ou le paiement des services qu'ils fourniraient. De l'avis du Gouvernement de l'Australie, il faudrait permettre aux pays contributeurs d'imposer des restrictions à l'utilisation de leurs contributions pour l'achat de biens et de services dont l'offre est insuffisante. Le Gouvernement de l'Inde estime que lorsque le Fonds spécial emploiera une somme en monnaie nationale mise à sa disposition dans un pays déterminé, il devra se conformer aux règlements de ce pays concernant les exportations; d'autre part, les pays participants ne devraient pas pouvoir affecter leurs contributions à l'achat de biens et de services déterminés. Selon le Gouvernement de la Yougoslavie, un accord entre le Fonds spécial et les pays participants devrait fixer les catégories de biens - généralement des produits d'exportation - qui pourraient être achetées avec les contributions versées par ces pays. Le Comité ad hoc actuel de l'Assemblée générale ou l'Assemblée constituante pourrait aussi décider qu'une certaine partie des contributions pourrait servir à l'achat de produits d'exportation excédentaires.

Contributions versées sous la forme de biens et de services

67. Les Gouvernements de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, du Brésil, du Chili, de la France, de l'Inde, de l'Indonésie, d'Israël, de l'Italie, du Japon, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques pensent que le Fonds spécial pourrait aussi recevoir des contributions sous forme de biens et de services. Aux yeux du Gouvernement de l'Autriche, le versement des contributions en monnaies convertibles présenterait de grandes difficultés et il serait préférable que les contributions soient versées en nature. Le Gouvernement du Brésil suggère que les contributions soient versées à la fois en espèces et en machines et matériel industriel. Le Gouvernement de la Tchécoslovaquie déclare que ses contributions seraient versées surtout sous forme de matériel, de machines et de matériaux, selon les besoins et les vœux du pays bénéficiaire intéressé. Le Gouvernement de la Pologne précise que les pays devraient pouvoir verser leurs contributions à la fois en espèces et en nature. Le Gouvernement d'Israël est d'avis de verser ses contributions en produits qui se trouveraient en excédent après que les besoins locaux et les besoins du commerce d'exportation auraient été satisfaits. Selon le Gouvernement de l'Italie, les contributions devraient être aussi importantes et aussi variées que possible (en espèces, en services, en biens d'équipement, en assistance technique, etc.), afin de permettre au Fonds de satisfaire des besoins multiples. Selon le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, les contributions au Fonds spécial devraient être versées dans la monnaie nationale du pays intéressé ou bien en nature (matériel, machines, matériaux).

68. En dépit des réserves qu'ils formulent au sujet des contributions en nature, les Gouvernements du Chili, de la France, de l'Inde, de l'Indonésie, d'Israël et du Japon accepteraient en principe cette forme de contributions, dans des cas exceptionnels et dans certaines limites. Le Gouvernement du Chili, par exemple, pense que l'on pourrait autoriser les contributions en nature, à condition que leur montant ne représente qu'une proportion raisonnable du total des contributions.

Le Gouvernement de l'Inde estime lui aussi que le Fonds devrait accepter des contributions en nature, mais seulement dans des cas exceptionnels, et qu'il faudrait prendre des mesures pour que de telles contributions ne représentent pas une proportion déraisonnable des ressources totales du Fonds spécial. Selon le Gouvernement du Japon, le Fonds spécial devrait pouvoir accepter des contributions en nature, mais elles devraient être approuvées par le Conseil d'administration qui, pour prendre sa décision, tiendrait compte des répercussions internationales que pourrait avoir le versement de ces contributions. De même, le Gouvernement de l'Indonésie estime qu'en ce qui concerne les contributions en nature, il faudrait prendre des mesures appropriées pour que les opérations du Fonds portant sur ces contributions ne provoquent pas une instabilité des prix des produits de base. Selon le Gouvernement de la France, le Fonds spécial devrait pouvoir accepter, dans certains cas, des contributions en biens et services, si ces contributions permettent de satisfaire des besoins réels des pays bénéficiaires et ne compromettent pas les transactions commerciales normales. Aux yeux du Gouvernement d'Israël, il conviendrait de limiter les types et les quantités de biens fournis à titre de contributions lorsqu'ils provoqueraient une perte de devises trop forte du fait qu'ils supposeraient la consommation d'autres marchandises payables en devises ou compromettraient les rentrées en devises d'autres pays; il serait peut-être souhaitable que le Fonds n'accepte d'Israël, et des autres pays, que des biens qui seraient directement nécessaires pour l'exécution d'un projet du Fonds dans un pays particulier, et ne se livre pas à des transactions commerciales en vendant des biens sur le marché international afin de se procurer les ressources nécessaires à l'acquisition d'autres biens pour exécuter un projet.

69. Les Gouvernements de la Birmanie, du Cambodge, de la Chine, de la Colombie, de l'Egypte, de l'Ethiopie, de la Norvège et du Royaume-Uni sont opposés aux contributions en nature. Le Gouvernement de la Syrie déclare que les contributions doivent être faites en espèces. Certains des pays qui sont opposés aux contributions en nature font valoir que des contributions de ce genre rendraient la gestion du Fonds très difficile (Birmanie, Colombie, Ethiopie); elles mettraient le Fonds dans une situation politique délicate (Norvège); et, au point de vue



économique, il faut laisser aux pays sous-développés la possibilité d'acheter où ils le désirent les machines et le matériel qui répondent le mieux à leurs besoins particuliers (Chine). Selon le Gouvernement du Cambodge, l'expérience a montré que le profit réel retiré des contributions en nature est généralement peu élevé, les pays donateurs ayant souvent tendance à surestimer la valeur de ces contributions et à s'en servir comme moyen de liquider des excédents. En outre, le Gouvernement du Cambodge estime qu'il faut expressément bannir les contributions sous forme d'assistance technique; cette assistance doit continuer à être fournie exclusivement par les organismes des Nations Unies tels que l'Administration de l'assistance technique ou par l'OMS, la FAO, l'UNESCO et l'OIT.

70. Pour ce qui est des contributions qui seraient versées sous la forme de produits excédentaires, les Gouvernements de Ceylan et des Pays-Bas font observer que l'offre des pays qui disposent d'excédents ne correspond pas toujours, ni pour ce qui est des qualités, ni pour ce qui est des quantités, à la demande des pays qui ont besoin d'assistance, et que l'écart entre cette offre et cette demande est souvent considérable. Ces gouvernements signalent également que le marché pourrait être affecté par une offre excessive de produits excédentaires de la part du Fonds spécial et par la résistance que cette situation pourrait provoquer. Aussi, le Gouvernement des Pays-Bas est-il d'avis que le Fonds ne devrait accepter des contributions sous forme de produits excédentaires que dans des cas exceptionnels et que ces contributions ne devraient représenter qu'une faible proportion des ressources totales du Fonds.

3. Capital initial à réunir avant que le Fonds spécial ne commence ses opérations

Cinquante gouvernements ont présenté des observations sur cette question.

Capital initial minimum

71. L'Afghanistan, la République fédérale d'Allemagne, l'Arabie Saoudite, l'Autriche, la Birmanie, le Chili, Ceylan, la République de Corée, l'Equateur, l'Espagne, l'Ethiopie, Haïti, l'Inde, l'Iran, Israël, le Japon, les Pays-Bas, la Suisse et la Tchécoslovaquie, tout en considérant que le capital initial de 250 millions de dollars envisagé dans le rapport du Comité des Neuf<sup>43/</sup> serait souhaitable, voire nécessaire, pensent que le Fonds spécial pourrait être créé et commencer ses opérations avec un capital moins important, comme le Groupe spécial d'experts l'a suggéré<sup>44/</sup>. Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques appuie la proposition de l'Inde et d'un certain nombre de pays sous-développés, selon laquelle le Fonds spécial pourrait commencer ses opérations avec un capital initial de 100 millions de dollars en contributions, au lieu de 250 millions de dollars comme le propose le Comité d'experts de l'ONU (Comité des Neuf); l'intention de cette proposition est de compléter le capital initial, notamment par une partie des ressources libérées à la suite de la conclusion d'un accord relatif à la réduction des armements et des budgets militaires.

Les Gouvernements du Chili, de l'Equateur, de l'Ethiopie, de l'Iran, du Japon, de la République fédérale d'Allemagne et de la Suisse ont exprimé cet avis en termes généraux, sans indiquer le montant moindre qu'ils envisageraient. Les Gouvernements de l'Arabie Saoudite et des Pays-Bas pensent que le Fonds devrait ou pourrait commencer ses opérations avec un quart ou un tiers des 250 millions de dollars proposés; ceux de l'Inde et de la Tchécoslovaquie mentionnent le chiffre de 100 millions de dollars, et ceux de l'Afghanistan, de l'Autriche et d'Israël, le chiffre de 150 millions de dollars; ceux de la Birmanie et Ceylan proposent un capital de 100 à 150 millions de dollars, et

<sup>43/</sup> Rapport sur un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, document E/2381, p. 56, recommandation 6.

<sup>44/</sup> Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, document A/2906, par. 27.

la République de Corée parle d'un capital de 200 à 250 millions de dollars. Le Gouvernement espagnol considère que le Fonds spécial des Nations Unies doit disposer chaque année, pendant les cinq premières années de son existence, d'une capacité de financement au moins égale aux crédits répartis chaque année entre les pays sous-développés par la Banque internationale (soit 150 à 200 millions de dollars); il serait donc raisonnable de prévoir pendant la période d'essai un capital annuel de 250 millions de dollars environ. Le Gouvernement d'Haïti indique que le total des contributions de la première année n'aurait probablement pas à dépasser 200 millions de dollars<sup>45/</sup>. Le Gouvernement des Pays-Bas fait observer que le processus d'investissements des capitaux dans les pays sous-~~xx~~ développés est nécessairement assez long durant la phase initiale, comme le Groupe spécial d'experts l'a souligné. Aussi ce gouvernement pense-t-il que le Fonds spécial devrait pouvoir commencer ses opérations avec une somme de 62,5 millions de dollars - soit un quart de 250 millions - somme recommandée à l'origine par le Comité des Neuf<sup>46/</sup>.

72. Les Gouvernements de l'Equateur et du Japon, selon lesquels il ne serait pas besoin d'attendre, pour créer le Fonds spécial, d'avoir réuni un capital de 250 millions de dollars, soulignent que si le Fonds se constituait sur une

---

<sup>45/</sup> Le Gouvernement haïtien fait une distinction entre les frais d'établissement et d'administration et le budget d'exécution : si par "capital initial" on entend le capital destiné à couvrir les frais de premier établissement et les frais d'administration des deux ou trois premières années, il est probable, en prenant pour base le montant des frais similaires de la Banque internationale ou du Fonds monétaire international, qu'une somme de cinq millions de dollars suffirait largement; après les deux ou trois premières années, les frais d'administration du Fonds devraient être couverts par les intérêts et commissions perçus sur ses opérations. En ce qui concerne les contributions annuelles destinées à couvrir les opérations, il est probable, pense le Gouvernement haïtien, que le total des contributions de la première année n'aurait pas à dépasser 200 millions de dollars, car il est improbable que le Fonds puisse entreprendre de grandes opérations de financement pendant sa première année d'existence. En supposant que la contribution des Etats-Unis représente environ le tiers du total des contributions, la partie utilisable de cette somme ne dépasserait vraisemblablement pas 100 millions de dollars, le reste étant constitué par diverses monnaies locales non convertibles ou non utilisables pour le paiement des opérations à entreprendre.

<sup>46/</sup> Rapport sur un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, document E/2381, p. 56, recommandation 6.

base plus modeste, il ne devrait satisfaire que les besoins les plus urgents ou s'occuper uniquement d'entreprises importantes. Le Gouvernement de l'Ethiopie pense qu'il suffirait d'obtenir des Etats contributeurs l'engagement de faire des versements échelonnés ou selon d'autres modalités à fixer, sans qu'il faille attendre que toute la somme soit réunie; le Fonds pourrait commencer ses opérations dès le versement d'une somme payée dans les monnaies requises et fixée par le Conseil d'administration.

73. Certains pays - Chine, Colombie, Danemark, France, Pakistan, République Dominicaine, Syrie et Tunisie - approuvent le capital initial de 250 millions de dollars suggéré par le Comité des Neuf, alors que d'autres - Belgique, Costa-Rica, Cuba, Norvège, Royaume-Uni, Thaïlande, Turquie et Yougoslavie - ne considèrent cette somme que comme un minimum. Le Gouvernement du Canada estime que l'on devrait pouvoir compter immédiatement sur un capital d'environ 250 millions de dollars, constitué surtout en monnaies convertibles, avant de créer effectivement le Fonds envisagé. Le Gouvernement de la Norvège pense que le Fonds devrait avoir des annonces de versement d'un montant total de 250 millions de dollars pour ses deux premières années; de l'avis du Gouvernement de la Thaïlande, ce capital ne devrait correspondre qu'à la première année. Le Gouvernement de la Chine, constatant que, selon le Groupe spécial d'experts, le capital initial pourrait être plus modeste, estime que la sagesse recommande de réunir le montant le plus élevé avant que le Fonds ne commence ses opérations. Le Gouvernement du Royaume-Uni indique qu'il ne serait pas souhaitable que le Fonds commence ses opérations avant d'avoir l'assurance qu'il disposera de ressources importantes, de l'ordre de 250 millions de dollars au moins. De l'avis du Gouvernement turc, étant donné les opérations envisagées pour le Fonds spécial, la somme de 250 millions de dollars paraît très modeste mais il semble qu'elle soit suffisante pour constituer le capital initial.

74. D'autres pays proposent un montant bien plus élevé pour le capital initial ou le capital d'exploitation. Le Gouvernement du Brésil estime que, pour venir efficacement en aide aux pays sous-développés, le capital initial devrait être d'au moins 250 millions de dollars en espèces, plus l'équivalent de cette somme en machines et en matériel industriel. Pour le Gouvernement du Cambodge, il semblerait raisonnable de commencer les opérations du Fonds spécial avec un capital de l'ordre de 500 millions de dollars, alors que pour le Gouvernement de la Grèce, ce capital devrait être de 300 millions de dollars. Le Gouvernement

du Népal pense qu'il serait très souhaitable que le capital initial du Fonds soit de l'ordre de un à deux milliards de dollars, mais qu'on ne devrait pas attendre pour commencer les opérations que le capital du Fonds atteigne le montant idéal. Le Gouvernement de la République du Viet-Nam, qui envisage des versements en capital par les Etats membres, est d'avis que le capital initial soit de l'ordre d'un milliard de dollars.

75. Les Gouvernements du Cambodge, de la Chine, de Cuba, de l'Ethiopie, de l'Italie et de la Suisse font observer que, faute d'éléments d'appréciation suffisants, il est difficile d'évaluer avec précision le montant des ressources dont le Fonds spécial aura besoin<sup>47/</sup>; les besoins du Fonds spécial ne seront connus que lorsque les opérations auront commencé. De l'avis du Gouvernement italien, il est d'autant plus difficile d'avoir une idée précise sur la question que le capital du Fonds devrait permettre d'intervenir simultanément dans plusieurs régions sous-développées d'une façon assez massive et assez rationnelle pour démontrer l'efficacité du Fonds avant l'expiration de la période d'essai, pour laquelle on envisage une durée de cinq ans.

76. Les Gouvernements de l'Australie, de la Bolivie, de l'Egypte, de la Finlande, de l'Indonésie, de l'Italie, de la Nouvelle-Zélande et de la Pologne ne précisent pas quel minimum il faudrait réunir avant que le Fonds spécial commence ses opérations. Selon le Gouvernement bolivien, le Fonds spécial devrait disposer, pour commencer ses opérations, d'un capital initial assez élevé pour lui permettre d'effectuer des opérations de l'ampleur envisagée lors de sa création. Les Gouvernements australien et néo-zélandais estiment qu'il faudrait avoir la certitude, avant de créer le Fonds, que celui-ci disposera par la suite de ressources suffisantes pour assurer que ses opérations seront efficaces et présenteront un caractère vraiment international (Australie). De l'avis du Gouvernement égyptien, le montant du capital initial dont le Fonds aurait besoin pour commencer ses opérations devrait être égal à 75 pour 100 au moins des contributions totales de 30 gouvernements. Le Gouvernement de la Finlande pense que le Fonds spécial devrait commencer à fonctionner dès que l'on jugera les sommes recueillies assez importantes pour être utilisées efficacement.

---

<sup>47/</sup> Etant entendu que les contributions devraient être versées en monnaies convertibles.

77. Les Gouvernements de l'Indonésie et de la Pologne estiment que la nécessité de créer rapidement le Fonds spécial doit passer avant la question du montant exact du capital initial. Le Gouvernement indonésien estime que la somme relativement modique de 250 millions de dollars proposée par le Comité des Neuf comme montant du capital initial du Fonds est hors de proportion avec le total des besoins actuels des pays sous-développés; mais la question du montant exact du capital initial devrait passer après la question, plus urgente, de la création même du Fonds spécial. Le Gouvernement du Népal pense qu'il ne faudrait pas attendre, pour commencer les opérations, que le capital du Fonds atteigne le montant idéal. Il fait observer cependant qu'il faudrait peut-être démontrer que le Fonds peut fonctionner utilement avec le capital qu'il est possible de réunir dès le début, si l'on veut faciliter la constitution progressive d'un capital plus important.

#### Minimum de participants

78. Devrait-il y avoir un minimum de participants et les grands pays industriels devraient-ils en faire partie? Le Gouvernement de l'Egypte et celui de l'Ethiopie indiquent le chiffre de 30 pays proposé par le Comité des Neuf, alors que le Gouvernement du Pakistan estime que le minimum pourrait être de 20 pays environ. Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques approuve la proposition du Comité des Neuf, selon laquelle le Fonds spécial peut commencer ses opérations dès que des engagements auront été pris par au moins 30 Etats, dont les pays industriels importants en leur qualité de contributeurs principaux. De l'avis du Gouvernement de la République de Corée, le Fonds spécial pourrait commencer ses opérations avec un capital de 200 à 250 millions de dollars, à condition que l'appui moral et matériel des Etats-Unis d'Amérique soit assuré. De même, le Gouvernement du Chili estime indispensable la participation des grands pays qui, en raison de leurs ressources et de leur importance, seront appelés à verser les contributions les plus fortes, car le Fonds, outre son capital initial, aura besoin de ressources abondantes pour être en mesure de s'acquitter de sa tâche; ce n'est que grâce à la collaboration qu'apporteront au Fonds spécial tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies, et tout particulièrement ceux dont l'économie est solide, que l'on pourra relever le niveau de vie dans les pays sous-développés. De l'avis du Gouvernement de la République Dominicaine, le Fonds spécial ne serait d'aucune utilité s'il commençait

à fonctionner avant d'avoir réuni les ressources indispensables et s'il n'était pas assuré de la participation active des principaux Etats Membres de l'Organisation. Le Gouvernement des Pays-Bas espère que les principaux pays contributeurs adhéreront assez rapidement au Fonds spécial. Le Gouvernement de la Pologne pense que le Fonds spécial pourrait commencer à fonctionner même s'il ne disposait au début que de ressources relativement modestes, à condition que la situation internationale soit favorable et, notamment, qu'un grand nombre d'Etats soient disposés à participer aux opérations du Fonds, y compris les Etats dont dépend au premier chef le maintien de la paix et de la sécurité internationales. En outre, quelques pays ont fait des observations analogues en exposant leurs vues sur la création d'un Fonds spécial. De l'avis du Gouvernement de la Grèce, la participation des Etats économiquement forts, qui sont capables de fournir la plus grande partie des capitaux nécessaires, est une des conditions essentielles de la création du Fonds spécial. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne estime qu'on ne saurait envisager la création du Fonds que si l'on est assuré de la participation des pays qui jouent dans le commerce mondial le rôle le plus important, en particulier des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni et de la France. Le Gouvernement du Danemark a fait savoir que dès que les grands pays industriels se déclareraient prêts à participer à la création du Fonds spécial, il demanderait au Parlement de voter le crédit qui représenterait la contribution du Danemark. Pour le Gouvernement du Royaume-Uni, le Fonds spécial devrait comprendre l'ensemble des Membres de l'Organisation des Nations Unies et réunir tant les pays fortement industrialisés que ceux dont l'économie est sous-développée; tous devraient verser une contribution.

#### Contributions et ressources futures

79. Les Gouvernements du Cambodge, de la Chine, du Danemark, de la France, d'Haïti, de l'Inde, d'Israël, du Népal, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Pologne, de la Syrie, de la Tchécoslovaquie, de la Thaïlande, de la Turquie et de la Yougoslavie soulignent que le renouvellement régulier ou l'accroissement des ressources du Fonds doivent être assurés. Le Gouvernement cambodgien pense qu'il faudra augmenter par la suite, à la lumière de l'expérience des premières phases des opérations, le capital initial de 500 millions de dollars qu'il propose. Le Gouvernement haïtien estime que les contributions ultérieures devraient totaliser au moins 500 millions de dollars par an, dont 250 à 300 millions

seulement pourraient être employés, puisqu'une grosse partie de ces contributions serait en monnaie locale non utilisable. Le Gouvernement thaïlandais envisage des contributions annuelles supplémentaires de 150 millions de dollars au moins pendant les cinq ans qui suivront la première année. Les Gouvernements de la Norvège, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie soulignent en outre qu'il importe d'assurer au Fonds spécial un appui durable et un renouvellement régulier de ses ressources. Pour le Gouvernement polonais, cet appui durable permettrait au Fonds non seulement de dresser des plans d'action à longue échéance, mais aussi de commencer plus facilement ses opérations à bref délai, même avec un capital initial relativement peu élevé. Les Gouvernements de la France, de l'Inde, des Pays-Bas et de la Syrie considèrent en revanche que même un capital de 250 millions de dollars ne permettrait pas à la longue de répondre aux besoins des pays sous-développés et qu'il faudra finalement disposer d'une somme beaucoup plus considérable. Le Gouvernement indien, notamment, pense que le Fonds devrait s'efforcer de disposer de ressources beaucoup plus importantes à mesure qu'il acquerrait de l'expérience et verrait s'affirmer son rôle essentiel : favoriser le développement des pays sous-développés.

80. Le Gouvernement de la Yougoslavie estime que l'amélioration de la situation internationale dans le domaine économique et le domaine politique devrait permettre au Fonds d'obtenir des ressources supplémentaires; ces ressources supplémentaires devraient découler des progrès du désarmement<sup>48/</sup> d'après les Gouvernements de l'Afghanistan, de la Colombie<sup>49/</sup>, d'Israël, de la Syrie, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Le Gouvernement afghan pense que l'on pourra apporter au Fonds spécial de nouvelles sommes quand l'accord se sera fait sur un désarmement mondial ou quand on aura découvert de nouvelles méthodes d'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques. Selon le Gouvernement tchécoslovaque, le capital initial minimum serait renouvelé progressivement et la rapidité de l'accroissement des contributions dépendrait

---

<sup>48/</sup> A cet égard, un certain nombre de pays ont exprimé l'opinion que la création du Fonds spécial ne devrait pas être liée à la réalisation d'un désarmement sous contrôle international. Cette question est examinée à la section A, relative aux avis exprimés par les gouvernements au sujet de la création d'un Fonds spécial.

<sup>49/</sup> En réponse à la question 2.



des progrès réalisés en matière de désarmement et d'interdiction des armes atomiques et à l'hydrogène; les ressources libérées par le désarmement devraient constituer une partie importante des capitaux mis à la disposition du Fonds. Le Gouvernement israélien estime qu'il faudrait verser le capital initial indépendamment des économies qui pourront résulter du désarmement, afin de prouver l'intention des pays développés d'aider les pays sous-développés sans tenir compte des tensions politiques; il présente deux propositions : premièrement, le montant des contributions pourrait être fonction des sommes consacrées aux armements<sup>50/</sup>; deuxièmement, à mesure que le désarmement permettrait de réaliser des économies, ces économies devraient s'accompagner automatiquement d'une contribution au Fonds, qui pourrait être par exemple de 20 pour 100 de leur montant; ces contributions seraient réduites d'un pour cent par an, de manière que le versement des sommes ainsi prélevées sur les économies de chaque pays prenne fin au bout de 20 ans. Le Gouvernement yougoslave<sup>51/</sup> souligne l'engagement solennel que les Etats Membres ont pris par la résolution 724 (VIII) de l'Assemblée générale, de demander à leur peuple, quand il y aura eu des progrès suffisants dans la voie du désarmement mondial sous contrôle international, de verser à un fonds international créé dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies une partie des économies que ce désarmement aura permis de réaliser, afin d'aider au développement et à la reconstruction des pays sous-développés.

---

<sup>50/</sup> Voir le résumé des réponses à la question 2, par. 58.

<sup>51/</sup> En réponse à la question 2.

#### 4. Dons et prêts; conditions et modalités

Cinquante et un gouvernements ont présenté des observations sur cette question.

81. L'assistance du Fonds spécial devrait-elle revêtir la forme de dons ou celle de prêts? On peut classer en quatre catégories les réponses des gouvernements à cette question. Tout d'abord, sept gouvernements, ceux de Cuba, de l'Egypte, d'Haïti, de l'Iran, de la République du Viet-Nam, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et vraisemblablement de la Syrie estiment que le Fonds ne devrait consentir que des prêts aux pays sous-développés. Les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, de l'Australie, de la Birmanie, de la Bolivie, du Cambodge, du Canada, de Ceylan, du Chili, de la République de Corée, de l'Ethiopie, de l'Inde, de l'Indonésie, des Pays-Bas et du Royaume-Uni se rangent dans un deuxième groupe : à leur avis, l'octroi de dons devrait être l'opération la plus importante et la plus courante du Fonds. Un troisième groupe, qui comprend les Gouvernements de l'Arabie Saoudite, du Brésil, de l'Equateur, de la Finlande, de la Grèce, de l'Italie, du Pakistan, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Tunisie et de la Turquie, estime que les prêts devraient constituer l'opération essentielle du Fonds, qui n'accorderait des dons que dans certains cas. Un quatrième groupe - auquel appartiennent les Gouvernements de l'Afghanistan, de l'Autriche, de la Belgique, de la Chine, de la Colombie, du Costa-Rica, du Danemark, de l'Espagne, de la France, d'Israël, du Japon, de la Libye, du Népal, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, de la République Dominicaine, de la Suisse, de la Thaïlande et de la Yougoslavie - a exprimé l'opinion que le Fonds spécial devrait avoir la faculté de consentir des prêts et des dons, selon les circonstances.

82. Le Gouvernement du Danemark fait observer que, pour déterminer si le Fonds spécial accordera une aide sous forme de dons et dans quelle limite il pourra le faire, il faudrait tenir compte du montant du capital initial du Fonds et du montant des capitaux qui lui seront versés ultérieurement. Le Gouvernement du Japon pense qu'il y aurait peut-être lieu de déterminer quelles devraient être la part des dons et celle des prêts dans le montant total des décaissements, dans l'intérêt de l'établissement des programmes annuels ou des projets à long

/...

terme. Le Gouvernement de l'Equateur pense, comme le groupe spécial d'experts l'a suggéré dans son rapport<sup>52/</sup>, que l'on pourrait tenir une comptabilité distincte pour les fonds destinés à des prêts et pour les fonds disponibles pour des dons, en faisant preuve de la souplesse nécessaire pour faire face à des cas exceptionnels; les contributions initiales - qui, d'après ce gouvernement, seraient d'un montant plus élevé que les contributions volontaires subséquentes - serviraient exclusivement pour des prêts, ce qui faciliterait le réapprovisionnement du Fonds; pour les dons et pour certains prêts remboursables en monnaies nationales dont le Fonds posséderait des réserves excédentaires, on emploierait les contributions périodiques volontaires. Le Gouvernement de l'Equateur pense, comme le Groupe spécial d'experts, que la création de deux fonds, l'un pour les dons, l'autre pour les prêts, ne provoquerait pas de complications administratives et structurelles insurmontables.

#### Dons

83. Les Gouvernements de la Bolivie, du Cambodge et celui des Pays-Bas préconisent les dons, surtout parce qu'ils pensent que cette formule répondrait mieux aux besoins des pays sous-développés. De l'avis du Gouvernement bolivien, le Fonds spécial devrait, dans la mesure où cela serait possible, n'accorder que des dons, attendu qu'il existe d'autres organismes internationaux de crédit, publics et privés. Selon le Gouvernement cambodgien, il ne fait aucun doute que le Fonds n'aurait pas de raison d'être s'il ne pouvait accorder des dons; en limitant son activité aux prêts, on ne ferait qu'ajouter un organisme "bancaire" pour le financement des programmes nationaux de développement aux nombreux organismes analogues déjà créés ou en cours de création. De même, le Gouvernement des Pays-Bas pense que, pour financer leur infrastructure économique, les pays sous-développés ont avant tout besoin de dons qui viennent compléter d'autres formes de financement. Le Gouvernement de la République de Corée souligne que les dons ont sur les prêts des avantages évidents : ils permettront de réduire les dépenses d'administration, car ils n'exigeront pas de négociations sur les

---

<sup>52/</sup> Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, document A/2906, par. 32, in fine.

conditions de remboursement et ne donneront lieu à aucune consultation ou friction ultérieure. Le Gouvernement de Ceylan estime, lui aussi, que le système des dons présentera notamment l'avantage d'apporter rapidement l'aide voulue, et facilitera la gestion des capitaux. Le Gouvernement de la République Dominicaine précise, d'autre part, qu'il est indispensable que l'octroi de dons n'ait pas de répercussions fâcheuses sur le commerce international et n'empêche pas certains pays en voie de développement économique de s'assurer des marchés pour leurs exportations de produits de base; pour éviter des répercussions de ce genre, il faudrait soit prévoir un système rigoureux de consultations, soit autoriser le Fonds spécial à prendre les mesures voulues pour parer à l'avance à ces conséquences fâcheuses ou y porter remède si elles se produisaient.

84. Quand il s'agira de déterminer si telle ou telle entreprise doit bénéficier d'un prêt ou d'un don, il y aura lieu, d'après les Gouvernements de l'Afghanistan, de la Chine, de l'Equateur, d'Israël, de la Thaïlande et de la Turquie de distinguer en général selon que l'entreprise est rentable ou non. Selon les Gouvernements du Cambodge, de la Colombie, de la France, du Japon et du Népal, il faudra prendre en considération la situation économique du pays intéressé et le caractère de l'entreprise elle-même. De l'avis du Gouvernement de la Nouvelle-Zélande, il faudrait permettre au Fonds spécial d'apporter le type d'assistance qui conviendrait à chaque cas considéré; le Fonds devrait pouvoir accorder, selon des modalités déterminées, des dons aussi bien que des prêts, ou toute combinaison de prêts et de dons qu'il jugerait convenir pour un projet particulier. Les Gouvernements d'Israël, de la Thaïlande et de la Turquie estiment qu'il ne faudrait accorder des dons que pour des investissements sociaux qui ne seraient pas financièrement rentables, les prêts à long terme et à faible intérêt étant réservés pour les entreprises rentables<sup>53/</sup>. Le Gouvernement de la Turquie, dans sa réponse à la question 7, ajoute que le Fonds spécial n'affecterait aux dons que le revenu net de ses opérations. De l'avis du Gouvernement de l'Afghanistan, le Fonds spécial devrait accorder : a) des dons pour les entreprises

---

<sup>53/</sup> Le Gouvernement de la Thaïlande a déclaré que la participation du pays bénéficiaire devrait normalement représenter 25 pour 100 au moins du don reçu.

publiques et sociales; b) des prêts à des conditions libérales pour des entreprises à longue échéance assez rapidement rentables; c) des prêts et des dons pour des projets concernant les routes, les canaux, les barrages, etc. Le Gouvernement du Népal a fait observer qu'il existe des projets, notamment dans les pays dont le développement économique ne fait que commencer, qui présentent de l'importance pour l'expansion de l'économie mais qui peuvent ne pas répondre à certaines conditions auxquelles, selon lui, il conviendrait de subordonner l'octroi des prêts (capacité de remboursement, bonne rentabilité à brève échéance); lorsque de tels projets sont jugés rationnels, il faudrait, d'après ce gouvernement, accorder des dons selon des critères appropriés. Pendant la première phase du développement au moins, il serait préférable d'accorder des dons aux pays sous-développés pour les aider à financer des entreprises productives dans les domaines de l'énergie électrique, de l'irrigation, des transports, etc.; le Gouvernement népalais conclut qu'en revanche le Fonds devrait accorder des prêts à long terme et à faible intérêt : a) lorsque la capacité de remboursement du pays requérant ne ferait aucun doute; b) lorsqu'on pourrait raisonnablement penser que le projet bénéficiant d'une aide produirait à bref délai un revenu rémunérateur.

85. Les gouvernements qui soutiennent que le Fonds spécial ne devrait accorder de dons qu'à titre exceptionnel ont cité certains cas où, à leur avis, cette forme d'assistance serait justifiée : le Gouvernement du Brésil envisage le cas d'un pays qui se trouverait dans l'impossibilité de rembourser un emprunt qui lui aurait été consenti à des conditions favorables à l'origine; le Gouvernement de la Pologne mentionne des situations exceptionnelles : catastrophes naturelles par exemple. Le Gouvernement de la Tchécoslovaquie recommande de n'accorder de dons qu'après un examen approfondi des circonstances qui justifient cette mesure. Le Gouvernement de l'Italie préférerait que le Fonds spécial n'accorde de dons que pour favoriser la constitution d'un capital social et la prospection des ressources naturelles. En outre, selon ce gouvernement, le pourcentage réservé aux dons ne devrait pas dépasser un tiers du capital du Fonds; on pourrait cependant prévoir que les dons accordés seraient automatiquement convertis en prêts si les opérations financées étaient couronnées de succès ou si la situation économique générale du pays bénéficiaire justifiait une telle mesure à un moment donné.

Combinaison de dons et de prêts

86. Dans son rapport, cité par le Gouvernement des Pays-Bas, le Groupe spécial d'experts<sup>54/</sup> a émis l'idée qu'un don du Fonds spécial pourrait se combiner avec un prêt accordé par la Banque internationale ou par une autre institution de crédit; une telle combinaison de don et de prêt permettrait d'obtenir un taux d'intérêt adéquat pour l'opération prêt-don envisagée dans son ensemble. Les Gouvernements de la Bolivie, du Chili, de l'Ethiopie, de la Finlande, d'Israël et des Pays-Bas ont approuvé cette formule. De l'avis du Gouvernement de la Bolivie, le Fonds spécial devrait, dans certains cas, combiner son intervention avec celle d'autres institutions de crédit. De l'avis du Gouvernement de l'Ethiopie, les dons du Fonds spécial devraient être coordonnés, dans la mesure du possible, avec les prêts régulièrement consentis par la Banque internationale. Le Gouvernement d'Israël émet l'avis qu'un don du Fonds spécial pourrait s'ajouter à un prêt de la Banque internationale dans certains cas : la Banque pourrait consentir des prêts à ses conditions habituelles si les risques étaient diminués du fait que le Fonds aurait accordé un don. Le Gouvernement du Danemark déclare, d'une manière plus générale, que le Fonds devrait agir en collaboration étroite avec la Banque. Le Gouvernement des Pays-Bas estime que la combinaison d'un don et d'un prêt est en elle-même logique et normale; cependant, d'après ce gouvernement, le Fonds ne devrait pas combiner des dons avec un nombre de prêts de la Banque si grand qu'il se trouve dans l'impossibilité de s'acquitter de son rôle dans des domaines où la Banque ne peut accorder de prêts. La tâche du Fonds spécial, ajoute ce gouvernement, sera d'aider non seulement les pays relativement peu développés, mais aussi, et même surtout, les pays les moins développés. Le Gouvernement de la Finlande pense que, si le Fonds est autorisé à accorder des dons, ceux-ci devront se combiner dans la mesure du possible avec des prêts du Fonds spécial ou d'une autre institution de crédit. Le Gouvernement de la Tchécoslovaquie estime que la combinaison de prêts de la Banque internationale avec des dons du Fonds spécial ne contribuerait pas à accélérer le développement

---

<sup>54/</sup> Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique,  
document A/2906, par. 31.

économique; au contraire, elle risquerait en fin de compte d'entraîner l'ajournement ou l'abandon de programmes déjà arrêtés. De plus, selon ce gouvernement, une politique de ce genre ne pourrait servir qu'à masquer les opérations de la Banque internationale, qui ne se font pas toujours, à son avis, dans l'intérêt des pays économiquement sous-développés. D'après le Gouvernement de la Yougoslavie<sup>55/</sup>, dans certains cas exceptionnels, le financement par le Fonds spécial de certaines entreprises de développement se fera parallèlement à des opérations financières qui emprunteront le canal d'un ou plusieurs moyens internationaux de financement; mais ces transactions sont de la compétence exclusive des gouvernements.

#### Prêts

87. Pour soutenir que le Fonds spécial doit pouvoir accorder des prêts, les Gouvernements de l'Arabie Saoudite, de la Chine, de l'Equateur, de la France, de la Libye, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie font valoir que cette faculté assurerait le renouvellement des ressources du Fonds ou, du moins, réduirait le besoin d'apports nouveaux. On a fait valoir en outre que, si le Fonds spécial était essentiellement un organisme de prêt et était ainsi assuré de récupérer les fonds avancés, il obtiendrait plus facilement des contributions et ne serait pas obligé de faire constamment des appels de fonds pour renouveler ses ressources (Equateur); on a fait valoir aussi qu'en adoptant cette formule, on s'assurerait que les pays bénéficiaires demanderont l'aide du Fonds pour des projets d'un assez grand intérêt (Pakistan); on a souligné, d'autre part, que l'octroi de dons portait atteinte au prestige des pays bénéficiaires (Haïti, Iran). Le Gouvernement d'Haïti a ajouté que les projets qui bénéficieront de l'aide du Fonds spécial ne produiront pas un revenu direct et immédiat qui permette d'assurer le service de la dette créée, mais qu'ils devront avoir pour effet, à la longue, d'augmenter le revenu national et d'améliorer la balance des paiements du pays bénéficiaire. Si les projets soumis au Fonds spécial n'ont pas cet effet, ils ne mériteront pas d'être financés par le Fonds. Si, au contraire, ils sont tels qu'on puisse en attendre un résultat positif, il n'y a aucune raison, d'après le Gouvernement haïtien, pour que le

---

<sup>55/</sup> En réponse à la question 5.

pays bénéficiaire n'accepte pas de rembourser le capital à très long terme (de 25 à 100 ans par exemple) et de payer un intérêt très modique; en outre, le système des dons est peu propre à inciter les pays à exécuter leurs projets selon des principes économiques sains. Le Gouvernement de Cuba est d'un avis analogue : les conditions des prêts seraient assez libérales pour qu'un pays qui se développe selon un programme bien conçu puisse y satisfaire sans grande difficulté.

Prêts à long terme et à faible intérêt

88. Les Gouvernements des pays suivants se déclarent expressément en faveur de prêts à long terme et à faible intérêt ou en parlent : Afghanistan, Belgique, Brésil, Birmanie, Ceylan, Chili, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Egypte, Grèce, Haïti, Iran, Indonésie, Italie, Japon, Libye, Népal, Pakistan, Pologne, République Dominicaine, Syrie, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Viet-Nam (République du) et Yougoslavie. Le Gouvernement de la Colombie estime que des prêts à intérêt normal risqueraient d'empêcher beaucoup de pays de recourir à la nouvelle source de financement offerte par le Fonds spécial, car leur économie ne serait pas en mesure d'absorber les capitaux prêtés dans ces conditions. A la différence de ce qui se produit pour d'autres organismes internationaux, ajoute le Gouvernement colombien, les Etats membres du Fonds spécial ne compteront pas sur le remboursement de leur contribution, mais poursuivront une politique d'aide économique aux pays sous-développés; aussi conviendrait-il de donner la préférence aux prêts à très faible intérêt et aux dons. Les Gouvernements du Chili, d'Haïti et de la Yougoslavie ne pensent pas que l'octroi de prêts à faible intérêt fera concurrence aux opérations de la Banque internationale. Les projets financés par la Banque diffèrent de ceux qui seront financés par le Fonds (Ceylan et Chili). Le Fonds spécial ne financera pas de projets qui pourront être financés par les institutions existantes (Yougoslavie); ses opérations de prêts ne feront donc pas une concurrence déloyale aux entreprises commerciales. Comme les prêts accordés par le Fonds spécial ne feront jamais l'objet d'émissions sur le marché, le Gouvernement d'Haïti pense qu'il n'y a aucun danger que les conditions spéciales de ces prêts



portent atteinte aux opérations de la Banque ou découragent les bailleurs de fonds habituels. Le Gouvernement birman est partisan de prêts à faible intérêt parce qu'à son avis les entreprises que le Fonds spécial financera mettront longtemps à porter tous leurs fruits et seront au début d'un petit rapport. Le Gouvernement de la Tunisie pense que, en fixant le montant des investissements d'infrastructure nécessaires à la réalisation des programmes de développement, le Fonds spécial devrait chercher à obtenir de la Banque internationale ou d'autres institutions financières de crédit l'engagement de continuer à financer le restant du programme par la voie de prêts normaux.

89. Les gouvernements de cinq pays (Bolivie, Espagne, Ethiopie, Libye, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie) sont favorables à des prêts sans intérêt ou en envisagent la possibilité. La Libye indique qu'elle se propose d'entreprendre certains projets rentables (production et distribution d'électricité, par exemple) pour lesquels un prêt sans intérêt remboursable en vingt ans constituerait une méthode de financement satisfaisante. Le Gouvernement de l'Ethiopie envisage, comme première méthode de financement par des prêts, l'octroi de prêts qui ne porteraient pas intérêt et seraient remboursables dans la monnaie dans laquelle ils auraient été accordés. La Yougoslavie prévoit également comme méthode possible de financement l'octroi de prêts à moyen et à long terme, sans intérêt.

90. Les Gouvernements de l'Australie, de la Chine, de l'Ethiopie, de l'Inde, d'Israël, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas et du Royaume-Uni sont opposés au principe des prêts à faible intérêt, alors que, de l'avis du Gouvernement du Danemark, pour savoir si l'assistance du Fonds spécial pourra être dispensée sous la forme de dons et sous celle de prêts accordés dans des conditions non conformes aux pratiques commerciales normales, et dans quelle mesure elle devra l'être, on devra tenir compte de l'expérience que cet organisme aura acquise au cours de ses opérations. De l'avis du Gouvernement australien, il est difficile de voir comment le Fonds spécial pourrait consentir des prêts à faible intérêt sans réduire à néant ou sans menacer les normes établies par la Banque internationale. De l'avis du Gouvernement du Royaume-Uni, les prêts devront être

consentis au même taux d'intérêt et pour la même durée que les prêts comparables de la Banque internationale; si l'on ne s'en tenait pas aux taux d'intérêt ordinaires et aux délais de remboursement habituels, il en résulterait des difficultés lorsqu'il s'agirait de fixer l'amplitude de l'écart, pour laquelle on ne pourrait invoquer aucun principe bien établi. Le Gouvernement des Pays-Bas estime, de même, que le Fonds spécial ne devrait pas consentir de prêts sans intérêt ni de prêts à un taux d'intérêt dont on considérerait, tout bien pesé, qu'il n'est ni souhaitable ni justifié; en effet, s'il ne s'agit pas d'un don, aucune opération de financement ne doit perdre le caractère d'un prêt. Selon le Gouvernement de l'Inde, il n'y aura pas lieu d'offrir des taux d'intérêt privilégiés puisque les prêts seront remboursables en monnaie locale pour des périodes assez longues. Les prêts à plus long terme comptent aussi parmi leurs partisans le Gouvernement néo-zélandais (qui souhaite des taux comparables à ceux de la Banque internationale) et le Gouvernement israélien (qui préconise un taux normal).

91. Le Gouvernement de l'Ethiopie estime qu'en plus des prêts sans intérêt remboursables dans la monnaie dans laquelle ils ont été versés, le Fonds spécial devrait consentir des prêts portant intérêt aux taux habituels et remboursables en monnaie nationale. Dans toute la mesure du possible, les taux d'intérêts et conditions d'amortissement devraient correspondre à ceux que la Banque internationale pratiquera à l'époque du prêt. Pour les motifs invoqués par le Président de la Banque internationale<sup>56/</sup>, le Gouvernement de l'Ethiopie soutient qu'il ne faudrait pas accorder de prêts à faible intérêt, c'est-à-dire à un taux d'intérêt inférieur à celui que demandent la Banque ou d'autres prêteurs. Le Gouvernement de la Chine souligne en particulier que, si le Fonds ne consent que des prêts à faible intérêt, il ne pourra opérer que dans les limites de ses ressources propres; au contraire, s'il peut accorder des prêts à taux d'intérêt plus élevés, c'est-à-dire au taux "normal" ou taux du marché, il pourra accroître ses ressources en empruntant sur le marché et prêter à son tour les capitaux qu'il aura empruntés. Selon ce gouvernement, pour un pays en voie de développement, la possibilité de se procurer des capitaux est souvent une question plus importante que celle du taux d'intérêt, surtout lorsque ce taux n'est pas supérieur à celui du marché; le Gouvernement de la Chine estime par conséquent que le Fonds spécial ne devrait pas s'engager à ne pratiquer que des taux d'intérêt faibles.

<sup>56/</sup> Lettre adressée à M. Raymond Scheyven, reproduite dans le document A/C.2/187 du 28 octobre 1955, p. 6 à 8.

92. En ce qui concerne les conditions des prêts, les Gouvernements du Cambodge, de l'Equateur, de l'Ethiopie, de la France, d'Israël, des Pays-Bas et de la Yougoslavie soulignent la nécessité de prévoir une grande souplesse. Selon le Cambodge, l'Equateur, l'Ethiopie et la Yougoslavie, les conditions et modalités des prêts seraient déterminées compte tenu des caractéristiques de chaque projet (durée de l'amortissement, degré de rentabilité) ainsi que de la situation économique générale du pays intéressé (Yougoslavie).

93. De l'avis du Gouvernement des Pays-Bas, il importe que les conditions fixées ne soient pas modifiées ultérieurement. Les Gouvernements de l'Equateur, du Pakistan et du Royaume-Uni partagent cette opinion. Les Gouvernements de l'Ethiopie et de la Nouvelle-Zélande pensent de même que les conditions d'un prêt ne doivent pas être susceptibles d'être négociées; de l'avis du Gouvernement néo-zélandais, on pourrait cependant faire une exception pour les prêts remboursables dans une monnaie autre que la monnaie nationale; dans ce cas, le Fonds spécial devrait avoir le droit, quand le pays emprunteur a des difficultés de paiements, d'accepter le remboursement en monnaie nationale. Le Gouvernement éthiopien est également partisan d'une clause en vertu de laquelle les Etats emprunteurs auraient le droit de demander à la Conférence générale du Fonds la revision des conditions de prêt au cas où des circonstances imprévues rendraient ces conditions trop onéreuses. Le Gouvernement de la Tchécoslovaquie déclare que le Fonds spécial devrait aussi envisager la possibilité de différer le remboursement au cas où un pays sous-développé se trouverait aux prises avec des difficultés économiques. De l'avis du Gouvernement de l'Espagne, on devrait fixer des règles précises pour empêcher que le service de l'emprunt n'impose une charge trop lourde au pays débiteur; à ce propos, il serait bon d'envisager une clause autorisant à suspendre pour une courte durée - un an au plus peut-être - le service de l'emprunt, si le pays débiteur éprouvait beaucoup de difficultés à équilibrer sa balance des paiements. Le Gouvernement de la Birmanie estime que les prêts devraient être accordés aux conditions les plus libérales possibles, comme l'a recommandé le Comité des Neuf. Selon le Gouvernement de la Syrie, les conditions prévues pour le remboursement des prêts devraient être établies de façon à tenir

compte de la situation économique de l'Etat emprunteur et de sa capacité à rembourser; les conditions en question devraient être rendues assez souples, pour permettre un allègement des obligations du débiteur dans tous les cas où un remboursement intégral et ponctuel porterait atteinte à la situation économique de l'Etat emprunteur.

94. Quelques gouvernements examinent en détail la question des taux d'intérêt et des modalités de remboursement : selon la République du Viet-Nam, le taux d'intérêt ne devrait pas dépasser 2 pour 100; selon la Thaïlande, 3 pour 100. Le Gouvernement de la Tchécoslovaquie envisage des taux allant jusqu'à 2,5 pour 100 et le Gouvernement d'Haïti propose de ne prévoir un intérêt qu'après quelques années et de le calculer selon des taux progressifs, de 1/2 à 2 pour 100 par exemple. Le délai de remboursement pourrait être de 20 ans ou plus (Thaïlande), de 20 à 50 ans avec remboursement commençant à partir de la cinquième année (République du Viet-Nam), de 25 à 30 ans (Iran) et de 25 à 100 ans (Haïti).

#### Prêts remboursables en monnaie nationale

95. Les Gouvernements des pays suivants : Birmanie, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Equateur, Espagne, Ethiopie, Haïti, Inde, Indonésie, Israël, Italie, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Syrie, Tchécoslovaquie et Union des Républiques socialistes soviétiques adoptent une attitude favorable à la proposition du Groupe spécial d'experts en ce qui concerne cette nouvelle forme de financement<sup>57/</sup>. Le Gouvernement de l'Ethiopie spécifie toutefois que des prêts de ce genre devraient être consentis dans les mêmes conditions que ceux de la Banque internationale. Les Gouvernements d'Haïti, du Pakistan et des Pays-Bas n'accepteraient que les prêts soient remboursables en monnaie nationale que dans des circonstances particulières. D'autre part, de l'avis du Gouvernement de la Syrie, les emprunts à long terme et à faible intérêt devraient être remboursables en monnaie locale toutes les fois que les circonstances le permettraient. De

---

<sup>57/</sup> Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, document A/2906, par. 32.

l'avis du Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, les prêts accordés aux pays sous-développés par le Fonds spécial pourraient être remboursables dans la monnaie du débiteur. Le Gouvernement du Pakistan exprime l'avis que les sommes en monnaies nationales provenant du remboursement des prêts et du paiement des intérêts devraient pouvoir être converties au bout d'une période convenue, qui devrait être d'une durée raisonnable. Pour le Gouvernement de la Thaïlande en revanche, le versement des intérêts et le remboursement du principal devraient se faire dans la même monnaie que le prêt.

96. Parmi les avantages que présentent les prêts remboursables en monnaie nationale, le Gouvernement de la Colombie souligne que le remboursement dans cette monnaie n'aurait pas l'inconvénient d'augmenter le montant de la dette extérieure d'un pays et de grever davantage encore sa balance des paiements. D'après ce gouvernement, les prêts en monnaie locale encouragent incontestablement l'épargne et, en concourant à la formation de l'infrastructure sociale et économique indispensable au développement, contribueront à augmenter le crédit extérieur des pays sous-développés. De l'avis du Gouvernement de l'Espagne, le Fonds spécial devrait envisager la possibilité de consentir aux pays sous-développés des prêts moyennant intérêt, remboursables en monnaie locale, chaque fois que des prêts de cette nature pourraient servir à produire davantage pour l'exportation ou pour remplacer les importations. Le Gouvernement de l'Inde est opposé à ce que le Fonds consente des prêts remboursables en monnaies étrangères, même à des taux d'intérêt privilégiés, parce que des prêts de ce genre diminuent le crédit des pays bénéficiaires et entraînent un chevauchement avec le rôle de la Banque internationale. En revanche, le Gouvernement de l'Inde n'est pas opposé à l'octroi de prêts remboursables en monnaie nationale, surtout lorsque le pays intéressé préférerait cette forme d'assistance. Les prêts en monnaie nationale devraient être consentis pour des périodes assez longues, mais non pas nécessairement, d'après le Gouvernement de l'Inde, à des taux privilégiés. Il ajoute que les sommes qui proviendront du remboursement de ces prêts (versements effectués au titre de l'amortissement ou au titre des intérêts) pourraient être prêtées à nouveau ou accordées à titre de don au pays intéressé, à condition que le pays effectuant le remboursement accepte

qu'on utilise ces sommes pour apporter une assistance à d'autres pays; dans ce dernier cas, les conditions de convertibilité, etc., devraient être identiques à celles qui seraient appliquées aux contributions des Etats au Fonds spécial. De l'avis du Gouvernement d'Israël, lorsque les entreprises ne seront amortissables que par des recettes en monnaie nationale, il semble que l'on pourrait normalement envisager que le Fonds consente des prêts remboursables dans cette monnaie. Le Gouvernement de la Birmanie a noté avec un vif intérêt l'idée, émise par le Groupe spécial d'experts<sup>58/</sup>, que les gouvernements bénéficiaires pourraient être invités à verser des contributions supplémentaires en monnaie locale, au lieu de rembourser les prêts en monnaies locales.

97. D'après le Gouvernement de la Chine, un argument d'ordre économique milite contre le remboursement des prêts en monnaie nationale : il est à craindre que les fonds prêtés dans ces conditions ne se trouvent bloqués dans le premier pays emprunteur et ne puissent redevenir disponibles pour d'autres pays sous-développés; si l'on veut que le capital du Fonds spécial serve tour à tour au développement économique des pays sous-développés, il faut qu'il conserve dans toute la mesure du possible le caractère d'un fonds de roulement constitué en monnaies convertibles. D'après le même gouvernement, la chose ne sera possible que si les prêts consentis par le Fonds sont remboursés en monnaies convertibles; néanmoins, la formule des prêts remboursables en monnaie locale pourrait être appliquée dans certains cas, par exemple lorsqu'une entreprise est financièrement rentable sans constituer pour autant, directement ou indirectement, une source adéquate de recettes en devises. D'autre part, toujours d'après le Gouvernement chinois, si un pays emprunteur éprouve beaucoup de difficultés à équilibrer sa balance des paiements, il devrait être autorisé, soit à verser le montant de l'amortissement et des intérêts en monnaie locale, soit à payer les intérêts seulement en monnaie locale, soit encore à payer les intérêts et une partie des versements d'amortissement en monnaie locale.

---

<sup>58/</sup> Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique,  
document A/2906, par. 33.

98. Le Gouvernement de la Tchécoslovaquie émet l'avis qu'en plus du remboursement en monnaie nationale, il faudrait prévoir, au moment de la négociation des prêts, des plans de remboursement à long terme, sous forme de livraisons de produits du pays emprunteur, ce qui contribuerait au développement des échanges internationaux<sup>59/</sup>. Une proposition analogue a été présentée par le Gouvernement de l'Espagne, lequel est convaincu que cette formule aurait aussi l'avantage de ne pas mettre en concurrence le Fonds spécial et la Banque internationale, puisque les prêts moyennant intérêt accordés par le Fonds seraient remboursés non pas en espèces mais en nature, sous forme d'une certaine quantité de marchandises que le pays bénéficiaire s'engagerait à remettre au Fonds spécial dans des délais déterminés; les accords concernant ces prêts devraient stipuler que les paiements en nature ne seraient pas effectués dès la réception du prêt, mais seulement lorsque le pays intéressé aurait eu le temps d'intensifier la production des marchandises avec lesquelles il devra rembourser le Fonds spécial.

#### Fonds de contrepartie

99. De l'avis du Gouvernement de l'Espagne, les dons et prêts du Fonds spécial ne devraient pas donner lieu à une contrepartie dans le pays donataire ou emprunteur, quand bien même cette contrepartie serait destinée à financer le développement de ce pays; en effet, l'aide du Fonds spécial devra servir pour une grande part à importer des biens d'équipement, à quoi il faut ajouter le volume des investissements effectués sur place par le pays en question; si on ajoutait à ces investissements des fonds de contrepartie, on risquerait de créer des pressions inflationnistes qui nuiraient au développement du pays bénéficiaire.

#### Autres méthodes possibles d'utilisation des ressources

100. Le Gouvernement de la République du Viet-Nam<sup>60/</sup> déclare que le rôle du Fonds spécial serait également de garantir des prêts consentis par des particuliers, par des Etats ou par d'autres organisations financières internationales. Le

---

<sup>59/</sup> Cette suggestion est reprise dans la réponse à la question 8.

<sup>60/</sup> En réponse à la question 1.

Gouvernement de l'Equateur attire tout particulièrement l'attention sur les méthodes, qu'il qualifie de suggestives et d'intéressantes, qui sont indiquées aux alinéas b) et d) du paragraphe 37 du rapport du Groupe spécial d'experts<sup>61/</sup>. Ces propositions prévoient l'utilisation des ressources du Fonds spécial en vue de faciliter et de développer les garanties du crédit à l'exportation et l'utilisation des ressources du Fonds à titre de fonds de garantie pour l'émission de titres publics nationaux à l'intérieur des pays sous-développés, en vue du financement de programmes ou de projets de développement. Le Gouvernement de la Norvège, en revanche, juge moins idoines les formes d'assistance indiquées au paragraphe 37 du rapport des experts, notamment la proposition a) concernant "l'utilisation des ressources du Fonds spécial pour réduire au moyen de subventions les taux d'intérêt que les pays sous-développés doivent payer sur les prêts de la Banque internationale ou sur les prêts émanant d'autres institutions de crédit". Il serait bien préférable, d'après ce gouvernement, d'alléger le fardeau que les intérêts représentent pour les pays en question en combinant les dons et les prêts du Fonds spécial comme il est indiqué au paragraphe 31 du rapport des experts. En ce qui concerne la proposition b), concernant "l'utilisation des ressources du Fonds spécial en vue de faciliter et de développer les garanties du crédit à l'exportation", comme il s'agit là d'un moyen artificiel de favoriser les exportations, elle pourrait avoir à la longue, selon le Gouvernement norvégien, des conséquences moins heureuses; si les ressources du Fonds spécial doivent être utilisées à cette fin, il faudrait que la garantie du crédit soit limitée à une somme raisonnable. De son côté, le Gouvernement de l'Espagne pense que l'idée d'utiliser les ressources du Fonds spécial pour financer les prêts à moyen terme que les pays développés accordent à l'exportation, n'est pas compatible avec la mission du Fonds, puisque la chose reviendrait, en réalité, à aider les pays développés et non les pays sous-développés.

---

<sup>61/</sup> Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, document A/2906, p. 11.



Autres suggestions

101. Le Gouvernement du Brésil<sup>62/</sup> fait une autre suggestion au sujet de l'utilisation des ressources du Fonds par les pays bénéficiaires : le pays bénéficiaire pourrait être obligé d'utiliser les fonds accordés dans des délais déterminés, sous peine de se les voir retirer, afin d'éviter des perturbations dans l'utilisation des ressources du Fonds.

5. Relations entre le Fonds spécial, l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées <sup>63/</sup>

Quarante-neuf gouvernements ont présenté des observations sur cette question.

102. De l'avis des Gouvernements du Canada, de l'Egypte, de la France, de l'Inde, de l'Indonésie, du Pakistan et de la République du Viet-Nam, le Fonds spécial envisagé devrait être une institution spécialisée, c'est-à-dire un organisme indépendant relié à l'Organisation des Nations Unies conformément aux Articles 57 et 63 de la Charte. Le Gouvernement de la République du Viet-Nam ajoute que le Fonds spécial devrait avoir le même statut que les autres institutions spécialisées, telles que la FAO, l'OIT, la Banque internationale, l'UNESCO, etc. D'autres Gouvernements, savoir ceux de l'Afghanistan, du Chili, de la Pologne, de la Syrie, de la Tchécoslovaquie, de la Tunisie, de la Turquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, envisagent un organe, une organisation ou un organisme indépendant ou autonome créé dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies ou étroitement relié à elle. Enfin, un autre groupe de Gouvernements - Arabie Saoudite, Brésil, Haïti, et Pays-Bas - analysant la mesure dans laquelle le Fonds spécial devrait coopérer avec les organisations existantes, déclarent que ce Fonds devrait être indépendant ou qu'en ce qui concerne sa politique et ses opérations, la décision finale devrait appartenir à un organe indépendant. Le

---

<sup>62/</sup> Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, document A/2906, page 11

<sup>63/</sup> On trouvera dans les sections 6 et 7 un résumé des opinions sur les relations formelles qui s'exprimeraient dans la structure du Fonds spécial (représentation d'autres institutions dans les organes du Fonds, etc.) ou dans la procédure d'évaluation des projets.

Gouvernement de la Yougoslavie rappelle la raison donnée par le Comité des Neuf<sup>64/</sup> pour que le Fonds spécial soit une institution distincte : assurer au Fonds une participation aussi large que possible; de l'avis de ce gouvernement, il n'est pas possible de répondre à cette exigence essentielle en faisant appel aux organismes directeurs de la Banque internationale ou du Fonds monétaire international, ni à l'Assemblée générale ou au Conseil économique et social. Les autres gouvernements qui estiment que le Fonds devrait jouir d'un statut indépendant dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies sont ceux de l'Autriche, de Ceylan, de l'Italie de la République Dominicaine, de la Suisse et de la Thaïlande. Les Gouvernements de la Belgique, de la Birmanie, de la Bolivie, de la Chine, de la Colombie, de la République de Corée, du Danemark, de l'Equateur, de l'Espagne, de l'Ethiopie, du Japon, de la Norvège et du Royaume-Uni rappellent les recommandations du Groupe spécial d'experts qui envisagent une administration distincte dans le cadre des Nations Unies. De même, le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande recommande que le Fonds spécial soit une administration distincte dans le cadre de l'Organisation. Le Gouvernement de la Belgique déclare expressément que le Fonds envisagé devrait avoir un caractère autonome, sans prendre cependant la forme ni l'ampleur d'une institution spécialisée, à ses débuts tout au moins. Selon le Gouvernement de la Bolivie également, le Fonds spécial ne devrait pas avoir, à proprement parler, le caractère d'une institution spécialisée. Cette surveillance s'exercerait par l'intermédiaire du Conseil économique et social (Egypte, Japon, Pakistan). Le Gouvernement de l'Italie est d'avis que c'est le Conseil économique et social qui devrait être chargé de diriger la politique du Fonds. Selon le Gouvernement de la Yougoslavie, la compétence de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et d'autres organes des Nations Unies en ce qui concerne le Fonds spécial devrait être définie avec précision dans les statuts du Fonds, qui seraient approuvés par l'Assemblée générale; le Fonds spécial devrait présenter un rapport annuel sur son activité au Conseil économique et social, qui le transmettrait pour

---

<sup>64/</sup> Rapport sur un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, document E/2381, paragraphe 150.

examen à l'Assemblée générale avec ses propres observations. Le Gouvernement de la Norvège estime que le Fonds devrait constituer un des rouages du mécanisme des Nations Unies pour l'assistance aux pays sous-développés. Le Gouvernement de la Belgique déclare que le Directeur général du Fonds devrait faire rapport chaque année au Conseil économique et social et que ce rapport devrait être discuté conjointement avec ceux de la Banque internationale et des autres institutions spécialisées.

Le Fonds spécial, partie intégrante du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

103. Deux Gouvernements, ceux de la France et d'Israël, pensent que le Fonds spécial envisagé pourrait, tout au moins au début (France), faire partie intégrante du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Le Gouvernement français est d'avis que le Fonds spécial pourrait, au départ, être géré par l'Organisation des Nations Unies; il est toutefois évident, ajoute-t-il, que si les ressources du Fonds s'accroissent, son rôle et son importance deviendront considérables; il serait alors nécessaire de prévoir la création d'une institution spécialisée distincte de l'Organisation des Nations Unies et disposant d'organes délibératifs et administratifs propres, mais reliée à l'Organisation des Nations Unies par l'accord approprié pour une institution spécialisée. De l'avis du Gouvernement israélien, en vue d'éviter l'expansion peu souhaitable de la bureaucratie internationale et d'utiliser au mieux les ressources existantes, le Fonds spécial devrait constituer un service particulier du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies; il conviendrait cependant de garantir une indépendance assez large aux opérations du Fonds ainsi qu'à sa politique économique et financière. D'après le même gouvernement, l'Administration de l'assistance technique et les commissions économiques régionales offrent à cet égard les meilleurs exemples du genre de relations envisagées avec le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Relations entre le Fonds et d'autres institutions ou administrations

104. Les Gouvernements suivants<sup>65/</sup> : Afghanistan, Allemagne (République fédérale d'), Arabie Saoudite, Australie, Autriche, Belgique, Birmanie, Bolivie, Brésil, Cambodge, Canada, Ceylan, Chili, Colombie, Corée (République de), Costa-Rica, Danemark, Equateur, Espagne, Ethiopie, Finlande, France, Grèce, Haïti, Inde, Indonésie, Iran, Israël, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Pologne, République Dominicaine, Royaume-Uni, Suisse, Syrie, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Tunisie et Turquie préconisent des relations étroites, une coopération ou une liaison avec les administrations de l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées. Certains de ces gouvernements précisent les raisons pour lesquelles une coopération étroite avec les autres institutions des Nations Unies est souhaitable. Les Gouvernements de la Bolivie, du Canada, de Ceylan, du Japon, de la Suisse et de la Thaïlande font une observation d'ordre général : la coopération est nécessaire pour éviter que l'activité du Fonds ne fasse double emploi avec les attributions des organisations existantes. De l'avis du Gouvernement japonais, cette considération est d'autant plus importante que le Fonds demande des contributions à des gouvernements qui contribuent déjà largement aux programmes de l'Organisation des Nations Unies et des divers organes qui y sont reliés. De l'avis du Gouvernement de la Belgique, la complexité des programmes, qui concourent au développement économique des pays sous-développés, détermine forcément une répartition d'activités entre des institutions diverses et complémentaires de l'ONU et impose des dispositions de coordination. D'autres gouvernements font ressortir les avantages qui découleraient d'une bonne coordination; elle permettrait tout d'abord d'assurer une utilisation plus complète et meilleure de l'assistance technique. Le Gouvernement du Cambodge insiste tout particulièrement sur ce point : le Fonds spécial doit être une caisse d'équipement qui soutienne l'action des institutions spécialisées. Par exemple, lorsque l'assistance technique de la FAO est sollicitée pour l'étude et la mise en place d'un centre d'élevage, le Fonds spécial

<sup>65/</sup> Sont également partisans de cette coordination les Gouvernements (Chine et Norvège) qui approuvent la formule suggérée par le Groupe spécial d'experts, notamment la proposition tendant à créer un comité conjoint composé du Directeur général du Fonds spécial, du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et du Président de la Banque internationale. D'autres gouvernements recommandent une coopération étroite en ce qui concerne l'évaluation des projets (Viet-Nam (République du) et Yougoslavie) (voir les sections 6 et 7 ci-après). /...

pourrait assurer le financement nécessaire à la réalisation de ce centre; cette action commune (assistance technique d'une institution spécialisée accompagnée de l'assistance financière nécessaire à la réalisation complète du projet) serait d'autant plus utile actuellement qu'une tendance semble se manifester chez certaines nations qui accordent directement leur aide à lier l'octroi de leur assistance financière à l'octroi de l'assistance technique correspondante (ce qui, à la longue, rendrait très difficile le recours des pays sous-développés à l'assistance technique des institutions spécialisées). De même les Gouvernements de la Bolivie, du Chili, d'Israël, de l'Italie et des Pays-Bas insistent sur la nécessité de relier les opérations du Fonds spécial à l'assistance technique. Le Gouvernement chilien fait observer que parfois les travaux des experts de l'assistance technique n'atteignent pas les objectifs visés parce que les mesures proposées exigent au préalable des investissements d'infrastructure. Le Gouvernement de l'Afghanistan fait observer que les experts des institutions spécialisées pourraient renseigner le Fonds spécial sur les sommes nécessaires à la mise en oeuvre des projets de développement; le Fonds pourrait alors aider à financer ces projets. Le Gouvernement italien est d'avis que le Fonds devrait intégrer ses opérations à celles de la Banque internationale en accordant des prêts à long terme, et à celles du programme d'assistance technique en complétant l'aide donnée dans le cadre de ce programme par une aide plus poussée et plus concentrée dans chaque région déterminée. Selon le Gouvernement de l'Autriche, il serait bon d'échelonner dans le temps les diverses formes d'assistance : par exemple, le Fonds pourrait, au départ, aider un pays sous-développé et préparer ainsi la voie à l'aide de la Banque internationale. Un certain nombre de Gouvernements - Afghanistan, Ceylan, Chili, Indonésie, Japon, Pays-Bas et Syrie - ajoutent que le Fonds a tout intérêt à utiliser l'expérience, la compétence, les connaissances et l'assistance d'autres organismes, ou à s'inspirer de l'ensemble des travaux effectués par les différentes institutions internationales (Inde).

105. Les institutions et administrations avec lesquelles les gouvernements recommandent que le Fonds spécial coopère sont les suivantes : Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Société financière internationale, Fonds monétaire international, Bureau de l'assistance technique,

Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, Administration de l'assistance technique, Commissions économiques régionales, Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation mondiale de la santé, Organisation internationale du Travail et Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Tous les gouvernements énumérés au paragraphe précédent mentionnent les institutions spécialisées en général et les suivantes en particulier.

a) Banque internationale pour la reconstruction et le développement,  
Société financière internationale et Fonds monétaire international

106. Les Gouvernements des pays suivants soulignent la nécessité d'une coopération avec la Banque internationale : Afghanistan, Australie, Autriche, Bolivie, Canada, Chili, Danemark, Corée (République de), Equateur, Espagne, Ethiopie, Finlande, Haïti, Inde, Israël, Italie, Pays-Bas, République Dominicaine, Royaume-Uni, Syrie et Tchécoslovaquie. Comme on l'a vu, le Gouvernement de l'Italie estime que le Fonds devrait intégrer ses opérations à celles de la Banque internationale en accordant des prêts à long terme<sup>66/</sup>. D'après le Gouvernement d'Israël, le Fonds devrait entretenir les relations les plus étroites avec les services techniques de la Banque pour profiter de la connaissance qu'elle a de la structure économique des pays en voie de développement et de la vaste expérience qu'elle a acquise dans l'évaluation de la situation économique et financière. De même, le Gouvernement des Pays-Bas estime, en ce qui concerne les relations avec la Banque internationale, que le Fonds devrait pouvoir utiliser sans réserve la documentation unique que la Banque possède sur l'économie des pays sous-développés en général et sur les problèmes et la technique du financement en particulier. La Société financière internationale est mentionnée par les Gouvernements de l'Afghanistan, de l'Autriche, de l'Italie et de la Syrie; le Fonds monétaire international par l'Autriche, le Chili, la République de Corée, la République Dominicaine, Haïti et l'Inde.

b) Autres institutions spécialisées

107. Les Gouvernements du Cambodge, de la Colombie, de la République de Corée<sup>67/</sup>, de la Grèce, d'Haïti, de l'Inde, d'Israël, de la Tchécoslovaquie et de la Tunisie, mentionnent l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture. L'exemple

<sup>66/</sup> Voir aussi le paragraphe 86, section 4 : "Combinaison de dons et de prêts".

<sup>67/</sup> En réponse à la question 8.

d'action commune par le Fonds spécial et la FAO cité par le Gouvernement du Cambodge a été rapporté plus haut. Le Gouvernement d'Israël pense que, plus que toute autre organisation, la FAO devrait jouer un rôle important dans l'activité du Fonds spécial, puisque le développement et la modernisation de la structure agricole des pays sous-développés seront sans doute au premier rang des préoccupations de ceux qui seront chargés d'utiliser au mieux les ressources financières disponibles. L'Organisation mondiale de la santé est mentionnée par les Gouvernements de la Colombie et d'Haïti; l'UNESCO par ceux d'Haïti, de la Tchécoslovaquie et de la Tunisie; l'OIT par ceux d'Haïti et de l'Italie. Le Gouvernement italien estime que le Fonds devrait collaborer avec l'OIT à la solution de problèmes déterminés qui ne peuvent pas être résolus par d'autres institutions et organisations - par exemple, les problèmes d'émigration, de mouvements de populations, de localisation des industries, etc.

c) Les organes de l'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies

108. Comme on l'a vu, un certain nombre de gouvernements sont en faveur d'une liaison étroite avec l'assistance technique. Les Gouvernements de l'Afghanistan, de l'Autriche, du Cambodge, du Canada, du Chili, de la Colombie, du Danemark, d'Haïti, de l'Inde, d'Israël, de l'Italie, du Japon, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la Syrie et de la Tchécoslovaquie mentionnent en particulier le Bureau de l'assistance technique ou l'Administration de l'assistance technique. De l'avis du Gouvernement d'Israël, le BAT est l'organisme dont l'activité devrait être le plus étroitement liée à celle du Fonds spécial; le Programme élargi d'assistance technique vise essentiellement à fournir des services d'experts aux pays en voie de développement et doit donc être considéré comme le complément normal des investissements ou des dons faits en vue du développement.

d) Le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et les commissions économiques régionales

109. Les Gouvernements de la France, de l'Inde, d'Israël et de la Syrie insistent sur les liens ou la collaboration qui devraient s'établir entre le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et le Fonds spécial. A ces gouvernements on peut ajouter les gouvernements suivants qui préconisent que le Fonds collabore avec l'Organisation des Nations Unies ou fasse appel aux services techniques de

l'Organisation : Brésil, Birmanie, Cambodge, Ceylan, Chili, Chine, Colombie, Equateur, Ethiopie, Haïti, Iran, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Pologne, Suisse, Royaume-Uni, Tchécoslovaquie, Thaïlande et Yougoslavie. Le Gouvernement de Cuba estime, de son côté, que le Fonds spécial ne devrait entretenir de relations avec d'autres organismes internationaux que par l'intermédiaire du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

110. En ce qui concerne les commissions économiques régionales, le Gouvernement de la Colombie suggère que, pour les projets d'intérêt régional, le Fonds spécial fasse appel au concours et à la documentation des commissions régionales compétentes. Le Gouvernement de l'Italie attribue aux commissions économiques régionales le même rôle que celui qui est envisagé pour l'OIT : collaborer à la solution de problèmes déterminés qui ne peuvent pas être résolus par d'autres institutions et organisations (voir ci-dessus le paragraphe 108, in fine). Le Gouvernement du Japon recommande que le Fonds spécial ait des rapports étroits avec les commissions régionales. Les Gouvernements de la Birmanie, du Chili et de l'Inde mentionnent également les commissions économiques régionales.

#### Degré et modalités de coopération avec les institutions spécialisées

111. Quant à la nature des liens ou au degré de coordination entre le Fonds spécial envisagé et les autres institutions, le Gouvernement de la Pologne pense qu'aucune des institutions spécialisées ne devrait occuper une position privilégiée par rapport au Fonds. De l'avis du Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, le Fonds spécial ne devrait pas dépendre de la Banque internationale ou de toute autre institution spécialisée. Pour le Gouvernement du Pakistan, le degré de collaboration entre le Fonds et les institutions spécialisées devrait être le même que celui qui existe entre les institutions spécialisées et l'Organisation des Nations Unies. Le Gouvernement de la Yougoslavie estime qu'étant donné la nature particulière des opérations du Fonds, il est impossible que celui-ci soit lié ou même intégré à l'une des institutions financières internationales existantes par des dispositions spéciales touchant son organisation. D'autres gouvernements soulignent la nécessité de maintenir le caractère indépendant du Fonds spécial dans le cadre des dispositions qui seront prises pour assurer sa coopération



avec d'autres organismes, puisque le Fonds aura des fonctions spéciales qui lui seront propres et qui différeront de celles de toute autre organisation (Brésil, Chili, Equateur, Haïti, Pays-Bas, Tchécoslovaquie). De l'avis de ces gouvernements, le Fonds ne devrait être subordonné à aucune des institutions avec lesquelles il doit collaborer. Le Gouvernement des Pays-Bas estime que les rapports du Fonds avec le programme d'assistance technique, les institutions spécialisées et la Banque internationale ne doivent pas l'empêcher de mener une existence indépendante; le Fonds serait responsable de son activité et aurait un rôle particulier à jouer, compte rendu de tous les intérêts en jeu; la Banque internationale oriente avant tout son activité d'après des normes commerciales; le Fonds spécial devra tenir compte d'éléments politiques et psychologiques qui n'influencent pas nécessairement l'activité d'autres organisations. Il faudrait établir une coopération très étroite entre le Fonds spécial et la Banque internationale, mais le Gouvernement néerlandais estime qu'il faudrait éviter que la Banque n'exerce une influence dominante sur la politique du Fonds spécial; toute décision de mise en oeuvre d'un projet d'assistance financière devra naturellement appartenir à l'organe directeur du Fonds. Le Gouvernement tchécoslovaque considère que le Fonds spécial devrait collaborer étroitement avec le Bureau de l'assistance technique et avec les institutions spécialisées, mais ne devrait en aucune manière être lié ou subordonné à ces institutions; cette considération vaut en particulier pour la Banque internationale, dont les principes sont entièrement différents et dont les opérations sont assez fréquemment dictées par la recherche du profit. Le Gouvernement de la Birmanie doute qu'il soit sage de vouloir lier étroitement le Fonds spécial à la Banque internationale, étant donné que celle-ci adopte pour choisir les projets qu'elle accepte de financer des critères assez différents de ceux que le Fonds spécial devra employer; en fait, c'est cette différence de critères qui a provoqué, tout au moins en partie, la demande de création d'un Fonds spécial. Le Gouvernement de la Turquie pense que les relations entre le Fonds et les institutions spécialisées devraient prendre la forme de consultations; étant donné que l'objet du Fonds spécial devrait être de faciliter les investissements dans les secteurs de l'économie qui ne sont pas du domaine d'activité de la Banque internationale, le Fonds ne devrait donc être lié à la Banque d'aucune manière. Le Gouvernement d'Israël estime que le Fonds spécial

devrait constituer un service particulier du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, mais qu'il faudrait absolument garantir l'indépendance de ses opérations ainsi que celle de sa politique économique et financière. Cette condition ne peut être réalisée que si le Fonds spécial dispose d'un groupe indépendant de fonctionnaires hautement qualifiés; en ce qui concerne les relations du Fonds spécial avec la Banque internationale, étant donné que les normes adoptées par la Banque pour l'octroi de prêts sont fondées sur des considérations strictement commerciales, le Gouvernement d'Israël croit bon de souligner que les décisions du Fonds spécial devraient être prises en toute indépendance et soustraites à toute influence directe de la Banque. Tout en ayant recours aux services du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, de la Banque internationale et des institutions spécialisées, il faudrait, de l'avis de ce gouvernement, que le Fonds soit habilité à formuler ses propres conclusions, à entreprendre ses propres opérations et à interpréter comme il l'entendra les avis obtenus d'autres sources. Le Gouvernement de la Norvège<sup>68/</sup> se prononce en faveur de la coopération et ajoute, en ce qui concerne le rôle de la Banque internationale, qu'il ne faut pas oublier que certains pays, qui ne sont pas membres de la Banque, pourraient se montrer disposés à participer au Fonds spécial. Par égard pour ces pays, on peut se demander s'il est souhaitable que la Banque joue dans les opérations du Fonds un rôle aussi important que le Groupe spécial d'experts le prévoit dans son rapport.

112. Les formes de collaboration que les gouvernements proposent sont les suivantes : échange de renseignements et coordination fonctionnelle par la représentation d'autres institutions dans les organes du Fonds spécial<sup>69/</sup> (à cet égard, les Gouvernements de la Belgique, de l'Equateur et de l'Espagne estiment que les suggestions du Groupe spécial d'experts sont satisfaisantes ou qu'elles peuvent être retenues; pour sa part, le Gouvernement de l'Ethiopie considère que les dispositions envisagées conviennent parfaitement), recours à l'expérience et aux services techniques d'autres institutions, enfin collaboration pour l'évaluation des projets. Le Gouvernement d'Israël pense que le Fonds spécial devrait obtenir

---

<sup>68/</sup> En réponse à la question 7.

<sup>69/</sup> Voir la section 6 ci-après.

des avis des institutions spécialisées exécutant des projets d'assistance technique dans les pays qui feront appel à son aide; les experts de ces institutions seront probablement les agents les mieux qualifiés pour aider le Fonds spécial à exécuter les projets qu'il entreprendra aux termes de son mandat. Les Gouvernements de l'Arabie Saoudite, de la Chine, du Brésil, d'Haïti, de l'Inde, d'Israël et des Pays-Bas déclarent expressément que le Fonds spécial devrait recourir aux services et au personnel techniques de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, ou devrait collaborer avec eux sur le plan technique. Selon le Gouvernement des Pays-Bas, le Fonds aura souvent à s'adresser à la Banque internationale, tant à propos des décisions relatives à tel ou tel projet que pour certaines questions d'administration ou d'exécution; pour l'administration et l'exécution des projets, le Fonds spécial devrait être en mesure de donner des directives aux organisations internationales intéressées. Le Gouvernement de la France estime que le Fonds devrait être en mesure de conclure des accords de coopération avec les diverses institutions spécialisées et les organisations compétentes en matière d'aide et d'assistance technique aux pays sous-développés. Le Gouvernement de la Colombie est d'avis que le Fonds spécial devra consulter les institutions spécialisées et que celles-ci devront prendre une part active aux discussions et aux études consacrées aux projets qui relèvent de leur compétence. Le Gouvernement de l'Italie pense qu'il faudrait créer un dispositif qui permettrait à chaque institution d'obtenir des renseignements sur l'activité des autres; en ayant connaissance des études, projets, etc., déjà établis, on éviterait la dispersion ou le déséquilibre de la répartition des moyens d'assistance. Le Gouvernement de la Syrie estime que le système de fonctionnaires de liaison serait particulièrement recommandable.

#### Autres suggestions

113. Pour faciliter la coopération avec les organismes des Nations Unies, les Gouvernements de la Norvège et des Pays-Bas recommandent que l'administration du Fonds spécial soit installée à New-York

## 6. Structure du Fonds spécial

Cinquante gouvernements ont présenté des observations sur cette question.

### Principes généraux

114. Il y a relativement peu de gouvernements qui aient fait des observations au sujet des principes généraux qui pourraient régir la structure et l'administration du Fonds spécial envisagé. Comme on le verra plus loin, en résumé, la plupart des gouvernements se préoccupent plutôt, à propos de la structure du Fonds spécial, de questions particulières. Les gouvernements qui ont fait des observations sur les principes généraux ont souligné les trois principes suivants : universalité et égalité des pays membres, nécessité d'éviter une nouvelle bureaucratie<sup>70/</sup> et souplesse de l'administration. Le Gouvernement de la Tchécoslovaquie, celui du Chili (égalité de représentation) et celui de la République de Corée ainsi que ceux de la Syrie (en réponse à la question No 2) et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques insistent sur le principe de l'universalité et de l'égalité de représentation des pays membres<sup>71/</sup>. Le Gouvernement tchécoslovaque considère que le Fonds spécial, son organisation et sa structure, devraient à tous égards être régis par les principes de l'Organisation des Nations Unies, c'est-à-dire en premier lieu par le principe de l'universalité et par celui de l'égalité absolue de tous les pays, grands ou petits, bénéficiaires ou contributeurs, indépendamment du montant de leur contribution. De l'avis de ce gouvernement, ces principes devraient s'appliquer à tous les organes du Fonds ainsi qu'aux votes qui y auraient lieu. De l'avis du Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, le Fonds spécial devrait être organisé suivant le principe de l'égalité des droits de tous les pays; tous les Etats devraient être autorisés, sans aucune restriction, à en faire partie si tel est leur désir. Le Gouvernement de la Yougoslavie estime qu'à la Conférence générale, comme au Conseil d'administration, les décisions devraient être prises à raison d'une voix par pays et que tout pays indépendant ou autonome, non membre de l'Organisation des Nations Unies, devrait avoir la possibilité de devenir membre du Fonds spécial. Le Gouvernement de la Suisse déclare que, d'une façon générale, tous les Etats qui participeront au Fonds, qu'ils soient ou non Membres de l'Organisation des Nations Unies, devraient

<sup>70/</sup> Voir le paragraphe 120 ci-après.

<sup>71/</sup> Voir aussi : "Représentation au Conseil d'administration", par. 121 ci-après.

avoir la possibilité d'être associés à tour de rôle à ses organes directeurs. Le Gouvernement de l'Arabie Saoudite pense qu'il serait très utile que les pays sous-développés soient largement représentés dans la structure du Fonds spécial. Dans les organes actuels des Nations Unies qui s'intéressent au financement économique des pays sous-développés, les pays bénéficiaires ne peuvent pas, selon ce gouvernement, faire entendre suffisamment leur voix, ce qui a provoqué des critiques à de nombreuses sessions des organes des Nations Unies. Le Gouvernement du Népal considère de même que les intérêts et les vues des pays qui bénéficieront de l'aide du Fonds, y compris les pays dont le développement économique ne fait que commencer, devraient être suffisamment représentés à tous les échelons où des décisions sont prises. Le Gouvernement du Cambodge et celui du Népal<sup>72/</sup> insistent sur le principe qu'il conviendrait d'assurer la plus grande souplesse possible à l'administration et aux opérations du Fonds spécial, de façon à tenir compte intégralement de la grande variété des besoins et des conditions de chaque pays.

#### Structure générale du Fonds spécial

115. Deux gouvernements déclarent qu'il est peut-être encore trop tôt pour pouvoir exprimer une opinion précise à cet égard : le Gouvernement de l'Australie pense qu'il serait peu judicieux pour les divers pays d'adopter prématurément une position bien définie sur ce point et que la structure du Fonds dépendra nécessairement des décisions qui seront prises au sujet du mode de fonctionnement du Fonds. Le Gouvernement de la République Dominicaine croit lui aussi qu'il serait prématuré de donner un avis pour l'instant; la question pourrait être examinée plus tard, par exemple, au moment de la rédaction des statuts du Fonds; la République Dominicaine estime cependant pouvoir proposer une structure identique à celle que préconise le Comité des neuf (voir ci-dessous).

116. Les Gouvernements des pays suivants : Belgique, Chili, Chine, Corée (République de), Danemark, Equateur, Ethiopie, Iran, Israël, Italie, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse et Thaïlande approuvent en général les propositions que le Groupe spécial d'experts, présidé par M. Scheyven, a faites dans son rapport en ce qui concerne la structure du Fonds spécial<sup>73/</sup>. D'après ces propositions, le Fonds comprendrait une Conférence générale,

<sup>72/</sup> En réponse à la question 8.

<sup>73/</sup> Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, document A/2906, chapitre VI.

un Conseil d'administration, un Directeur général, un Comité consultatif conjoint et un secrétariat. Les Gouvernements des pays suivants : Autriche, Birmanie, Haïti, Inde, Indonésie et Japon approuvent implicitement ces propositions. En revanche, les Gouvernements de l'Afghanistan, du Pakistan et de la Tunisie approuvent la structure recommandée par le Comité des neuf<sup>74/</sup>, qui diffère de celle que préconise le Groupe spécial d'experts en ce qu'elle ne comprendrait pas de Comité conjoint. Les Gouvernements du Canada, de la Colombie, de la France, de la Pologne, de la République Dominicaine, de la Syrie, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie proposent une structure identique à celle que préconise le Comité des Neuf. Quant au Gouvernement de la République du Viet-Nam, il estime que le Fonds spécial devrait être une banque internationale pour le développement économique et que tous ses pouvoirs devraient être dévolus à un conseil des gouverneurs, composé d'un gouverneur et d'un suppléant pour chaque Etat membre. Les gouverneurs délégueraient la plupart de leurs pouvoirs au Conseil d'administration, qui se réunirait une fois par mois et aussi souvent que les besoins l'exigeraient. D'un autre côté, le Gouvernement du Cambodge considère qu'en plus du Conseil d'administration et du personnel exécutif, le Fonds devrait comprendre un conseil de direction composé de représentants des institutions spécialisées. Le Gouvernement de l'Egypte recommande que le Fonds ait son propre conseil des gouverneurs, son conseil d'administration avec un président et dispose du personnel normalement nécessaire à l'exécution de ses travaux.

117. Comme il est dit à la section 5 ci-dessus, le Gouvernement de la France et celui d'Israël proposent de faire administrer le Fonds spécial par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, tout au moins pendant la période de début (France). Selon les propositions du Gouvernement français, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies nommerait le Directeur général. Le Gouvernement d'Israël pense, de son côté, que le statut du Fonds pourrait être du même genre que celui de l'Administration de l'assistance technique ou des commissions économiques régionales. Selon le Gouvernement de la Belgique, il y aurait une autre formule possible : se référer au fonctionnement du Fonds international de l'enfance, qui agit sous l'impulsion d'un Conseil d'administration propre, avec un service placé sous l'autorité d'un Directeur général qui relève

<sup>74/</sup> Rapport sur un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, document E/2381, p. 61 à 64, recommandations 50 à 81.

administrativement du Secrétaire général de l'ONU. L'expérience du FISE a donné des résultats assez remarquables; l'administration de cette institution est efficiente et relativement peu coûteuse; ses rapports avec l'ONU sont étroits; le contrôle des services financiers, du Secrétariat et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires est particulièrement utile en ce qui concerne les dépenses d'administration; la coordination est très poussée entre le FISE et des institutions spécialisées comme l'OMS et la FAO et pourrait servir d'exemple à la coordination nécessaire entre le Fonds spécial et la Banque. Il est vrai que le Conseil d'administration du FISE est élu par le Conseil économique et social selon un mode d'élection - d'ailleurs susceptible de changements - qui associe les membres élus directement aux membres de la Commission des questions sociales. Mais on peut imaginer une combinaison des suggestions d'une Conférence générale des Etats Membres et d'un comité conjoint, avec un mécanisme de gestion analogue à celui du FISE.

#### La Conférence générale

118. Les gouvernements énumérés ci-dessus, qui approuvent les propositions des premiers groupes d'experts ou qui proposent une structure similaire à celle que préconisent ces groupes, sont d'avis qu'il faudrait confier à une Conférence générale ou assemblée plénière des Etats Membres, qui se réunirait chaque année, le soin de fixer, dans ses grandes lignes, la politique du Fonds, d'arrêter les programmes, d'examiner les rapports du Conseil d'administration sur les mesures prises au cours de l'exercice écoulé, d'approuver le budget du Fonds, d'élire le Conseil d'administration et le Directeur général (Tchécoslovaquie) et de modifier les statuts le cas échéant. Le Gouvernement du Canada estime qu'il y a lieu de signaler dès maintenant le danger qu'il y aurait à multiplier indûment les sessions de la Conférence générale. D'après le Gouvernement du Chili, il est essentiel que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, la Banque internationale, le Fonds monétaire international et le Bureau de l'assistance technique soient représentés aux sessions de la Conférence générale. Le Gouvernement des Pays-Bas ne voit pas pour quelle raison les réunions annuelles de la Conférence générale du Fonds spécial devraient nécessairement coïncider avec celles du Conseil des gouverneurs de la Banque internationale<sup>75/</sup>. Ces deux organismes ayant des objectifs différents, il est

<sup>75/</sup> Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique,  
document A/2906, par. 50.

normal que leur représentation soit différente. Le Gouvernement de la Chine et celui d'Israël partagent, sur ce point, l'avis du Gouvernement néerlandais. En revanche, deux autres gouvernements sont favorables à la proposition de tenir la Conférence générale à la même époque que la réunion du Conseil des gouverneurs de la Banque internationale: le Gouvernement de la Birmanie, qui l'a déclaré expressément, et le Gouvernement du Royaume-Uni, qui l'a laissé entendre.

#### Le Conseil d'administration

119. De même, les Etats estiment, dans l'ensemble, qu'il conviendrait de créer un Conseil d'administration dont le mandat serait le suivant : approuver les opérations (Cambodge), exécuter les programmes, étudier les prêts ou les dons, en fixer les conditions (Colombie), se charger de l'administration courante du Fonds (Haïti, Royaume-Uni), élire le Directeur général et surveiller l'exécution de son mandat (Haïti), appliquer la politique définie par la Conférence générale, exercer les pouvoirs que la Conférence lui déléguerait en ce qui concerne notamment les décisions touchant l'utilisation des ressources du Fonds (Inde), gérer les opérations du Fonds dans l'intervalle des sessions de la Conférence générale (Yougoslavie), régler toutes les questions relatives aux opérations financières du Fonds (Colombie et Yougoslavie).

#### Composition du Conseil d'administration

120. De l'avis du Gouvernement du Chili, le chiffre maximum de douze membres, proposé pour le Conseil d'administration, semble à première vue insuffisant si l'on veut appliquer équitablement le principe de la répartition géographique et assurer la représentation des Etats en tenant compte de leurs caractères particuliers, de leurs besoins et de leurs intérêts. Le Gouvernement chilien indique que l'on pourrait envisager de mettre au point une formule qui permettrait d'augmenter ce nombre, par exemple un système de roulement à base régionale. Les Gouvernements d'autres pays - Colombie, France, Japon, Pologne, Syrie et Yougoslavie - déclarent qu'il faut veiller à assurer une représentation géographique adéquate ou équitable. Le Gouvernement de la Colombie considérant que le nombre des Membres de l'Organisation des Nations Unies a beaucoup augmenté, estime que le Conseil d'administration devrait compter autant de membres que le Conseil économique et social. Le Gouvernement de l'Inde considère de même que le Conseil devrait compter dix-huit membres : ce serait le moyen de garantir à tous

/...



les Etats participants une représentation adéquate et d'assurer à cet organe la stabilité nécessaire. Le Gouvernement de la Birmanie souhaite que le Conseil compte de 14 à 18 membres. Le Gouvernement de l'Indonésie propose le chiffre de 21. En revanche, pour le Gouvernement d'Israël, environ un tiers du nombre des membres du Fonds devrait être représenté au Conseil d'administration; on pourrait se borner à fixer à neuf l'effectif minimum du Conseil; l'effectif maximum dépendrait du nombre total des membres du Fonds. D'après le Gouvernement du Japon, il ne conviendrait pas de limiter à dix le nombre des membres du Conseil d'administration; les Gouvernements de l'Ethiopie et de l'Iran admettent le nombre de douze. D'après le Gouvernement d'Haïti, le Conseil d'administration devrait se composer de quatre ou cinq représentants du Bureau de l'assistance technique, de la Banque internationale, du Fonds monétaire international, de l'OMS, de l'OIT, de la FAO et de l'UNESCO. En ce qui concerne le mode de désignation des membres du Conseil, on peut constater, si l'on en juge d'après les propositions antérieures que les gouvernements ont retenues, que la plupart d'entre eux sont favorables à l'élection de ces membres par la Conférence générale; toutefois, le Gouvernement du Cambodge propose que cette désignation incombe à l'Assemblée générale des Nations Unies et le Gouvernement de l'Indonésie propose que l'on suive la même procédure et que l'on tienne compte des mêmes considérations que lors de l'élection des membres du Conseil économique et social. De l'avis de la Yougoslavie, les membres du Conseil seraient élus en qualité de représentants de leur pays et non à titre personnel; les pays élus désigneraient eux-mêmes les directeurs qui les représenteraient, en choisissant les personnalités d'une haute compétence professionnelle.

#### Représentation au Conseil d'administration

121. Les Gouvernements des pays suivants : Birmanie, Canada, Danemark, Ethiopie, Israël, Népal, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Syrie, Thaïlande, Turquie et Union des Républiques socialistes soviétiques sont favorables à une représentation paritaire, ou à peu près paritaire (Inde) : principaux pays contributeurs d'une part, autres membres du Fonds d'autre part. Le Gouvernement danois serait toutefois disposé à accepter une formule qui donnerait une influence prépondérante aux principaux pays contributeurs si cela devait faciliter la création du Fonds spécial. Le Gouvernement de l'Australie estime que, dans le cas d'un projet très

/...

coûteux, les pays contributeurs souhaiteront peut-être en suivre l'exécution d'un peu plus près qu'ils ne pourraient le faire en participant à la Conférence annuelle et en faisant partie de temps à autre du Conseil d'administration. Selon le Gouvernement de l'Espagne, on pourrait envisager de prévoir l'octroi d'un vote majoritaire aux principaux pays contributeurs; on pourrait peut-être donner au principal pays contribuant le droit de désigner un représentant ayant voix prépondérante. Le Gouvernement néo-zélandais pense que le Conseil devrait prendre ses décisions à la majorité des deux tiers. Le Gouvernement canadien estime qu'il faudrait composer le Conseil de représentants des principaux pays contributeurs et des autres membres du Fonds et l'élire selon des modalités qui assureraient notamment la permanence nécessaire de l'appui financier. Les Gouvernements du Brésil, de la Colombie et de la Yougoslavie sont favorables à un système fondé à la fois sur le principe d'une représentation équitable ou paritaire des pays industriels et des pays sous-développés. Le Gouvernement du Chili est d'avis qu'il faudrait envisager un système selon lequel les gros contributeurs bénéficieraient d'une représentation stable au Conseil d'administration; il ne faudrait pas pour autant porter atteinte au principe de la représentation paritaire. Le Gouvernement de la Tunisie pense également qu'il faudrait trouver une formule assurant la présence permanente des représentants des pays qui contribuent le plus au fonctionnement du Fonds. Pour le Gouvernement du Pakistan, il importe que les membres du Conseil d'administration ne représentent pas en nombre égal les principaux pays contributeurs et les autres membres du Fonds; il n'en est pas moins évident qu'il faut assurer la représentation des pays développés les plus importants. Le principe de l'égalité de voix pour tous les membres du Conseil d'administration est expressément recommandé par les Gouvernements des pays suivants : Ceylan, Ethiopie, Inde, Indonésie, Pays-Bas, Syrie, Tchécoslovaquie et Yougoslavie (voir aussi, plus haut, le paragraphe 114). Le Gouvernement du Chili ne pense pas qu'il soit souhaitable d'adopter un système de vote qui assurerait à certains pays une influence prépondérante.

#### Réélection des membres du Conseil d'administration

122. Le Gouvernement de la Colombie propose que les membres, élus pour deux ans, soient rééligibles. Cependant, selon le Gouvernement de l'Equateur, il conviendrait de restreindre les possibilités de réélection des membres, pour donner au plus grand nombre possible de pays l'occasion de prendre part aux travaux du Conseil; pour assurer la continuité de la politique du Fonds spécial, on pourrait prescrire le renouvellement périodique d'une partie des membres du Conseil d'administration ou limiter à la durée d'un seul mandat le droit de réélection. D'après le Gouvernement de l'Inde, le Conseil devrait être renouvelable par tiers chaque année, les membres sortants étant rééligibles.

#### Président du Conseil d'administration

123. Le Gouvernement d'Haïti estime que le Conseil d'administration devrait être présidé par le Président du Bureau de l'assistance technique ou par le Président du Conseil économique et social. Le Gouvernement de l'Inde pense que c'est le Directeur général qui devrait présider le Conseil d'administration, avec voix prépondérante en cas de partage égal des voix.

#### Réunions du Conseil d'administration

124. De l'avis du Gouvernement de l'Inde, il n'est pas indispensable que le Conseil d'administration du Fonds siège en permanence toute l'année. Etant donné que l'assistance du Fonds spécial est surtout destinée à des programmes de développement à longue échéance et qu'elle doit avoir une certaine continuité, il suffirait que le Conseil se réunisse périodiquement, par exemple tous les trois mois. Le Gouvernement indien estime qu'une fois prises les décisions relatives à l'emploi des ressources du Fonds spécial, on pourrait laisser le soin des opérations courantes du Fonds au Directeur général, qui rendrait compte régulièrement au Conseil de l'utilisation de l'aide approuvée et de la suite donnée aux demandes reçues. Le Gouvernement du Canada estime qu'il y a lieu de signaler dès maintenant le danger qu'il y aurait à multiplier indûment les sessions du Conseil.

#### Représentation des autres organisations au Conseil d'administration

125. Un certain nombre de pays sont d'avis que l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées devraient être représentées aux réunions du Conseil d'administration et de la Conférence générale. De l'avis du Gouvernement

de Ceylan, de celui du Chili et de celui de la Colombie, des représentants du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, du Président de la Banque internationale, du Directeur général du Fonds monétaire international et du Président-Directeur du Bureau de l'assistance technique devraient assister aux séances du Conseil d'administration du Fonds spécial. En outre, le Gouvernement du Chili et celui de la Tunisie estiment que le Conseil d'administration devrait pouvoir inviter les autres institutions spécialisées à se faire représenter aux séances auxquelles le Conseil examinerait des questions de leur compétence. Le Gouvernement d'Israël ajouterait l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture à cette liste des organisations invitées à assister à toutes les séances du Conseil d'administration et le Gouvernement d'Haïti voudrait que ladite liste comprenne également l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation mondiale de la santé et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Le Gouvernement de la République de Corée estime que, dans les délibérations du Fonds, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture devrait pouvoir se faire entendre tout autant que le Bureau de l'assistance technique<sup>76/</sup>. Au contraire, le Gouvernement de la Tchécoslovaquie ne peut admettre que les représentants de la Banque internationale et du Fonds monétaire international aient le droit de participer aux délibérations du Conseil d'administration. A son avis, il suffira d'une collaboration étroite entre le Directeur général du Fonds et un représentant du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour répondre aux besoins de coordination entre l'action du Fonds et celle des autres institutions spécialisées.

Le Comité conjoint

126. La proposition de créer un Comité conjoint ou de liaison, composé du Directeur général du Fonds spécial, du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et du Président de la Banque internationale ou de leurs représentants et essentiellement destiné à conseiller le Directeur dans l'élaboration du programme d'activité du Fonds<sup>77/</sup>, a recueilli l'appui des gouvernements qui préfèrent la structure recommandée par le Groupe spécial d'experts à celle que recommande le Comité des Neuf<sup>78/</sup>. Le Gouvernement de la Belgique croit qu'un Comité conjoint, composé comme on l'a suggéré, pourrait être l'instrument de la coordination entre l'ONU et les institutions spécialisées; le Secrétaire général de l'ONU serait ainsi

<sup>76/</sup> Réponse à la question 8.

<sup>77/</sup> Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, document A/2906, par. 57 à 59.

<sup>78/</sup> Voir plus haut, le par. 116.

le lien entre le Fonds d'une part et, de l'autre, le Département des affaires économiques et sociale de l'Organisation, les secrétariats des commissions économiques régionales, l'Administration de l'assistance technique et le Comité administratif de coordination qui groupe les directeurs généraux des institutions spécialisées ou leurs représentants; quant au Président de la Banque, qui serait aussi le Président du Conseil d'administration de la société financière internationale envisagée, son rôle serait assurément essentiel au Comité conjoint, car il est à prévoir que la Banque sera chargée de la partie la plus importante des opérations du Fonds spécial. Le Gouvernement de l'Indonésie pense que ce Comité devrait se réunir sur la demande du Directeur général du Fonds. De même, le Gouvernement de la Pologne estime que l'on pourrait envisager de créer un organe consultatif qui grouperait des représentants du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, du Bureau de l'assistance technique et des institutions spécialisées. Le Cambodge recommande la création d'un Conseil de direction qui grouperait les représentants des institutions spécialisées et qui serait chargé de coordonner les programmes et de soumettre les opérations projetées à l'approbation du Conseil d'administration. Le Gouvernement du Japon propose que les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales et le Président-Directeur du Bureau de l'assistance technique fassent partie du Comité conjoint. D'autre part, le Gouvernement du Chili estime que l'on devrait étudier de près l'idée d'un Comité conjoint mise en avant par le Groupe d'experts; il est surpris que l'on n'ait pas proposé de comprendre parmi les membres de ce Comité le Président-Directeur du Bureau de l'assistance technique. Le Gouvernement des Pays-Bas pense lui aussi que la proposition tendant à créer un Comité conjoint mérite plus ample examen et que le Président-Directeur du Bureau de l'assistance technique pourrait peut-être servir de suppléant au Secrétaire de l'Organisation des Nations Unies. Le Gouvernement de l'Equateur et celui de la Colombie sont moins favorables à la création du Comité conjoint. Selon le Gouvernement colombien, il serait inutile et peu souhaitable de créer un Comité **conjoint**, étant donné que les institutions spécialisées seraient déjà représentées au Conseil d'administration. Le Gouvernement de l'Equateur est également de cet avis; il fait observer en outre que le Directeur général du Fonds devra se maintenir en contact étroit avec le Secrétaire général de l'Organisation des

Nations Unies et le Président de la Banque internationale, tant pour se conformer aux méthodes établies pour l'évaluation des projets qu'en raison de la nature des fonctions des organisations intéressées. Le Gouvernement du Royaume-Uni doute qu'un Comité conjoint ainsi composé constitue le dispositif approprié pour assurer la liaison entre les organisations intéressées et que la Banque internationale soit disposée à s'acquitter des fonctions qui lui incomberaient dans ce comité<sup>79/</sup>. Le Gouvernement d'Israël hésite à se prononcer définitivement sur la nécessité de créer ledit comité. Si l'on décidait de le créer, il devrait avoir pour membres : le Directeur général du Fonds spécial, le Président de la Banque internationale, le Président-Directeur du Bureau de l'assistance technique et le chef du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Organisation administrative du Fonds spécial

a) Directeur général

127. Les Gouvernements des pays suivants : Birmanie, Colombie, Equateur et Yougoslavie pensent, comme le Comité des Neuf dans son rapport<sup>80/</sup>, que c'est le Conseil d'administration qui devrait nommer le Directeur général du Fonds, en consultant le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le Gouvernement de la Tunisie est d'avis que le Président de la Banque internationale devrait également être consulté, comme le propose le Groupe d'experts présidé par M. Scheyven. Selon le Gouvernement de la Syrie, c'est le Conseil d'administration qui devrait élire le Directeur général. Le Gouvernement de la Tchécoslovaquie spécifie qu'il n'y aurait pas lieu de consulter le Président de la Banque internationale quand on désignera le Directeur général. Le Gouvernement de l'Equateur estime qu'il n'est pas besoin de consulter les dirigeants d'institutions spécialisées. Le Gouvernement de l'Inde pense que c'est le Conseil d'administration qui devrait nommer le Directeur général sur avis du Comité conjoint consultatif, tandis que les Gouvernements de la Tchécoslovaquie et de la Pologne proposent que ce soit la Conférence (ou assemblée) générale du Fonds spécial qui l'élise. Le Gouvernement de l'Australie croit qu'il sera

<sup>79/</sup> En réponse à la question 5.

<sup>80/</sup> Rapport sur un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, document E/2381, p. 63, recommandation 68.

indispensable d'examiner de très près les fonctions et les responsabilités du Directeur du Fonds spécial.

b) Personnel

128. Les Gouvernements de la Belgique, de la Birmanie, du Chili, de la Chine, des Pays-Bas et de la Syrie estiment, comme le Groupe spécial d'experts, que le personnel du Fonds spécial doit être limité numériquement au strict minimum. Cependant, de l'avis des Gouvernements du Chili, d'Israël, du Japon et des Pays-Bas, ce personnel devrait être assez nombreux pour remplir ses fonctions avec toute l'indépendance voulue; il faut éviter qu'il ne soit oblité de compter entièrement sur les services administratifs d'autres organes ou organisations pour être en mesure d'accomplir sa tâche. Selon le Gouvernement de la Tchécoslovaquie, le Fonds spécial devrait avoir ses propres cadres et, pour le reste, utiliser les services de secrétariat disponibles au Siège de l'Organisation des Nations Unies, y compris ceux du Bureau de l'assistance technique. De même, le Gouvernement des Pays-Bas est d'avis que le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pourrait prêter son concours en cas de besoin, tandis que le Gouvernement de la Birmanie pense que l'on devrait faire appel, autant que possible, aux services des organisations internationales existantes. Le Gouvernement de la Belgique estime qu'en tout état de cause, les recommandations de l'Assemblée générale de l'ONU à propos de la concentration des efforts et des ressources et de la nécessité d'éviter des chevauchements d'activités et des doubles emplois devront être prises en considération lors de l'établissement d'une administration propre au Fonds spécial.

129. Selon le Gouvernement de l'Afghanistan, les dispositions de l'Article 100 de la Charte des Nations Unies devraient s'appliquer au personnel du Fonds spécial, de même que les dispositions du paragraphe 3 de l'Article 101, relatives aux qualités de travail, de compétence et d'intégrité et à l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible.

c) Généralités

130. En ce qui concerne l'Organisation administrative générale du Fonds spécial, le Gouvernement du Cambodge propose de créer une direction générale, un service des études financières et un service comptable. Le Gouvernement d'Haïti pense que le personnel du Fonds devrait comprendre un secrétaire-trésorier et un économiste, ainsi qu'un petit groupe d'assistants, limité quant au nombre et

quant au montant global des traitements. Le Gouvernement de la République du Viet-Nam pense que le Secrétariat du Fonds devrait se composer d'une division des programmes, d'une division du crédit et d'une division du contrôle, chacune de ces divisions comprenant une section de l'industrie, une section de l'agriculture et une section du bien-être social. Des représentants de l'organisation spécialisée qui serait chargée de l'industrie seraient détachés auprès des sections industrielles, des représentants de la FAO auprès des sections agricoles et des représentants de l'UNESCO, de l'OMS, de l'OIT, etc., auprès des sections sociales. Le Gouvernement de l'Italie recommande la création de bureaux régionaux du Fonds qui seraient chargés de recherches et de travaux de planification, en rapports étroits avec les commissions économiques régionales.

131. Le Gouvernement de certains pays - Autriche, Canada, Norvège, Pakistan et Suisse - souligne qu'il faut éviter de créer une nouvelle et coûteuse bureaucratie internationale. De l'avis du Gouvernement du Cambodge, la structure administrative du Fonds spécial devrait être simple, car il est très difficile aux services administratifs des pays sous-développés de répondre aux conditions exigées des services administratifs correspondants des organismes internationaux et des nations étrangères qui accordent leur aide. Il conviendrait donc d'éviter le danger de donner au Fonds spécial une structure administrative trop compliquée.



7. Méthodes et procédure à suivre pour l'évaluation des projets

Quarante-huit gouvernements ont présenté des observations sur cette question.

Institution d'une procédure d'évaluation

132. Onze gouvernements approuvent explicitement les procédures que le Comité spécial d'experts préconise dans son rapport, ou les trouvent dignes de considération<sup>81/</sup>. Les Gouvernements de l'Autriche, de la Belgique, de la Bolivie, de la Colombie, de la République de Corée, du Danemark, de l'Equateur, de l'Espagne, de l'Ethiopie, de la Nouvelle-Zélande et de la Suisse font des déclarations dans ce sens. De l'avis du Gouvernement belge, cependant, le temps n'est pas encore venu de formuler des propositions particulières sur cette question. Le Gouvernement de l'Australie pense lui aussi qu'il est trop tôt pour répondre à cette question.

133. Les Gouvernements de l'Arabie Saoudite, de la Chine, du Pakistan et de la Thaïlande suggèrent de fixer des règles pour l'examen des demandes. Selon le Gouvernement de la Chine, il conviendrait de laisser ce soin au Conseil d'administration du Fonds spécial, tandis que le Gouvernement de la Thaïlande préconise la création d'un comité qui déterminerait les méthodes et la procédure à suivre pour l'évaluation des projets. Les Gouvernements du Cambodge, du Chili et de la Norvège soulignent la nécessité de prévoir à cet effet une procédure simple et rapide. Le Gouvernement du Cambodge suggère, pour hâter le travail, de substituer à une évaluation a priori des projets un contrôle plus strict des dépenses effectives qui s'exercerait aux divers stades d'exécution des projets.

Critères à appliquer dans l'évaluation des projets

134. Certains gouvernements soulignent qu'il est difficile ou peu souhaitable d'établir des critères ou des règles rigides pour l'évaluation des projets (Grèce, Pakistan, Pologne). Par contre, le Gouvernement du Népal estime que l'Administration du Fonds spécial devrait définir aussi clairement que possible les critères d'après lesquels les dons ou prêts seraient consentis. Etant donné qu'il faudra faire appel pour l'évaluation des projets à la collaboration d'autres organismes, qui appliquent des critères différents de ceux du Fonds spécial, le Gouvernement de l'Indonésie juge indispensable que le Fonds formule avec précision ses propres principes directeurs.

---

<sup>81/</sup> Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, document A/2906, par. 61 à 67.

135. Les Gouvernements des pays suivants citent des considérations d'ordre général dont il conviendrait de tenir compte pour l'évaluation des projets : Afghanistan, Bolivie, Brésil, Canada, France, Grèce, Israël, Pakistan, Pologne, République Dominicaine, Royaume-Uni, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Turquie et Yougoslavie. Un premier groupe se compose de considérations suggérées par le Gouvernement français et fondées sur la nature et l'ampleur des opérations du Fonds spécial : compatibilité des projets avec la politique du Fonds spécial, assurance que l'assistance demandée pour un projet donné est bien du ressort du Fonds spécial et non pas du ressort d'autres organismes, importance de l'assistance financière à fournir par rapport aux ressources du Fonds spécial. Les Gouvernements de la Thaïlande et de la Yougoslavie mentionnent, eux aussi, la compatibilité des projets avec les buts du Fonds spécial. Les critères suggérés par la France sont aussi proposés implicitement par d'autres gouvernements. Un deuxième groupe comprend des critères généraux relatifs aux avantages que les pays bénéficiaires peuvent retirer de l'aide du Fonds spécial et au besoin qu'ils ont de cette aide. Il faut citer ici : une répartition géographique équitable (Bolivie, République Dominicaine), les efforts tentés par chaque pays bénéficiaire en vue de tirer parti de ses propres ressources (Bolivie, République Dominicaine, Turquie), la possibilité d'obtenir rapidement des résultats positifs (Turquie), l'incidence d'un projet sur le développement économique d'un pays (Brésil), la mesure dans laquelle l'exécution d'un projet permettrait à un pays de poursuivre ensuite par ses propres moyens son développement économique (Pologne), l'utilité d'un projet pour le renforcement de l'infrastructure (Israël), l'utilité directe et prouvable d'un projet pour le développement des moyens de production (Royaume-Uni)<sup>82/</sup>, les avantages économiques et sociaux qu'un pays pourrait retirer indirectement de l'exécution d'un projet (Pakistan). Le Gouvernement de la Tchécoslovaquie est d'avis que le principal critère à appliquer pour l'évaluation d'un projet devrait être la mesure dans laquelle ce projet vise effectivement et principalement au développement des secteurs-clés de l'économie, c'est-à-dire du secteur industriel et du secteur agricole.

136. Le Gouvernement de l'Inde soulève d'autres questions à propos de l'évaluation des projets et déclare notamment que le caractère même du Fonds spécial exige qu'il évalue les programmes généraux de développement plutôt que des projets

---

<sup>82/</sup> En réponse à la question 1.

particuliers et qu'il fournisse son assistance dans le cadre d'un programme de développement bien conçu afin que le gouvernement intéressé puisse utiliser cette assistance avec une certaine souplesse. De son côté, le Gouvernement de la Norvège déclare expressément qu'il faudrait évaluer les projets en tenant le plus grand compte des autres projets intéressant les régions qui bénéficieraient de l'assistance. Les Gouvernements de l'Arabie Saoudite, d'Israël et du Népal expriment des vues analogues. Les Gouvernements d'Israël et de la Syrie estiment qu'il faudrait aussi tenir compte de l'assistance extérieure.

137. Pour ce qui est de critères plus précis, le Gouvernement d'Israël propose que, dans l'évaluation des demandes, le Fonds spécial cherche à déterminer si son assistance est de nature à rendre plus efficaces les prêts et l'assistance technique provenant d'autres sources. En proposant des critères pour l'évaluation des projets, le Gouvernement de la Thaïlande fait une distinction entre les prêts et les dons; alors que les dons devraient être accordés en fonction des besoins du pays et de l'utilité du projet pour le progrès social, il conviendrait de tenir compte aussi d'autres considérations dans l'examen des demandes de prêts, notamment de la cadence d'exécution du projet soumis et de la mesure dans laquelle le pays bénéficiaire peut supporter la charge du service de l'emprunt. Le Gouvernement de l'Egypte insiste également sur la solvabilité du pays bénéficiaire (réponse à la question 4). Par contre, le Gouvernement du Brésil estime que, pour examiner les demandes de prêts, le Fonds spécial ne devrait pas prendre en considération la mesure dans laquelle le pays demandeur peut rembourser le Fonds en devises<sup>83/</sup>. Le Gouvernement du Costa-Rica déclare qu'il existe déjà pour évaluer les projets des critères éprouvés, tels que : services sanitaires par habitant, accroissement démographique, etc.

138. Le Gouvernement du Chili estime qu'il est extrêmement important de trouver la méthode la plus appropriée pour déterminer l'ordre de priorité des projets. Selon le Gouvernement de la Bolivie, les projets soumis par les pays qui ont conclu des accords d'assistance technique avec l'Organisation des Nations Unies devraient être évalués en priorité; ces gouvernements estiment que le Fonds spécial devrait s'intéresser tout particulièrement aux projets de première nécessité que les Etats Membres lui présenteront avec l'assentiment de l'Administration de l'assistance technique de l'ONU, en veillant à ce que ces projets

---

<sup>83/</sup> En réponse à la question 8.

soient exécutés avec toute la célérité possible et en évitant de disperser ses ressources, qu'il devra affecter de préférence à des travaux déjà en cours (réponse à la question 8); les gouvernements indiqueraient leurs priorités; cet ordre de priorité serait approuvé par les experts de l'ONU, qui présenteraient des rapports techniques à l'appui des demandes (réponse à la question 1). Le Gouvernement de Cuba suggère que lorsqu'un gouvernement soumettra plusieurs projets, le Fonds respecte autant que possible l'ordre de priorité indiqué par ce gouvernement, mais que ce soient les organes compétents du Fonds spécial qui décident en dernier ressort de cet ordre. Le Gouvernement du Canada est d'avis qu'il faudrait élaborer des procédures appropriées pour allouer équitablement et efficacement les ressources afin de répondre aux besoins les plus importants et les plus urgents des pays sous-développés, étant entendu, évidemment, que les besoins de ce genre pourront aussi être couverts à l'aide de fonds provenant d'autres sources.

#### Procédure d'évaluation

139. Le Gouvernement de l'Egypte estime que l'administration du Fonds spécial devrait reposer sur des méthodes et une procédure d'évaluation des projets semblables à celles qu'utilise la Banque internationale. D'autre part, le Gouvernement de la Bolivie est d'avis que le Fonds spécial devrait utiliser des méthodes plus expéditives que celles qu'ont adoptées la Banque internationale, le Fonds monétaire international et autres établissements de crédit des Etats Membres de l'ONU. De l'avis du Gouvernement de l'Espagne, la procédure d'approbation des projets devrait être réduite au strict minimum (réponse à la question 8).

140. Les Gouvernements du Canada, de la France, de l'Inde, du Japon, de la Syrie et de la Yougoslavie insistent pour que les projets soient présentés directement au Fonds par les gouvernements. Le Gouvernement de la Tchécoslovaquie précise que les gouvernements intéressés devraient adresser leurs demandes directement, sans passer par aucune organisation ou institution. Les Gouvernements des pays suivants : Ethiopie, Haïti, Indonésie, Iran et Pakistan laissent entendre dans leur réponse que les projets devraient être présentés directement au Fonds spécial.

141. Le Gouvernement du Chili et celui de la Tunisie proposent que, si les gouvernements n'adressent pas directement leurs demandes au Fonds, ils les adressent par l'intermédiaire des institutions spécialisées ou de la Banque internationale. Le Gouvernement de la Colombie envisage en outre la possibilité de présenter les demandes par le truchement des organes de l'assistance technique des Nations Unies.

Le Gouvernement de la République du Viet-Nam juge souhaitable que les projets soient établis en collaboration avec des experts des institutions spécialisées, puis adressés au Fonds par l'intermédiaire de l'institution spécialisée compétente. Plusieurs autres gouvernements préconisent une assistance des institutions spécialisées pour l'élaboration des projets.

142. En réponse à la question 5, les gouvernements ont exposé leurs vues sur la coopération avec les institutions spécialisées, le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, les commissions économiques régionales et le Bureau de l'assistance technique. A propos de l'évaluation des projets, les Gouvernements des pays ci-après mentionnent la coopération avec un ou plusieurs de ces organismes : Belgique, Cambodge, Canada, Ceylan, Chili, Finlande, Inde, Indonésie, Iran, Israël, Japon, Norvège, Pays-Bas, Viet-Nam (République du), Tchécoslovaquie, Yougoslavie. En outre, les huit pays déjà cités comme approuvant les recommandations du Groupe spécial d'experts admettent implicitement une coopération de ce genre.

143. Les Gouvernements du Cambodge, du Chili, de la Colombie, de l'Equateur, de l'Ethiopie, de la Finlande, du Japon, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Tunisie et de la Yougoslavie accepteraient que les demandes reçues par le Fonds spécial soient soumises, pour une évaluation préalable, à l'institution spécialisée compétente, ou à l'un des autres organes des Nations Unies mentionnés ci-dessus. Le Gouvernement chilien estime que les demandes adressées au Fonds devraient être examinées simultanément par les organismes compétents, y compris les commissions économiques régionales. Les Gouvernements de la Colombie, de l'Equateur, du Japon et de la Yougoslavie parlent expressément aussi de consulter les commissions économiques régionales. Le Gouvernement de l'Equateur suggère que, lorsqu'il s'agira d'étudier un projet avant de le soumettre au Conseil d'administration, l'examen soit effectué séparément par les services compétents du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et par ceux de la Banque internationale. Le Gouvernement éthiopien considère que le Directeur général devrait tout d'abord communiquer les demandes reçues par le Fonds à l'organisation intéressée afin que celle-ci les examine et fournisse, le cas échéant, des renseignements complémentaires. Le Gouvernement finlandais estime que le Fonds ne devrait accorder un appui financier qu'aux projets approuvés à l'unanimité par les institutions spécialisées et les autres organismes consultés. Le Gouvernement des Pays-Bas

pense que l'examen des demandes d'assistance incombera en premier lieu aux organisations du domaine desquelles relèvent les projets en question. Le Gouvernement norvégien pense qu'il conviendrait apparemment de confier l'évaluation des projets aux organes des Nations Unies qui s'occupent du programme d'assistance technique, ou de procéder à cette évaluation en étroite coopération avec eux.

144. Dans leurs réponses, les Gouvernements du Canada, de Ceylan, de la France, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Iran, d'Israël, du Japon, de la Tchécoslovaquie, de la Thaïlande et de la Yougoslavie soulignent eux aussi la nécessité de faire appel pour l'évaluation des projets au concours des institutions spécialisées et des autres organes des Nations Unies, mais ne proposent aucune forme particulière de coopération. Toutefois, les Gouvernements de l'Inde, du Pakistan, d'Haïti et de la Yougoslavie déclarent expressément que l'évaluation finale des projets devrait être effectuée par le Fonds lui-même.

145. Plusieurs gouvernements insistent sur la nécessité de laisser au Conseil d'administration pleine autorité pour décider en dernier ressort. Cette façon de voir est exposée expressément par les Gouvernements du Cambodge, du Chili, de la Colombie, de la France, d'Haïti, du Pakistan et de la Tchécoslovaquie. Le Gouvernement de l'Autriche<sup>84/</sup> estime qu'il devrait être possible de faire appel de la décision du Conseil d'administration auprès de la Conférence générale.

#### Autres questions soulevées par les gouvernements

146. Les gouvernements de trois pays (Afghanistan, Arabie Saoudite et Turquie), soulignent la nécessité de ne laisser aucune considération politique ou militaire influencer sur le fonctionnement du Fonds spécial. Le Gouvernement du Brésil<sup>85/</sup> suggère que le Fonds spécial ait dans les principales régions sous-développées des bureaux spécialisés qui prêteraient une assistance technique aux Etats membres dans l'élaboration des projets de développement économique. Le Gouvernement de l'Australie fait une observation de caractère général, disant que le Fonds spécial devrait se garder d'intervenir dans les plans de développement des pays sous-développés.

---

<sup>84/</sup> Qui ne mentionne pas expressément à ce propos la coopération avec d'autres organismes.

<sup>85/</sup> En réponse à la question 8.

147. Les Gouvernements de l'Australie, de la Belgique, du Cambodge, de l'Inde<sup>86/</sup>, d'Israël<sup>86/</sup>, de la Thaïlande<sup>86/</sup> et de la République du Viet-Nam<sup>86/</sup> recommandent de contrôler la destination finale de l'assistance fournie aux pays sous-développés sous la forme de dons ou de prêts (le Gouvernement de la République du Viet-Nam n'envisage ce contrôle que pour les prêts, seule forme d'assistance qu'il prévoit). De l'avis du Gouvernement australien, les responsables des opérations du Fonds seraient responsables devant les pays contributeurs de l'emploi judicieux des ressources disponibles. Le Gouvernement belge a fait une remarque semblable (en réponse à la question 4). Le Gouvernement de l'Inde, bien qu'il favorise une "politique de programmes" plutôt qu'une "politique de projets", considère qu'il est de l'intérêt de tous les membres du Fonds d'avoir un moyen quelconque de vérifier l'usage qui est fait de l'assistance fournie et de s'assurer qu'elle est bien utilisée pour exécuter des programmes de développement plus amples et mieux équilibrés. De l'avis du Gouvernement d'Israël, les représentants résidents du Bureau de l'assistance technique ou des experts envoyés par les institutions spécialisées pourraient se voir confier des attributions particulières pour l'exécution de projets entrepris sous les auspices du Fonds et avec son aide; ces agents seraient chargés de présenter au Directeur général du Fonds spécial des rapports sur l'avancement des travaux.

---

<sup>86/</sup> En réponse à la question 4.

A/3579  
E/2961  
Français  
Page 101

## DEUXIEME PARTIE

ANALYSE DES OBSERVATIONS PRESENTÉES PAR LES GOUVERNEMENTS



A. Analyse des avis exprimés au sujet de la création d'un Fonds spécial

1. Sur les cinquante-sept gouvernements qui ont répondu au Secrétaire général, vingt ont fait précéder leurs réponses aux huit questions énumérées dans l'annexe à la résolution 923 (X) de considérations sur la question de la création d'un Fonds spécial ou ont traité cette question dans des sections distinctes, trois autres sans répondre aux huit questions, ont donné leur avis sur la création d'un Fonds de ce genre. Dix-sept gouvernements ont présenté des observations à ce sujet à propos de certaines des questions énumérées dans l'annexe à la résolution 923 (X), mais n'ont pas traité le sujet spécialement. Quatorze gouvernements n'ont évoqué qu'implicitement la question de la création du Fonds. Il y a lieu de noter à ce propos que les gouvernements étaient invités à faire connaître leur avis sur la création d'un Fonds spécial mais que l'annexe à la résolution précitée ne comprenait pas de question précise à ce sujet. Trois gouvernements n'ont ni formulé d'avis général ni répondu aux huit questions.
2. Les cinquante-quatre gouvernements qui ont donné leur avis sur la création d'un Fonds spécial y sont tous favorables en principe. Trente-trois se prononcent en faveur de la création du Fonds spécial sans poser de conditions préalables; treize autres sont implicitement du même avis. Huit gouvernements estiment toutefois qu'il faudrait remplir certaines conditions avant de créer le Fonds spécial.
3. Sur les trente-trois gouvernements mentionnés au paragraphe précédent, vingt-trois soulignent l'influence que le Fonds aurait sur le développement économique et social des pays sous-développés, cinq d'entre eux insistant sur l'importance que revêtirait la création du Fonds pour l'amitié et la bonne entente entre les nations. Douze gouvernements, dont sept figurent parmi les vingt-trois déjà mentionnés, estiment qu'il faudrait créer le Fonds avant que le désarmement universel sous contrôle international ne soit réalisé. Un gouvernement estime que, tant que l'on n'aura pas réduit sensiblement les dépenses d'armement, il est peu probable que l'on puisse trouver des capitaux de l'importance voulue pour alimenter le Fonds spécial envisagé.
4. Six gouvernements désapprouvent la suggestion selon laquelle le Fonds spécial pourrait être créé pour une durée initiale de cinq ans; un gouvernement, au contraire, approuve expressément cette suggestion.

B. Analyse des réponses aux questions qui figurent dans l'Annexe à la  
résolution 923 (X) de l'Assemblée générale

I. Rôle du Fonds spécial

5. En ce qui concerne le caractère du Fonds spécial envisagé, il se dégage des premières études, notamment du rapport du Comité des Neuf<sup>1/</sup> (1953) et du rapport du Groupe spécial d'experts présidé par M. Scheyven<sup>2/</sup> (1955), cinq propositions générales : le Fonds spécial envisagé devrait s'inspirer des principes des Nations Unies, stimuler l'initiative des pays assistés, contribuer effectivement à leur développement économique, agir essentiellement en institution non commerciale sans but lucratif, et ajouter ses ressources aux autres sources d'assistance. Les réponses reçues jusqu'ici des gouvernements semblent en général appuyer ces propositions; aucune réponse ne propose d'ailleurs de s'en écarter essentiellement.

6. Beaucoup de gouvernements (trente) font observer, avec plus ou moins d'insistance, expressément ou implicitement, que le Fonds devrait consacrer plus spécialement ses ressources au développement de l'infrastructure des pays sous-développés, c'est-à-dire, selon les termes mêmes du rapport du Groupe spécial d'experts, aux "réalisations fondamentales qui sont indispensables pour assurer une production effective ... : notamment ... un minimum de routes, de centrales électriques, d'écoles, d'hôpitaux, d'habitations et d'édifices publics". De ces trente gouvernements, seize désirent en outre que le Fonds apporte son appui à certaines entreprises agricoles ou industrielles directement productives, ou qu'il apporte son appui dans le cadre des programmes de développement, ou encore que son action s'exerce dans ces deux domaines à la fois.

7. En dehors des seize gouvernements qui souhaitent que le Fonds ne se borne pas à aider au développement de l'infrastructure, on compte onze gouvernements qui ne mentionnent pas l'infrastructure et n'envisagent que l'assistance dans le

---

1/ Rapport sur un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, document E/2381.

2/ Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, document A/2906.

cadre ou en appui direct de programmes de développement plus vastes et l'assistance à des entreprises directement productives. Sur vingt-sept gouvernements, dix mentionnent les programmes de développement, mais non les entreprises productives, dix mentionnent les entreprises productives mais non les programmes de développement, six mentionnent les entreprises et les programmes et un mentionne le développement de l'économie nationale des pays sous-développés en général.

8. Certains gouvernements font valoir que le Fonds spécial ne devrait pas se contenter de financer des entreprises non directement rentables (neuf gouvernements) ou de fournir les devises nécessaires à des entreprises déterminées (quatre gouvernements); mais quatorze gouvernements déclarent que le Fonds ne devrait financer que les entreprises pour lesquelles les capitaux privés ou les ressources financières internationales - en particulier celles de la Banque internationale - font défaut, tandis que d'autres semblent être d'avis que le Fonds spécial ne devrait financer que des entreprises non directement rentables.

9. La question 1 qui figure à l'annexe de la résolution 923 (X) est ainsi conçue : "Quel sera ... le rôle du Fonds spécial dans le développement de votre pays?".

Les gouvernements des pays sous-développés ont répondu directement, en mentionnant leurs propres plans de développement. Quatre autres gouvernements ont déclaré qu'à leur avis, leurs échanges commerciaux bénéficieraient de la création du Fonds spécial, soit dans l'immédiat, en raison de l'aide fournie directement par le Fonds, soit à plus longue échéance, à mesure que les niveaux de vie s'élèveraient dans les régions sous-développées (voir également la section A ci-dessus).

10. Trois gouvernements ont fait de nouvelles propositions : le Fonds spécial pourrait, à la demande des pays intéressés, participer à la mise au point et au contrôle des programmes d'assistance bilatéraux; le Fonds devrait faciliter la coordination des divers types d'assistance en rassemblant et en diffusant des renseignements à leur sujet.

## 2. Nature des contributions au budget d'exécution du Fonds spécial

11. Vingt-quatre gouvernements se prononcent en faveur de contributions volontaires. Huit gouvernements préféreraient un barème fixe au système des contributions volontaires. Vingt-trois gouvernements sont favorables à l'idée que les pays

pourraient fixer le montant de leurs contributions d'après certains critères objectifs (revenu national, global ou par habitant, en s'inspirant du barème des contributions au budget de l'Organisation des Nations Unies, de la Banque internationale, etc., sans nécessairement copier ces barèmes).

12. Dix-neuf gouvernements approuvent expressément l'idée de contributions périodiques, annuelles par exemple. Onze gouvernements recommandent un système d'engagements à l'avance - par exemple, pour deux, trois ou cinq ans - sous réserve d'approbation annuelle, le cas échéant, par le pouvoir législatif, afin que le Fonds spécial puisse compter sur des ressources déterminées pendant une longue période et aider les pays bénéficiaires à exécuter des programmes de longue haleine.

13. Les réponses parvenues indiquent que les contributions peuvent prendre l'une ou plusieurs des formes suivantes : i) contributions en monnaie locale utilisables pour l'achat de biens et services dans le pays contribuant ou convertibles en une autre monnaie, mais seulement dans la mesure admise par les gouvernements intéressés; ii) contributions directes en biens et services; iii) contributions totalement ou partiellement convertibles.

14. Vingt gouvernements se prononcent en faveur de contributions en monnaie locale. Deux d'entre eux déclarent expressément que de nombreux pays éprouveraient des difficultés à verser leur contribution si le Fonds spécial devait avoir le droit d'insister sur la convertibilité en telle ou telle monnaie. Bien que, sur ces vingt gouvernements, on en compte quatre qui reconnaissent que l'on limiterait ainsi les ressources du Fonds, onze indiquent que la conversion en d'autres monnaies devrait dépendre de l'approbation du gouvernement intéressé.

15. Huit gouvernements envisagent la possibilité de contributions qui prendraient au moins partiellement la forme de biens ou de services. Six autres n'accepteraient des contributions de ce genre qu'à titre exceptionnel ou dans certaines limites. D'autre part, huit gouvernements se sont explicitement prononcés contre des contributions en nature.

16. D'un autre côté, onze autres gouvernements expriment l'avis que les contributions devraient être convertibles en totalité ou en partie. Cinq d'entre eux estiment que la convertibilité doit être complète ou du moins aussi large que possible, car elle donnerait aux opérations du Fonds sensiblement plus de souplesse.

3. Capital initial à réunir avant que le Fonds spécial  
ne commence ses opérations

17. Sur les quarante-deux gouvernements qui ont répondu expressément à cette question, vingt estiment que le Fonds spécial pourrait commencer ses opérations avec un capital initial inférieur aux 250 millions de dollars proposés par le Comité des Neuf. D'après eux, il ne faut pas différer la création du Fonds spécial parce qu'il pourrait être difficile de réunir un capital initial de 250 millions de dollars. Sept de ces gouvernements n'ont pas spécifié le montant inférieur qu'ils jugent indispensable. Parmi les autres, trois sont d'avis qu'il suffirait de 200 à 250 millions de dollars, quatre de 150 millions, un de 100 à 150 millions, et cinq de 100 millions ou moins. Le gouvernement qui a cité le chiffre le plus bas - 62.500.000 dollars - a cependant fait une réserve : le Fonds spécial devrait pouvoir compter au moins sur la participation des principaux pays dans un avenir assez rapproché.

18. Parmi ces quarante-deux gouvernements, dix-sept estiment que le Fonds spécial devrait commencer ses opérations lorsque les versements effectués ou les engagements pris par les pays participants atteindront un minimum de 250 millions de dollars. Parmi ces gouvernements, huit sont d'avis qu'il ne faudrait pas se lancer dans une nouvelle entreprise internationale comme le Fonds spécial sans que les participants se soient engagés à verser des contributions atteignant au minimum 250 millions de dollars.

19. Les cinq autres gouvernements ont proposé des sommes plus élevées qui s'échelonnent de 300 millions à 2 milliards de dollars.

20. Huit gouvernements n'ont pas précisé ce que devrait être à leur avis le capital minimum qu'il faudrait réunir ou que les participants devraient s'engager à verser avant que le Fonds spécial ne commence ses opérations. Deux de ces gouvernements ont dit qu'il leur était impossible de faire une estimation précise sans avoir les données nécessaires pour calculer le montant des fonds d'exploitation dont l'organisme aurait besoin. Deux autres gouvernements estiment qu'il est moins urgent de déterminer exactement le montant du capital initial que de constituer le Fonds spécial.

21. Indépendamment du montant des contributions initiales, quatre gouvernements ont précisé que le Fonds spécial devrait bénéficier au début de la participation de vingt à trente pays. De l'avis de huit gouvernements, le Fonds spécial ne serait pas raisonnablement assuré du succès et de la continuité de ses opérations sans la participation de grands pays industriels.

22. Seize gouvernements ont souligné que, si l'on veut que le Fonds spécial devienne un instrument efficace du développement des pays sous-développés, il faut qu'il puisse compter sur un renouvellement continu et peut-être sur une augmentation de ses ressources pendant les années à venir. Sept gouvernements espèrent qu'une amélioration de la situation internationale, au point de vue économique et politique, ainsi que des économies réalisées du fait des programmes de désarmement, pourront permettre de trouver une source de contributions accrues pour le Fonds spécial dans les années à venir. Un gouvernement a rappelé la résolution 724 (VIII) de l'Assemblée générale<sup>3/</sup>.

#### 4. Dons et prêts; conditions et modalités

23. La grande majorité des gouvernements semble considérer que le Fonds spécial pourrait octroyer à la fois des dons et des prêts. Les opinions exprimées à cet égard par cinquante et un gouvernements peuvent se résumer comme suit :

- a) Exclusivement des prêts : sept gouvernements;
- b) Essentiellement des prêts, mais sans exclure les dons : onze gouvernements;
- c) Dons et prêts, sans idée préconçue quant à l'importance relative des deux catégories de transactions : dix-neuf gouvernements;
- d) Essentiellement des dons, sans exclure les prêts : quatorze gouvernements.

3/ Cette résolution contient la déclaration suivante :

"Nous, gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, voulant favoriser le relèvement des niveaux de vie et l'instauration de conditions propres à assurer le développement économique et le progrès social, nous déclarons prêts à demander à nos peuples, lorsque des progrès suffisants auront été accomplis dans la voie du désarmement mondial sous contrôle international, de verser à un fonds international créé dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies une partie des économies qu'aura permis de réaliser ce désarmement, afin d'aider au développement et à la reconstruction des pays insuffisamment développés." (Documents officiels de l'Assemblée générale, huitième session, Supplément No 17, page 10).

24. Les arguments avancés dans les réponses sont variés : parmi les gouvernements qui se sont prononcés en faveur des dons, il en est trois pour qui cette forme d'assistance correspondrait mieux aux besoins des pays sous-développés; deux autres insistent sur les avantages que les dons présenteraient au point de vue administratif. En faveur des prêts, on fait valoir qu'ils garantiraient le renouvellement des ressources du Fonds (neuf réponses), que les demandes d'assistance seraient limitées aux projets bénéficiant d'un rang de priorité assez élevé (une réponse); que les prêts, par opposition aux dons, ne portent pas atteinte au prestige des pays bénéficiaires (deux réponses). Cinq gouvernements font observer que la méthode d'utilisation des ressources du Fonds spécial : dons, ou prêts sous diverses formes, sera fonction de la répartition des opérations du Fonds entre le financement de la partie économique et le financement de la partie sociale de l'infrastructure.

25. Au sujet de la nature des prêts et des conditions auxquelles ils seraient consentis, diverses formules ont leurs partisans : a) vingt-neuf gouvernements se prononcent en faveur de prêts à long terme et à faible intérêt, c'est-à-dire de prêts dont la période d'amortissement serait plus longue et qui porteraient un intérêt plus faible que les prêts de la Banque internationale; b) six gouvernements sont partisans de prêts sans intérêt; c) vingt et un gouvernements souhaiteraient que les prêts soient remboursables en monnaie locale; dans ce groupe, on compte treize des gouvernements qui sont partisans de prêts à long terme et à faible intérêt et sept de ceux qui préconisent des prêts à intérêt normal (deux de ces sept gouvernements mentionnent les taux pratiqués par la Banque internationale); d) neuf gouvernements envisagent favorablement l'octroi de prêts à intérêt normal; trois d'entre eux mentionnent expressément les taux de la Banque internationale. Deux des neuf gouvernements présument que les prêts seraient remboursables en monnaie nationale; trois d'entre eux parce qu'il ne faut pas s'écarter des usages des institutions commerciales de crédit; un gouvernement parce que ces prêts seraient couverts par l'émission d'obligations sur le marché; e) l'idée de combiner les dons du Fonds spécial avec des prêts de la Banque internationale ou d'autres institutions de crédit, ce qui reviendrait en pratique à consentir un prêt à faible intérêt, a reçu l'approbation de six gouvernements; un gouvernement y est opposé.

26. Quatre gouvernements sont expressément opposés à la possibilité de négocier à nouveau ou de modifier les conditions des prêts une fois qu'elles auront été fixées.

5. Relations entre le Fonds spécial, l'Organisation des Nations Unies  
et les institutions spécialisées

27. Sur les quarante-neuf gouvernements qui ont répondu à cette question, quarante considèrent que le Fonds spécial sera, une fois créé, un organisme autonome dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies; parmi eux, sept proposent de faire du Fonds envisagé une institution spécialisée et quatorze rappellent expressément les recommandations du Groupe spécial d'experts<sup>4/</sup>.

28. Quarante-deux gouvernements recommandent une coopération étroite entre le Fonds spécial et une ou plusieurs des organisations suivantes de la famille des Nations Unies : l'Organisation des Nations Unies elle-même, y compris ses commissions économiques régionales (mentionnées dans vingt-huit réponses), les organismes d'assistance technique des Nations Unies (mentionnés dans quinze réponses) et les institutions spécialisées, notamment la Banque internationale (mentionnée dans seize réponses) et l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (mentionnée dans huit réponses). En faveur d'une coopération étroite, les gouvernements ont invoqué les arguments suivants : éviter de faire double emploi avec les organisations existantes, conserver au Fonds spécial un personnel aussi réduit que possible, utiliser au mieux les ressources disponibles pour développer les pays sous-développés, surtout en agissant conjointement avec l'Assistance technique ou en complétant son action. La coopération entre le Fonds spécial et les organisations de la famille des Nations Unies pourrait consister en un échange de renseignements de services techniques et d'assistance lors de la préparation et de la mise en oeuvre des divers projets.

29. Sur les quarante-deux gouvernements mentionnés au paragraphe précédent, dix ont expressément souligné la nécessité de sauvegarder l'indépendance des opérations du Fonds spécial. Sept gouvernements ont particulièrement insisté sur l'indépendance que le Fonds doit avoir, dans ses opérations, vis-à-vis de la Banque internationale.

30. Deux gouvernements ont recommandé de fixer à New-York le siège de l'administration du Fonds spécial, pour faciliter la coordination avec les organes des Nations Unies.

31. Quatre gouvernements proposent que les institutions spécialisées exécutent et administrent les projets d'assistance adoptés par le Fonds spécial.

---

<sup>4/</sup> Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique,  
document A/2906, chapitre VI.



## 6. Structure du Fonds spécial

32. Trente-trois gouvernements paraissent approuver en général les recommandations relatives à la structure du Fonds spécial qui figurent dans le rapport du Comité des Neuf ou dans celui du Groupe spécial d'experts, présidé par M. Scheyven. Seize de ces gouvernements ont souscrit explicitement, et six implicitement, aux propositions du Groupe spécial d'experts qui concernaient la structure d'ensemble du Fonds spécial; cependant, cinq de ces vingt-deux gouvernements ont fait des réserves au sujet du Comité conjoint. Selon les propositions en question, les organes du Fonds spécial comprendraient une Conférence générale, un Conseil d'administration, un Directeur général, un Comité conjoint et un secrétariat. Les onze gouvernements restants approuvent implicitement ou explicitement les propositions du Comité des Neuf, qui diffèrent surtout de celles du Groupe spécial d'experts en ce qu'elles ne prévoient pas de Comité conjoint.

33. Trente-trois gouvernements sont d'avis qu'il convient d'instituer une Conférence générale ou réunion plénière des membres du Fonds spécial qui arrêterait la politique générale du Fonds et recevrait des rapports sur son activité.

34. En ce qui concerne la composition du Conseil d'administration, dix-sept gouvernements préconisent une représentation paritaire de deux groupes de pays dont l'un serait composé essentiellement des principaux pays contributeurs, l'autre essentiellement de pays sous-développés. Dix gouvernements déclarent expressément qu'il devrait y avoir égalité de voix pour tous les membres du Conseil d'administration.

35. Sur les vingt-trois gouvernements précités qui appuient en général les propositions du Groupe spécial d'experts, dix-sept paraissent être en faveur d'un Conseil d'administration de douze membres; cinq autres, plus un gouvernement non compris parmi les vingt-deux, sont en faveur d'un conseil de plus de douze membres (quatorze et vingt et un étant le minimum et le maximum proposés). Six gouvernements déclarent qu'il faut assurer une répartition géographique équitable. Trois pays disent expressément que les membres devraient siéger au Conseil d'administration par roulement.

36. Quant au Comité conjoint proposé par le Groupe spécial d'experts, dix-huit gouvernements paraissent approuver la création d'un Comité de ce genre composé comme le Groupe le propose (huit l'approuvent expressément). D'autre part, huit gouvernements expriment un avis plus ou moins contraire. Sur ces huit gouvernements, deux se prononcent contre la création d'un Comité conjoint, un gouvernement doute que ce Comité puisse convenir, et cinq gouvernements voudraient que l'on élargisse le Comité en y faisant siéger le Président-Directeur du Bureau de l'assistance technique ou d'autres membres qui représenteraient les institutions spécialisées ou les commissions économiques régionales.

7. Méthodes et procédure à suivre pour l'évaluation des projets

37. Les réponses à cette question dépendent de celles qui ont été données aux questions 1, 4, 5 et 6. On trouvera dans le présent résumé une analyse des deux principaux points qui sont examinés dans les réponses à la question 7 : a) la procédure à suivre pour statuer sur les demandes d'assistance; b) les critères d'après lesquels il conviendrait d'évaluer les projets.

38. Vingt-six gouvernements se déclarent en faveur d'une certaine coopération entre le Fonds spécial et d'autres institutions lorsqu'il s'agira de statuer sur les demandes d'assistance. Sur ces vingt-six gouvernements, onze approuvent les termes du rapport du Groupe spécial d'experts, où il est recommandé, notamment, que l'on utilise, pour instruire les demandes d'assistance, les organismes actuels qui se rattachent à l'Organisation des Nations Unies, en particulier le Secrétariat de l'Organisation et la Banque internationale. Un de ces gouvernements recommande que les demandes soient examinées simultanément par diverses institutions. Seize autres déclarent, sans se référer au rapport du Groupe, qu'il faut coopérer avec les organismes actuels de la famille des Nations Unies.

39. Seize gouvernements se prononcent sur la question de savoir si les projets devraient être soumis directement au Fonds spécial ou s'ils devraient être soumis par l'intermédiaire d'une des institutions existantes. Douze gouvernements proposent que les projets soient soumis directement au Fonds ou soient évalués par lui, sans indiquer d'autres méthodes à titre d'alternative. Quatre gouvernements proposent également que les projets soient soumis au Fonds spécial par l'intermédiaire de l'un des organismes existants des Nations Unies.

40. Sept gouvernements déclarent explicitement que les organes de direction du Fonds devraient décider en dernier ressort de l'acceptation des demandes d'assistance; de nombreux gouvernements, si l'on considère l'avis qu'ils ont donné dans leurs réponses à la question 5 à propos d'un conseil d'administration, semblent partager implicitement cette manière de voir.

41. Dix-neuf gouvernements citent un ou plusieurs principes généraux qui serviraient à évaluer les projets. Ces principes ont trait aux objectifs généraux et aux tâches du Fonds ainsi qu'aux avantages que le Fonds pourrait présenter pour le développement économique des pays bénéficiaires.

42. Trois gouvernements soulignent qu'il est difficile ou peu souhaitable d'établir des critères stricts; trois autres déclarent que le Fonds spécial devrait mettre au point une méthode permettant de déterminer les priorités.

A/3579  
E/2961  
Français  
Page 113

### TROISIEME PARTIE

#### CONCLUSIONS

## CONCLUSIONS

1. Le Comité tient à souligner qu'il ne faut pas considérer isolément les conclusions suivantes, encore qu'elles soient conçues en termes très larges, mais qu'il faut les rapprocher de la première et la deuxième partie de ce rapport.
2. Il ressort des réponses reçues des gouvernements que la proposition de créer un Fonds spécial pour aider à financer le développement des économies des pays sous-développés bénéficie d'un certain appui\*.
3. D'après les réponses résumées dans les parties précédentes du présent rapport, on peut se faire une image schématique du Fonds spécial proposé, en regroupant les avis les plus fréquemment exprimés au sujet des divers aspects de la question. Ce schéma, par sa nature même, ne rend pas compte de la diversité des opinions émises sur chaque point. En outre, ce ne sont pas forcément les mêmes groupes de gouvernements qui ont constitué la majorité sur tel point puis sur tel autre. Aussi se peut-il que des traits retenus dans ce schéma ne soient pas entièrement compatibles l'un avec l'autre.
4. Le schéma en question se présente comme suit : c'est surtout au financement de l'infrastructure économique et sociale que servirait le Fonds spécial, toutefois, nombre de pays ont parlé aussi de programmes de développement plus vastes comprenant des projets industriels ou agricoles directement productifs. En ce qui concerne le capital initial nécessaire, les chiffres proposés sont de l'ordre de 200 à 250 millions de dollars. Toutefois, un certain nombre de gouvernements signalent que le Fonds spécial pourrait commencer à fonctionner avec un capital initial plus faible et quelques-uns estiment en revanche que le Fonds aurait besoin d'un capital initial plus important. Ce sont des contributions volontaires qui permettraient la création du Fonds spécial et qui l'alimenteraient; les gouvernements pourraient déterminer l'importance de ces contributions d'après certains critères objectifs (tels que le revenu national, les contributions à l'Organisation des Nations Unies etc.). Les contributions seraient renouvelables annuellement, par exemple. Les gouvernements envisagent en général des contributions en monnaie locale, qui ne seraient convertibles en d'autres devises que dans la mesure permise par les gouvernements intéressés; certains d'entre eux envisagent

\* Il convient cependant de noter qu'on n'avait pas expressément demandé aux gouvernements de faire savoir dans quelle mesure ils seraient disposés à prêter leur appui financier à un Fonds spécial; par conséquent, les gouvernements n'ont généralement pas abordé cette question. /...

cependant des contributions convertibles en tout ou en partie, ou des contributions versées partiellement en nature. L'aide du Fonds prendrait la forme de dons aussi bien que de prêts, notamment de prêts à long terme et à faible intérêt. Le Fonds spécial serait un organisme autonome qui fonctionnerait de façon indépendante dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et qui coopérerait étroitement avec d'autres organes et institutions compétents des Nations Unies. Sa structure générale serait celle que propose le Groupe spécial d'experts : une Conférence générale, où tous les membres seraient représentés, un Conseil d'administration, un Directeur général, un Comité conjoint et un secrétariat aussi réduit que possible. Cependant, les avis diffèrent un peu au sujet du Comité conjoint.

ANNEXE

Texte de la résolution 923 (X) de l'Assemblée générale relative  
à la question de la création d'un Fonds spécial des Nations Unies  
pour le développement économique

"L'Assemblée générale,

Réaffirmant l'importance du développement économique des pays sous-développés, condition essentielle de l'établissement de relations internationales propices au renforcement de la paix et à l'instauration de la prospérité dans le monde,

Considérant que les pays sous-développés ont un besoin réel de moyens supplémentaires pour accélérer le développement de leur infrastructure économique-sociale, indispensable à tout accroissement substantiel de leur production et au bien-être de leurs populations,

Rappelant ses résolutions relatives à la création d'un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique et, en particulier, réaffirmant ses résolutions 724 A (VIII) et 724 B (VIII) du 7 décembre 1953, qui ont été adoptées à l'unanimité,

Rappelant en outre que, dans sa résolution 822 (IX), du 11 décembre 1954, elle a instamment prié les gouvernements de réexaminer leur attitude en ce qui concerne l'appui matériel qu'ils seraient prêts à fournir à un tel fonds, compte tenu des modifications de la situation internationale et d'autres facteurs pertinents, tant nationaux qu'internationaux,

Ayant examiné le nouveau rapport<sup>1/</sup> que M. Raymond Scheyven a établi avec le concours du Secrétaire général et d'un Comité d'experts, les observations<sup>2/</sup> que le Conseil économique et social a présentées dans son rapport au sujet de ce document, en application de la résolution 822 (IX) de l'Assemblée générale, et la déclaration<sup>3/</sup> que M. Scheyven a faite le 31 octobre 1955,

Prenant acte de la résolution 583 A (XX) du Conseil économique et social, en date du 5 août 1955,

---

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, dixième session, Supplément No 17 (A/2906).

2/ Ibid., Supplément No 3 (A/2943), chapitre III, partie A, par. 142 à 177.

3/ Ibid., dixième session, Deuxième Commission, 366ème séance.

1. Félicite vivement M. Scheyven du travail qu'il a accompli avec l'aide du Secrétaire général et du Comité d'experts;

2. Prie le Secrétaire général d'inviter les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées dont l'action s'exerce dans les domaines économique et social, à lui faire connaître, aussi précisément que possible, le 31 mars 1956 au plus tard, leur avis sur la création, le rôle, la structure et les opérations d'un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, en tenant compte tout particulièrement des questions qui figurent dans l'annexe à la présente résolution, afin que leur avis et leurs réponses puissent fournir des éléments qui serviront à rédiger les statuts du Fonds, lorsqu'il aura été décidé de le créer;

3. Prie en outre le Secrétaire général de fournir aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées, lorsqu'il leur adressera l'invitation mentionnée ci-dessus, tous les documents pertinents, y compris les comptes rendus des débats que l'Assemblée générale a consacrés à cette question à sa dixième session;

4. Crée un Comité ad hoc, composé des représentants de seize gouvernements désignés par le Président de l'Assemblée générale, qui sera chargé d'analyser les réponses et les observations que les gouvernements auront communiquées en application du paragraphe 2 ci-dessus, afin de présenter au Conseil économique et social, à sa vingt-deuxième session, puis à l'Assemblée générale à sa onzième session, le rapport intérimaire qu'il aura pu établir et de remettre un rapport final au Conseil, à sa vingt-troisième session, étant entendu que, ce faisant, le Comité ad hoc n'engagera aucun Etat Membre;

5. Invite le Secrétaire général à fournir au Comité ad hoc toutes les facilités nécessaires;

6. Exprime l'espoir, vu les appuis de plus en plus nombreux que reçoit le projet de création d'un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, que des conditions plus favorables à la constitution d'un fonds international seront créées dans un proche avenir et que les économies réalisées à la faveur d'un désarmement mondial sous contrôle international fourniront des ressources supplémentaires pour financer le développement économique des pays sous-développés et aideront à atteindre les buts et objectifs d'un tel fonds.



Annexe

1. Quel sera, selon les prévisions de votre gouvernement, le rôle du Fonds spécial dans le développement de votre pays?
2. De quelle nature devraient être, selon votre gouvernement, les contributions au budget d'exécution du Fonds spécial?
3. Quel est, selon votre gouvernement, le capital initial qu'il faudrait réunir avant que le Fonds spécial ne commence ses opérations?
4. Votre gouvernement envisage-t-il que le Fonds spécial puisse consentir des dons et des prêts? Dans l'affirmative, quelles en seraient, à son avis, les conditions et modalités d'octroi?
5. Quelles devraient être, selon votre gouvernement, les relations entre le Fonds spécial, d'une part, l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, d'autre part?
6. Quelle devrait être, selon votre gouvernement, la structure (organes d'administration et organes de direction) du Fonds spécial?
7. Quelles méthodes et quelle procédure conviendrait-il de suivre, selon votre gouvernement, pour l'évaluation des projets soumis par les gouvernements?
8. Votre gouvernement a-t-il d'autres suggestions à présenter au sujet de la structure et des fonctions du Fonds spécial?"

-----